This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Span 688.25.10

Harvard College
Library

THE GIFT OF
Archibald Cary Coolidge
Class of 1887
PROFESSOR OF HISTORY

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

PRIM

PAR

H. LÉONARDON

Paris, FÉLIX ALCAN, Éditeur, 1901.

PRIM

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

Biographies des hommes d'État : souverains et ministres, qui ont joué un rôle prédominant dans la formation du monde politique contemporain. Chaque volume de format in-16 couronne de 200 pages environ. . . . . 2 fr. 50.

VOLUMES PUBLIÉS

ALLEMAGNE. . — **Bismarck**, par *Henri Welschinger*.
ESPAGNE. . . — **Prim**, par *H. Léonardon*.
ANGLETERRE. — **Disraëli**, par *Maurice Courcelle*.

POUR SUIVRE

FRANCE. . . — **Jules Ferry**, par *A. Rambaud*, de l'Institut.
ANGLETERRE. — **Gladstone**, par *F. de Pressensé*.
AUTRICHE. . — **Metternich**, par *Christian Schefer*.
RUSSIE. . . . — **Alexandre II**, par *Paul Boyer*.
PAPAUTÉ. . . — **Léon XIII**, par *A. Leroy-Beaulieu*, de l'Institut.
ÉTATS-UNIS. . — **Abraham Lincoln**, par *Achille Viallate*.
JAPON. . . . — **Okoubo**, par *Maurice Courant*.

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

PRIM

PAR

H. LÉONARDON

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE & Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1901
Tous droits réservés.

Span 688.25.10

HARVARD COLLEGE LIBRARY
GIFT OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
apr. 28, 1925

25-114
31

PRIM

I

LES DÉBUTS : 1834-1844.

Après la guerre de l'Indépendance, l'Espagne put croire qu'en affranchissant son territoire elle avait en même temps conquis quelques-unes des libertés politiques dignes d'une nation virile. Les Cortes de Cádiz avaient jeté les bases d'un régime relativement libéral. La restauration de Ferdinand VII arrêta net l'essor des doctrines nouvelles. Au lendemain du soulèvement de Riego, le Roi, ramené à Madrid par le duc d'Angoulême, rétabli dans ses pouvoirs despotiques de par la volonté de la Sainte Alliance, n'eut qu'à lâcher la bride aux Apostoliques pour trouver en eux, contre les partisans de la constitution, les plus sûrs ministres de ses vengeances.

Ce fut sous le régime de cette terreur blanche que Prim arriva à l'adolescence, à l'âge des impressions fortes et des pensées généreuses. Fils d'un lieutenant-colonel d'infanterie, Don Juan Prim y Prats était né à Reus, en Catalogne, le 6 décembre 1814. A treize ans, il avait vu, dans ces régions mêmes du Nord de l'Espagne,

un parti se soulever au cri de *Carlos V é Inquisicion !* du vivant même de Ferdinand VII, despote trop faible aux yeux de ces ultra-royalistes. Cette révolte apaisée, le comte de España avait imposé à la Catalogne un régime de rigueurs et d'exécutions sanglantes qui avait été beaucoup moins dirigé contre les partisans farouches de l'absolutisme, la veille en armes, que contre les hommes soupçonnés des plus légères tendances libérales. Dès cette époque, autant par l'exemple de son père que par tendance personnelle, les sympathies de Juan Prim étaient allées vers ces persécutés.

A la mort de Ferdinand VII, une crise grave éclata. Par sa pragmatique de 1830, le roi, faisant revivre l'ancienne coutume castillane, avait déclaré habile à lui succéder sa fille Isabelle. Le frère de Ferdinand, Don Cárlos, avait aussitôt protesté et quand Isabelle II, le 29 septembre 1833, eut été proclamée reine d'Espagne, sous la régence de sa mère Marie-Christine, il en appela aux armes. En fait, pour les Espagnols, il s'agissait beaucoup moins d'une question dynastique que d'une question politique. Don Cárlos personnifiait le principe de l'absolutisme pur, soutenu par la partie la plus fanatique du clergé et des ordres. Isabelle II, c'était l'avenir, un avenir inconnu, mais qui laissait espérer un régime s'inspirant de principes moins intransigeants; pour le présent, la reine-mère Marie-Christine, par quelques mesures telles que la

réouverture des Universités, avait gagné les sympathies des libéraux, et, sans rien abdiquer des prérogatives de la couronne, elle se plaisait à atténuer la théorie de l'absolutisme traditionnel par les principes plus modernes de l'absolutisme « *éclairé* ».

L'insurrection carliste prit immédiatement des proportions inquiétantes. Pour suppléer à l'insuffisance numérique des troupes régulières, le commandant militaire de la Catalogne dut faire appel au loyalisme des partisans de la jeune Reine et organisa des corps francs, les *Tiradores de Isabel II*. Le premier de ces bataillons se forma à Reus. Le lieutenant-colonel Don Pablo Prim prit le commandement d'une compagnie. Le 21 février 1834, son fils Don Juan s'engagea dans ce corps. Cette guerre devait durer sept années, jusqu'au fameux « embrassement de Vergara » et à la prise de Berga. Prim n'avait pas vingt ans, lorsqu'il y vit le feu pour la première fois, le 7 août 1834 ; cinq ans plus tard, le 16 novembre 1839, sur le champ de bataille de Casa Llovera, il était promu colonel. Ce haut grade conquis avant la fin de sa vingt-sixième année, il le devait uniquement à sa valeur personnelle. Au cours de cette lutte sans répit, il avait pris part à trente-cinq actions et reçu huit blessures. Tout de suite, il avait fait montre d'un courage tranquille, bientôt légendaire dans l'armée de Catalogne. Capitaine, on l'avait vu, après un combat corps à corps, enlever un dra-

peau carliste. A l'assaut de Solsona, blessé au bras gauche, il s'était emparé d'une des portes de la ville, et peu après, avec les quelques cavaliers d'escorte du général Pavia, il avait exécuté une charge si hardie qu'à son retour officiers et soldats l'acclamaient. On citerait de lui dix autres faits d'armes de ce genre. Mais ce n'est pas le soldat que nous voulons étudier ici. De son début dans la carrière militaire, quelque chose cependant est à retenir. C'est dans une guerre civile que Prim a fait ses premières armes. Et quelle guerre ! Guerre de haine politique et de passion religieuse, à chaque instant souillée par des massacres de prisonniers, par d'atroces représailles. Vivre six années de sa jeunesse dans un pays ravagé par de telles fureurs ne saurait être indifférent dans la formation morale d'un homme. Il s'y endurcira et ne verra plus désormais dans la guerre civile qu'une lutte quelconque, un moyen presque légitime de faire triompher un idéal politique. L'histoire des *pronunciamientos* espagnols en est la preuve.

La guerre carliste était à peine terminée que Prim assista à la première de ces manifestations militaires. Pendant ces sept années de la régence de Marie-Christine, les doctrines libérales avaient fait de nombreux prosélytes en Espagne. A combattre les partisans de l'absolutisme, le goût des libertés publiques était venu à la partie la plus éclairée de la nation. La reine-mère, décevant les espérances qu'avaient fait naître ses

premiers actes, avait essayé de résister au courant. Cependant, en 1835, il lui avait fallu céder au mouvement d'opinion qui, de Barcelone, s'était étendu à toute la Péninsule. Le président du Conseil, Mendizábal, avait alors annoncé un projet de loi électorale ; il avait parlé de liberté de la presse, de responsabilité ministérielle. Ce fut l'avènement du libéralisme. Mais, dès ce moment, il se produisit dans le parti une scission. Un des groupes constitutionnels prit une attitude réservée qui lui valut la dénomination de *moderado,* mais en réalité sous ce nom de *modéré,* nous devons entendre un parti conservateur, libéral à l'origine, réactionnaire par la suite. Les membres de l'autre groupe, plus hardis dans leurs idées, furent connus d'abord sous l'épithète d'*exaltados,* mais on qualifia beaucoup plus justement ces *exaltés* lorsqu'on les désigna plus tard sous le nom de *progressistes.* Ce fut une faute de la part de la reine Marie-Christine de se solidariser avec les « modérés ». Lorsqu'après diverses alternatives on la vit, de concert avec eux, chercher un terrain d'entente avec Don Cárlos, puis restreindre les libertés municipales, les progressistes se soulevèrent à la voix d'Espartero. Leur triomphe fut immédiat. Le 12 octobre 1840, Marie-Christine abdiquait la régence et quittait l'Espagne ; Espartero devint le chef du gouvernement.

Prim n'avait pris aucune part à ce mouvement insurrectionnel. Il n'avait pas encore fait acte

d'homme politique, mais ses opinions le rangeaient parmi les *exaltés*, et même il se rapprochait du groupe plus radical encore des démocrates catalans. A ce moment, la guerre carliste achevée, il se trouvait dans une situation incertaine. Sans fortune, à la fois hardi et positif, il s'était juré de faire dans l'armée une rapide carrière. Il s'était tenu parole. Il avait payé de sa personne, mais les grades qu'il avait conquis sur les champs de bataille ne lui avaient pas été confirmés encore. Il commandait un corps franc, destiné à disparaître à la paix. Ne serait-il pas congédié en même temps que ses hommes?

La politique, en Espagne, n'est pas interdite à l'armée, et la constitution de 1812 a laissé au soldat comme aux autres citoyens le droit de vote et d'éligibilité. Les exemples récents qu'il avait eus sous les yeux montraient à Prim quel parti un officier pouvait tirer de la politique pour se pousser. Ses hauts faits lui avaient valu, surtout en Catalogne, une juste réputation ; ses tendances libérales étaient d'accord avec les principes au nom desquels Espartero avait combattu la régente. Prim se présenta à la députation et la province de Tarragone l'envoya siéger aux Cortes en 1841. Député, il devenait un homme à ménager ; aussi, le 28 mai 1841, fut-il confirmé dans ses grades de commandant et de lieutenant-colonel, et, vers la fin de la cession, Espartero l'envoya à Grenade remplir les fonc-

tions de sous-inspecteur de la gendarmerie d'Andalousie. Ce début était encourageant.

*
* *

En donnant à Prim le commandement des *Carabineros* d'Andalousie, Espartero lui avait confié une tâche de police politique. Déjà les « modérés », partisans de Christine, conspiraient contre le régent. Des soulèvements militaires étaient tentés. A Madrid deux généraux *cristinos* essayaient d'enlever la jeune reine. Narvaez débarquait à Gibraltar avec l'intention de pénétrer par là en Espagne. La surveillance de Prim l'arrêta.

Ce ne fut pourtant pas de ce côté qu'Espartero trouva les adversaires les plus redoutables : ce fut dans son propre parti. Représentant une reine mineure, il devait agir en souverain constitutionnel. Il ne sut pas se renfermer dans ce rôle et voulut gouverner. Médiocre politique, il éveilla des jalousies, froissa des orgueils et se vit refuser le concours de certains ambitieux tels qu'Olózaga. Aux Cortes sa majorité s'émietta. Des groupes dissidents se formèrent et, dans leur acharnement à combattre le régent, s'allièrent avec une extraordinaire imprévoyance au parti *modéré* qui ne songeait qu'à ramener Christine.

Prim suivit cette politique imprudente. Aux Cortes de 1841 il avait voté avec les partisans

les plus décidés d'Espartero. Peu à peu il s'en était éloigné : député de la Catalogne, il ne pouvait rester indifférent au revirement d'opinion qui se produisait dans sa province à l'égard du régent. Hardiment progressiste et même quelque peu républicaine, Barcelone s'était vu imposer l'état de siège pour avoir voulu démolir la citadelle qui la commandait. Une émeute avait éclaté. Espartero l'avait fait châtier par un bombardement (3 décembre 1842). De ce jour la Catalogne entière lui était devenue hostile.

Aux Cortes, Prim prit fait et cause pour ses concitoyens. A la dernière session de 1842, il incrimina très vivement les violences illégales du gouvernement et lia partie avec la fraction progressiste qui combattait Espartero. Il se laissa même entraîner à une démarche suspecte, qui lui fut plus tard amèrement reprochée. Les Cortes dissoutes, le 22 novembre, sans permission des autorités militaires et sous un faux nom, il partait pour Paris. Il y était attiré par les membres d'une association secrète, la *Orden militar española,* récemment instituée, soi-disant en vue de s'assister mutuellement entre officiers, pour s'assurer un juste avancement. A Paris, Prim eut une entrevue avec le général Narvaez, chef des *Cristinos*. Il lui fut aisé de pénétrer le véritable objet de l'association, évidemment destinée à procurer à ses affiliés un avancement plus rapide que juste, par les moyens de la politique militante, dans le sens des doctrines « modérées »

ou même semi-absolutistes. Ce que Prim visait, c'était la déclaration anticipée de la majorité d'Isabelle, et, le régent une fois déchu de ses droits, l'établissement solide du régime constitutionnel. Sur le premier point rien de plus facile que de s'entendre avec Narvaez et les membres de la *Orden militar*. Sur le second, il y avait entre Prim et les modérés des divergences profondes. Aussi est-il douteux qu'un compromis formel soit intervenu entre lui et Narvaez. Vraisemblablement ils s'en tinrent à un pacte tacite : ils travailleraient par une action parallèle à la chute d'Espartero ; après quoi l'un et l'autre demeureraient libres de leurs actes, chacun avec le secret espoir d'être le plus fort et d'imposer sa politique à son complice.

Les Cortes reprirent leurs séances le 3 avril 1843. La majorité des progressistes ne tarda pas à se déchaîner contre Espartero. Le 20 mai il y eut une séance tumultueuse ; une harangue enflammée d'Olózaga sonna comme une déclaration de guerre à l'adresse du régent. Prim jugea le moment venu de passer à l'action.

Le 24 mai Malaga, puis Grenade et Almeria, se prononcent contre Espartero. Prim arrive à Reus avec son collègue Milans del Bosch. Le 30, à leur appel, la population se soulève. Avec quinze cents miliciens Prim s'avance à portée de Tarragone qu'il essaye en vain d'entraîner. Mais il lui faut revenir sur ses pas, pour défendre Reus que menace Zurbano. Attaqué dans Reus le 11 juin,

il y supporte une canonnade de plusieurs heures et sort de la place avec les honneurs de la guerre.

Barcelone l'attendait. Elle s'était prononcée tardivement, sans violences. Lorsque Prim y fit son entrée, le 15 juin, la foule l'accueillit avec un enthousiasme passionné. La junte suprême le nomma commandant des milices. Pendant quelques jours la popularité du héros de Reus fut sans bornes. Un incident la ruina à demi. Deux officiers exilés, le colonel de Córdova et le capitaine de Zaldívar accoururent de Paris à Barcelone; ils venaient aider la révolution, mais ils appartenaient au groupe des conspirateurs *cristinos*, et le colonel était un chef de la *Orden militar española*. En les accueillant Prim se rendit suspect. Il eut beau déclarer qu'il voulait l'union de tous les Espagnols, « quelles qu'eussent été leurs opinions antérieures et leurs attaches politiques », l'effet produit fut déplorable et seule l'arrivée de Serrano et de Gonzalez Bravo réussit à calmer les défiances.

Ce fut du reste le caractère singulier de cette révolution de se faire sans accord préalable de ses auteurs, sans autre but clairement désigné et accepté de tous que le renversement d'Espartero. C'est ainsi que, tandis que Serrano organisait à Barcelone, avec les progressistes, un gouvernement provisoire dont il concentrait tous les pouvoirs en ses mains, Narvaez, Concha et autres *cristinos* avérés débarquaient à Valence et marchaient sur Madrid. Narvaez et les soldats

de la réaction entrèrent les premiers dans la capitale (23 juillet 1843). Prim n'y arriva que le lendemain, avec la division catalane. Un ministère fut constitué par le progressiste López. Vaincu presque sans avoir combattu, Espartero s'embarquait à Cádiz.

Pour avoir un des premiers lancé le « cri » contre le régent, Prim fut créé comte de Reus et vicomte del Bruch; la junte de Barcelone l'avait promu brigadier; Serrano, ministre de la guerre, le confirma dans ce nouveau grade. Enfin, tandis que Narvaez était nommé capitaine général de Madrid, Prim devenait gouverneur de la place, et tous deux défilaient en tête des troupes sous les yeux d'Isabelle. L'opinion publique s'étonna, puis s'inquiéta de voir associés dans le même triomphe des hommes qui, en politique, combattaient pour les idées les plus opposées. Il y eut des progressistes qui prirent de l'ombrage des condescendances, plus ou moins forcées, du cabinet López à l'égard d'un homme comme Narvaez, champion des modérés. Les Barcelonais s'émurent. Ils n'avaient pas entendu qu'un ministère s'arrogeant des pouvoirs dictatoriaux se formât, de son autorité propre, à Madrid. Une junte centrale, sorte de Constituante, avait seule le droit de réorganiser le gouvernement. Barcelone réclama impérieusement la réunion de cette Junte centrale. Dès le 13 août, il y eut une première émeute où furent proférés des cris de mort contre les modérés et

contre Prim. Précisément le ministère López venait de nommer celui-ci gouverneur militaire de Barcelone, dans l'espoir que le nouveau comte de Reus, si populaire en Catalogne quelques semaines auparavant, réussirait mieux qu'un autre à calmer les esprits.

Les temps étaient changés. En arrivant à Barcelone Prim fut salué par des démonstrations hostiles. Il lança une proclamation invitant les citoyens à ne pas résister au vœu de la nation entière. Sa voix ne fut pas écoutée. En vain il essaya de négocier, de traîner les choses en longueur dans l'espoir d'un apaisement. Le 29 août l'émeute s'annonça imminente. Prim tenta de gagner un bataillon de volontaires : ils tirèrent sur lui. Le lendemain, 2 septembre, Barcelone était aux mains des insurgés ; impuissant à enrayer le mouvement, Prim se retirait hors la ville. De la capitale l'insurrection s'étendit à plusieurs villes de la Catalogne. Il fallut trois mois de lutte pour l'étouffer. Bombardée par le général Sanz, Barcelone capitula le 19 novembre. Pendant ce temps Prim poursuivait à Gérone, puis à Figueras, le brigadier Ametller qui tenait dans cette place jusqu'au 10 janvier (1844).

De cette campagne Prim rapporta l'écharpe de général. Il la payait assez cher. Après avoir été l'idole des Catalans, il venait de s'aliéner leurs sympathies. Il l'avait bien compris le jour où la junte révolutionnaire l'avait déclaré traître à la patrie, et dans le cri d'indignation qu'on lui

prête à ce moment, il y avait aussi du dépit et le regret de sa popularité perdue. Pour reconquérir la faveur des Catalans, il allait lui falloir plusieurs années; peut-être même y eût-il mal réussi si les persécutions des modérés n'étaient venues lui rendre tout son prestige auprès des libéraux.

On aurait pu croire en effet qu'en rentrant à Madrid Prim allait y trouver, en récompense de ses récents services, sa nomination à quelque poste important. On lui offrit le commandement de Ceuta : un demi-exil. Depuis la chute d'Espartero, la situation avait en effet subi des modifications profondes. Les progressistes avaient triomphé, mais en acceptant l'alliance dangereuse des réactionnaires. S'ils eussent été moins aveuglés par leur jalousie à l'égard du régent, ils auraient pris l'éveil à voir l'empressement avec lequel les partisans les plus déterminés de Christine se faisaient leurs auxiliaires. En offrant ainsi leurs services, *cristinos* et *modérés* ne donnaient-ils pas clairement à entendre à leurs adversaires traditionnels qu'ils redoutaient plus Espartero qu'eux-mêmes et que, celui-ci hors de lutte, ils se faisaient fort de redevenir les maîtres. Ce fut ce qui arriva. Narvaez s'imposa comme capitaine général de Madrid et prit pied dans le gouvernement. Vinrent les élections aux Cortes, à l'automne de 1843. Le gouvernement progressiste, fidèle à ses principes de libéralisme, s'abstint d'y intervenir. Les modérés se gardèrent de se présenter en affi-

chant des idées de réaction. Ils se dirent respectueux de la constitution et à ce pays si récemment bouleversé ils se donnèrent, avant tout, comme des hommes d'ordre. Ils revinrent aux Cortes les plus forts. Ils laissèrent le ministère López proclamer majeure avant l'âge légal la reine Isabelle, ce qui supprimait l'embarras d'une régence. Ils laissèrent même se former encore un cabinet progressiste, présidé par Olózaga, mais le jour où celui-ci, voyant enfin le péril que courait son parti, fit signer à la reine un décret de dissolution de la Chambre, l'accusation infamante d'avoir obtenu cette signature par la violence fut lancée contre lui. Cette basse manœuvre réussit. Un ancien ennemi de Christine, récemment converti, Gonzalez Bravo forma un ministère de réaction et prépara le retour de la reine-mère.

Ce fut sur ces entrefaites que Prim revint à Madrid. S'il avait réellement cru, comme certains de ses coreligionnaires politiques, que la chute d'Espartero marquerait l'avènement d'une ère nouvelle, ère d'union, de libéralisme et de tolérance, où la rivalité des partis se réduirait au jeu d'une opposition sans haine, dans l'exercice régulier du régime parlementaire, il dut éprouver une singulière déception. Ces modérés dont imprudemment ses amis et lui avaient fait le jeu contre le régent, maintenant revenus au pouvoir, le mettaient de côté et dédaigneusement lui offraient le commandement d'une forteresse africaine où l'ancienne monarchie envoyait s'assagir les gentils-

hommes coupables de quelque écart de conduite. Et en même temps qu'il était rejeté à l'écart par les modérés, il se trouvait devenu suspect à la fraction des progressistes restée fidèle à Espartero, accusé d'avoir pactisé avec les conservateurs, tant il avait bien servi leur politique. Six ans plus tard, faisant aux Cortes l'apologie de sa conduite, il devait reconnaître avec quelle inconséquence il avait agi : « Ce dont je parle », disait-il en novembre 1850, « c'est de l'accusation qui « pèse sur moi depuis plusieurs années, de « m'être, en 1843, vendu au parti modéré pour « je ne sais combien de millions, car chacun a « dit le chiffre qui lui a plu, et qu'à ce prix je « levai alors l'étendard contre le duc de la Vic- « toire[1], et que pour cette même cause, plus « tard, je combattis la Junte Centrale. Eh bien ! « Messieurs, je le déclare à haute voix, pour être « entendu dans tout l'univers, quand je me jetai « dans la lutte en 43, je n'avais de compromis « d'aucune espèce avec le parti modéré, d'aucune « espèce, vous l'entendez ?... »

Le comte de Reus aurait pu ajouter que s'il eût appartenu « corps et âme » aux modérés, Gonzalez Bravo n'eût pas éprouvé le désir de le confiner à Ceuta. Prim du reste refusa de souscrire à cette espèce de déchéance, dissimulant une relégation imméritée. Il demanda la permission de voyager et partit pour la France.

1. Espartero.

*
* *

Lorsqu'à la mi-octobre 1844, Prim rentra en Espagne, le gouvernement n'était plus aux mains de Gonzalez Bravo. Le général Narvaez, l'homme de tête et l'homme d'action du parti « modéré » était au pouvoir. Il avait fait élire de nouvelles Cortes, sorte de *Chambre introuvable* entièrement docile à ses idées de réaction, et il venait de leur présenter un projet de réforme constitutionnelle destructif d'une partie des principes libéraux de 1837 : adhésion plus étroite à l'Église catholique et au Saint-Siège ; suppression de l'élection pour le Sénat ; abolition pour les Cortes du droit de se réunir sans convocation du pouvoir exécutif ; dissolution des milices nationales ; jugement des délits de presse par les tribunaux ordinaires au lieu du jury.

Le moment était mal choisi, pour Prim, de revenir à Madrid. Il y était à peine depuis quelques jours que Narvaez le faisait arrêter, mettre au secret et déférer à un conseil de guerre. Le comte de Reus était inculpé de complot contre le gouvernement et de projet d'assassinat sur la personne de Narvaez. On avait soi-disant trouvé, cachés dans un puits, deux *trabucos*, deux espingoles, appartenant au général et destinées à armer ses complices. L'accusation reposait sur la dénonciation d'un officier en disponibilité, perdu de réputation. Elle était si mal

établie que le Conseil exigea un supplément d'enquête et qu'après il lui fallut encore toute une nuit de délibération avant d'arriver à formuler son jugement. Prim fut condamné à six ans de prison. S'il s'était défendu avec véhémence de toute idée d'assassinat contre Narvaez, il avait repoussé assez faiblement l'accusation d'avoir conspiré, et peut-être y avait-il eu en effet un commencement de complot. En tout cas les preuves étaient si incertaines, les dires du principal témoin à charge si suspects, que Narvaez n'osa maintenir la peine ; il fit gracier Prim par la reine, et cette tragi-comédie tourna finalement à l'avantage de la victime. Pour bien des progressistes, pour les Catalans surtout, Prim s'était rendu suspect, par ses derniers actes, d'avoir pactisé avec la réaction. En le persécutant, Narvaez venait de le réhabiliter à leurs yeux.

II

L'OPPOSITION LIBÉRALE AUX CORTES, 1845-1854.

Prim ne devait reparaître sur la scène politique qu'en 1850. Au printemps de 1845, au lendemain de sa grâce, il s'était rendu à l'étranger où les chefs du parti progressiste, exilés, cherchaient à réorganiser leurs forces. Mais Narvaez déjouait sans peine leurs conspirations insuffisamment préparées, et s'il se retirait en 1846, c'est que dans les négociations relatives au mariage de la reine, il avait pris parti pour un candidat, le comte de Trapani, qui fut écarté. Ce changement de ministère avait amené aux affaires une fraction du parti modéré moins résolument réactionnaire.

En même temps l'influence occulte, mais momentanément toute-puissante du général Serrano s'exerçait auprès d'Isabelle dans un sens favorable aux idées libérales. Le 3 septembre 1847, un décret d'amnistie rouvrait l'Espagne à la plupart des exilés. Le général Fernández de Córdova, ministre de la guerre, s'empressa de faire profiter Prim de cet adoucissement de régime à l'égard des libéraux. Il voulut l'enlever à la po-

litique militante, qui pour l'instant ne pouvait lui valoir que des disgrâces, et le 20 octobre il le nomma capitaine général de Puerto-Rico.

Le comte de Reus marqua son passage à Puerto-Rico par la promulgation du *Code nègre*, mais il n'administra l'île que dix mois à peine ; dès octobre 1848 il revenait en Espagne.

Serrano n'avait en effet pas tardé à être mis à l'écart. La révolution de 1848 en France avait excité de vives inquiétudes dans les milieux conservateurs espagnols. Narvaez, rappelé au ministère, revêtu de pouvoirs extraordinaires, avait réprimé énergiquement à Madrid l'émeute du 29 mars et le soulèvement militaire de la nuit du 6 au 7 mai. Il avait résisté avec succès à une attaque des carlistes et dispersé des bandes républicaines apparues en Catalogne.

Aussi, au mois d'août 1850, réussit-il à faire élire des Cortes qui, presque uniquement composées de modérés, méritèrent le surnom de *Congrès de famille*. L'opposition n'y comptait guère qu'une douzaine de représentants. Prim s'était porté à la députation dans plusieurs collèges : à Granollers où il avait eu comme adversaire le ministre de l'intérieur ; à Tarragone où, après le premier jour de vote, trois de ses partisans avaient été exilés, ce qui avait ruiné sa candidature ; à Figueras, où le gouverneur de Gérone avait pris la peine de le combattre ; enfin à Vich où il avait été élu en dépit des efforts de l'alcalde-corregidor et de l'évêque.

Prim manquait encore d'expérience dans les luttes oratoires. Mais, étant donné le nombre restreint de députés progressistes, il fallait que chacun payât de sa personne. Lorsqu'on discuta la réponse au discours de la couronne, le comte de Reus se risqua à prendre la parole (21 novembre 1850). Ce fut son premier grand discours parlementaire. On y retrouve, poussés à l'excès, l'emphase, le goût des métaphores pompeuses et mal suivies auxquelles il ne sut jamais renoncer complètement, même à l'époque où chef du gouvernement, très maître de sa pensée et ne disant que ce qu'il voulait dire, il affectait une certaine sécheresse dans ses communications à la Chambre. Ce qui fait la force de ce discours de début c'en est le ton hautain, la hardiesse agressive. « Il reste bien établi, dit-il dès le préambule, que je suis député par mes propres forces ; plus encore, que je le suis contre la volonté du gouvernement, et par là je me trouve en complète liberté pour attaquer sa politique. »

Ce fut ensuite une charge à fond contre les manœuvres frauduleuses commises dans les élections, contre les saisies répétées des journaux progressistes, contre toutes les mesures illégales qui n'avaient plus de sens si le gouvernement possédait, comme il le prétendait, la sympathie du pays. Supprimer l'opposition, c'était fausser le régime parlementaire. N'était-ce pas risquer aussi de compromettre la royauté constitutionnelle ? Celle-ci n'était-elle pas déjà assez menacée

par la révolution de février, dont Prim, libéral mais monarchiste, redoutait pour l'Europe l'exemple contagieux ?

Ce ne furent ni les discours de Prim, ni les attaques des progressistes qui ébranlèrent Narvaez. Ce fut dans son propre parti qu'il rencontra une opposition plus réactionnaire que lui-même et devant laquelle il dut se retirer, cédant la place à Bravo Murillo.

Aux Cortes ce nouveau ministère ne fut pas accueilli avec un enthousiasme unanime. Une attaque violente de Prim lui valut bien un vote de confiance des *modérés* de toute nuance, mais en fait le zèle de Bravo Murillo n'était pas sans effrayer une partie des conservateurs eux-mêmes. On soupçonnait le président du conseil de s'appuyer sur la camarilla absolutiste qui gouvernait la Cour, sur le groupe rétrograde des néo-catholiques.

D'autre part Bravo Murillo avait la volonté d'écarter le plus possible des affaires les généraux politiciens, et l'on devine quels ennemis il allait, de ce chef, rencontrer sur sa route. Pour commencer, il s'agissait de faire élire une Chambre à sa dévotion. Les Cortes furent dissoutes et les électeurs convoqués pour le 10 mai 1851.

Prim comptait se représenter à Vich. Il eut la faiblesse de se laisser tenter par le ministère qui lui offrit avec insistance le gouvernement de Puerto-Rico. Non sans hésitation il renonça à solliciter de nouveau le mandat de député. C'é-

tait ce que désirait le cabinet. Les élections faites, on lui déclara qu'en vertu du «*jugement de résidence*[1]» rendu à la suite de son premier séjour à Puerto-Rico, il ne pouvait être chargé d'un second commandement aux colonies avant un délai de quatre ans. Le comte de Reus était joué. Ses amis politiques ne lui tinrent pas rigueur de ces pourparlers avec Bravo Murillo, dans lesquels ils auraient pu voir une sorte de défaillance. Un de ses collègues, élu dans deux circonscriptions, laissa, dans un des districts de Barcelone, un siège vacant auquel le comité directeur progressiste de Barcelone porta Prim, non sans rencontrer, il est vrai, quelque résistance. Après les événements de 1843 il était délicat de présenter le comte de Reus aux suffrages des Barcelonais.

Prim fit une profession de foi prudente sur tout ce qui pouvait rappeler le passé ; il adhéra sans réserve au manifeste que les progressistes avaient publié à la veille des élections générales ; enfin, pour mieux plaire à ce pays de commerce et d'industrie, il se déclara partisan des doctrines protectionnistes poussées au besoin jusqu'à la prohibition. Il fut élu. C'était pour lui un succès considérable, un bill d'indemnité pour sa conduite en 1843 que lui conféraient les libéraux catalans. Il les en remercia en plaidant chaleu-

1. Jugement auquel sont soumis, après enquête, les actes d'un fonctionnaire colonial à son retour dans la mère patrie.

reusement leur cause aux Cortes. Le 27 novembre, il interpella le ministère sur la permanence de l'état de siège en Catalogne. Depuis huit ans, à part quelques courtes périodes, ce régime d'exception pesait sur cette province. « Ce pays de Catalogne, demandait l'orateur, n'est-il pas laborieux, travailleur, intelligent et honnête ?... Quelle nécessité alors de voir Barcelone toujours transformée en campement, les clochers pleins de soldats avec une garde qui surveille constamment les cloches, les corps de garde fortifiés, les canons des forts braqués sur la cité ? »

Mais ces attaques, si passionnées qu'elles fussent, n'étaient pas bien dangereuses dans une Chambre récemment élue, à la dévotion de Bravo Murillo. Cependant, malgré le dédain voulu affecté dans sa réponse, le ministre de l'intérieur, Bertran de Lis, ne put s'empêcher de manifester une certaine irritation contre les propos « dangereux » du député catalan. En effet, Prim avait lancé une profession de foi libérale dans laquelle il proclamait les principes les plus subversifs aux yeux du gouvernement, principes dont quelques-uns devaient plus tard lui paraître à lui-même d'une application singulièrement embarrassante, lorsqu'il connut les difficultés du pouvoir. Que demandait-il ? Le droit de suffrage pour tout citoyen âgé de vingt ans, capable d'écrire sur le bulletin de vote le nom de son candidat. Ensuite la liberté illimitée de la presse : « Mettez un frein, disait-il, aux écrivains qui osent soulever

le voile de la vie privée, mais en politique comme en religion, que chacun dise ce qui lui plaît. » Les murmures de la Chambre saluaient ces paroles, hardies en ce temps-là. Mais il allait plus loin : il était en effet une réclamation inscrite à son programme, dont la conséquence immédiate n'eût été rien moins que le droit à l'émeute, droit que Prim, membre d'un parti trop souvent combattu par des armes illégales, revendiquait avec une décision troublante. Il demandait la reconstitution de la milice nationale, dont les services avaient été précieux au temps de la guerre carliste, mais que le gouvernement, le danger passé, s'était empressé de dissoudre. « Telle que je l'organiserais, disait-il à la Chambre, elle coûterait fort peu : un fusil et une giberne par homme... Je ne désire pas que la milice civique ait un uniforme ; je ne désire pas davantage qu'elle ait nombre de musiques et des étendards somptueux... Je ne désire pas non plus qu'on fatigue la milice nationale d'exercices, de revues et de parades. Le milicien en sait assez s'il sait charger son fusil et faire feu, et s'il sait se faire tuer courageusement le jour où il se présente un gouvernement qui déchire la loi, comme le gouvernement actuel. En ce moment même, Messieurs, il y a quelques jours à peine, s'il y avait eu une milice nationale, le cas se serait présenté de déchirer la cartouche et de se faire tuer. »

A cette bravade, de violentes rumeurs s'élevèrent des rangs de la droite. Même au point de

vue des libéraux, c'était une maladresse qui risquait de rallier au ministère les conservateurs, les hommes d'ordre de toute nuance. Heureusement pour les progressistes, Bravo Murillo ne sut tirer parti, ni des fautes de ses adversaires, ni des circonstances, pour se créer une majorité fidèle de modérés accessibles à certaines idées libérales, partisans de la légalité sans arbitraire et sans violence. Au lieu d'entrer dans cette voie, il tendit résolument vers l'absolutisme. Le coup d'État de Louis Napoléon lui parut bon à imiter. Le 9 décembre 1851, il renvoya les Cortes et entreprit de gouverner par décrets. Le 10 janvier 1852, un soulèvement militaire fut tenté à Madrid. Il fut durement réprimé. Quatre jours après, Prim, qui avait suffisamment édifié le ministère sur ses opinions en matière d'émeute, recevait un permis de voyager équivalent à un ordre d'exil. Il dut partir de nouveau pour la France, en poste.

Cette absence forcée dura un an. Jusqu'en décembre 1852, Bravo Murillo se passa du concours des Cortes et il ne les convoqua que pour les dissoudre le lendemain. Il se forma aussitôt, en vue des élections futures, une coalition des modérés du centre, relativement libéraux, et des progressistes, première ébauche de l'Union libérale qui devait plus tard porter O'Donnel au pouvoir. La reine comprit que Bravo Murillo avait dépassé la mesure. Elle le remplaça par le général Roncali. Le nouveau cabinet se proposa

à peu près le même objet que le précédent : modifier la Constitution dans un sens autoritaire ; mais au lieu d'y tendre par des mesures arbitraires, il prétendit y parvenir par la persuasion, en obtenant des Corps législatifs eux-mêmes l'abdication de celles de leurs prérogatives que jalousait la Cour. Pour cela, de nouvelles élections étaient nécessaires.

Par les moyens puissants dont il disposait, le gouvernement fit triompher cent cinquante de ses candidats. Soixante-trois députés seulement se rangèrent sur les bancs de l'opposition : le plus significatif fut d'y voir siéger, tout près des progressistes, un groupe nouveau de quarante-quatre modérés libéraux.

Le comte de Reus était aussi suspect au cabinet Roncali qu'au ministère Bravo Murillo. Le gouvernement combattit par tous les moyens sa candidature, posée à Barcelone. Prim était toujours « autorisé » à voyager en France. Quand il demanda un passeport à l'ambassade d'Espagne à Paris pour venir défendre sa candidature, on le lui fit attendre dix-sept jours. Remise au général le 29 janvier 1853, dans la soirée, alors que les élections étaient fixées au 4 février, la permission de se rendre auprès de ses électeurs devenait parfaitement illusoire. Il ne put en user et cependant fut élu. Le ministère, dépité, ne l'autorisa à revenir à Madrid que par l'itinéraire le plus direct, par Bayonne et Burgos. Pour un député, la contrainte était dure. En homme d'esprit,

Prim répondit à l'ambassadeur qui lui transmettait cet ordre que, s'il plaisait au gouvernement, il s'en irait à pied, entre des gardes civils et la corde au cou.

Les Cortes avaient été convoquées pour le 1er mars. Dès le début, l'opposition se montra très agressive. Elle avait à se venger des procédés employés contre ses candidats. Le 6 avril, Prim prononça, à propos de l'élection du député de Vigo, un réquisitoire très vigoureux contre les fraudes de toutes sortes dont il se plut à citer les exemples les plus typiques.

« Chaque jour, disait Prim dans ce même discours, on travaille à ruiner, à ébranler le régime constitutionnel, pour qu'il tombe à bas de lui-même et pour, ensuite, rétablir l'ancien régime. » Et quelques instants après il demandait : « Avec qui le rétablirez-vous ? Est-ce avec Isabelle II ? Le gouvernement a-t-il donc oublié les torrents de sang et d'or qu'a coûté au peuple libéral la défense du trône constitutionnel d'Isabelle II ? Si le gouvernement l'a oublié, le peuple ne l'oublie pas et ne peut l'oublier... Et si vous avez oublié cette lutte, avez-vous oublié aussi le pourquoi de cette lutte ? Ce n'est pas pour un nom seulement, mais pour un nom et une chose qu'on a combattu : ce n'est pas pour soutenir doña Isabelle de Bourbon contre don Cárlos de Bourbon qu'on a lutté alors, mais pour soutenir Isabelle II constitutionnelle contre Charles V, représentant de l'absolutisme, de l'inquisition et

des moines. Si celui-ci l'avait emporté, si le peuple libéral ne s'était pas rangé du côté d'Isabelle II constitutionnelle, ce qui serait arrivé, plusieurs orateurs vous l'ont dit... Respectez donc la liberté, sinon par gratitude, au moins par précaution, car le parti carliste n'est pas mort, et non seulement il n'est pas mort, mais il est nombreux et composé d'hommes braves, qui en lèveront le drapeau à la première occasion que leur présentera la fortune. Et si alors vous aviez étouffé l'esprit public, si alors le peuple libéral venait à se montrer indifférent, il pourrait advenir ce qui n'est pas advenu dans cette longue lutte — et ce qui ne saurait advenir tant que le trône d'Isabelle II sera soutenu par le bras robuste du parti libéral. »

Deux jours après ce discours, le 8 avril 1853, le cabinet Roncali suspendait les séances des Chambres. De scandaleuses manœuvres s'étaient produites dans l'attribution des concessions de chemin de fer, données par simple décret, sans approbation des Cortes, et l'époux morganatique de Marie-Christine, le duc de Riansares, se trouvait compromis. C'était pour couper court à des divulgations dangereuses que le ministère avait prorogé les Chambres. Sa complaisance ne le sauva pas. Il dut démissionner quelques jours plus tard : le général Roncali et son ministre des finances, Llorente, trop ménager des deniers publics au gré de certaines gens, avaient déplu à la camarilla royale.

Les Cortes prorogées, l'immunité des députés se trouvait suspendue. Prim pensa que sa liberté serait mieux assurée à l'étranger. Il se rendit à Paris. Il y apprit ce qui se passait en Orient, où la tension croissante des rapports entre la Russie et la Turquie faisait présager une guerre prochaine. Le comte de Reus sollicita de son gouvernement une mission officielle pour aller suivre les opérations de l'armée turque. Peut-être ses connaissances techniques en matière militaire ne le désignaient-elles pas suffisamment pour cet emploi, mais il y avait là un prétexte honorable pour le tenir éloigné. On s'empressa d'accéder à son désir. En septembre, Prim débarquait à Constantinople et se joignait à l'état-major d'Omer-Pacha. Lorsque l'hiver suspendit les opérations, il rentra non en Espagne, où il ne lui fut même pas permis de venir rendre compte de sa mission, mais en France. Au printemps de 1854, il repartit pour l'Orient. Ce fut à Routschouck qu'il apprit, en juillet, les événements graves qui venaient de bouleverser l'Espagne : le pronunciamiento du général Dulce, le combat de Vicálvaro, le triomphe des libéraux. Il s'empressa de regagner Madrid, où il arriva dans les premiers jours de septembre.

III

L'AVÈNEMENT DE L'UNION LIBÉRALE ET LA CAMPAGNE DU MAROC, 1854-1860.

Pendant que Prim suivait en Orient les premières péripéties de la guerre, une révolution s'était accomplie dans le gouvernement espagnol. Au ministère Lersundi avait succédé le 18 septembre 1853 un cabinet présidé par le comte de San Luis. Ce choix était malheureux. Par ses antécédents, San Luis n'était pas l'homme d'inattaquable réputation dont l'intégrité eût fait oublier les complaisances suspectes de ses prédécesseurs et rendu à la cour un peu de cette considération qui s'en allait chaque jour, à mesure que certaines spéculations, plus ou moins favorisées par des intrigues d'alcôve, parvenaient à la connaissance du public. Le Sénat refusa de couvrir d'un oubli indulgent le scandale des concessions de chemins de fer. Des mesures arbitraires, destitutions, suspensions de journaux, répondirent à son vote. La persécution atteignit des hommes importants, appartenant non pas aux partis extrêmes, mais au parti modéré li-

béral : les généraux D. Manuel et D. José de la Concha, Infante, O'Donnell. Ce dernier avait été de tout temps un conservateur, et même un partisan de Christine pour laquelle il avait combattu Espartero. Traqué par la police de San Luis, O'Donnell devint l'âme d'un complot qui éclata le 28 juin 1854 : ce jour-là le général Dulce se prononça contre le gouvernement, entraîna la moitié de la garnison de Madrid et immédiatement se plaça sous les ordres d'O'Donnell. Le 30 juin, il y eut à Vicálvaro une rencontre entre les troupes soulevées et les troupes restées fidèles. Le résultat fut indécis. Aux généraux « prononcés » manquait encore l'appui des masses populaires. Les progressistes n'avaient pris qu'une assez faible part à l'organisation de la conspiration et en fait O'Donnell n'avait pas recherché leur concours. Après Vicálvaro il reconnut que, s'ils ne se déclaraient pas, la partie pourrait bien être compromise. Pour les entraîner, un modéré libéral, destiné à se faire depuis un grand nom dans la politique espagnole, Cánovas del Castillo, rédigea le manifeste de Manzanares, du 7 juillet, dans lequel il adopta la partie essentielle du programme progressiste : pratique rigoureuse des lois constitutionnelles, modification de la loi électorale et de la législation sur la presse, économie, justice dans la collation des grades, décentralisation, établissement d'une milice nationale.

Valladolid et Barcelone se prononcèrent alors en faveur du mouvement insurrectionnel. Madrid,

quelque temps hésitant, se souleva tout à coup, le 17 juillet. Après un vain essai de résistance, la reine offrit le pouvoir au chef reconnu des progressistes, Espartero, qui accepta, mais dut faire place à ses côtés au véritable auteur de ce coup d'État, O'Donnell. Il se forma ainsi un gouvernement hybride, mi-partie modéré libéral, mi-partie progressiste. C'était le second essai de ce qui devait être l'Union libérale, mais sans la fusion effective des deux groupes, qui ne devait se réaliser qu'en 1858. Pour le moment, il n'y avait que juxtaposition : les chefs des deux partis se trouvaient simultanément au pouvoir, réunis dans un même ministère, mais se jalousant l'un l'autre, incapables d'oublier que, dix ans plus tôt, ils s'étaient combattus les armes à la main.

Lorsque Prim arriva d'Orient, espérant de ce cabinet libéral sa nomination à quelque grand commandement, il était trop tard. On avait combattu sans lui ; toutes les hautes charges de l'armée étaient pourvues. O'Donnell y avait installé ses amis. Quant à Espartero, peut-être n'avait-il pas perdu tout souvenir que le comte de Reus avait été le fauteur d'un des premiers pronunciamientos de 1843 contre sa régence. Prim fut bien accueilli à Madrid ; on parla de lui pour divers postes ; et ce fut tout. Il comprit qu'il fallait s'imposer et se porta candidat aux Cortes constituantes dont le cabinet avait décidé la réunion.

A Barcelone, où il se présenta, ses électeurs

n'étaient plus aussi unis que par le passé. Certains progressistes avaient évolué vers le parti démocratique. Pour les rallier Prim lança une profession de foi déclamatoire, où il exposa longuement ses principes : droit de vote étendu à tout Espagnol âgé de vingt ans, sachant lire et écrire et payant un cens de vingt réaux (cinq francs) ; organisation de la milice nationale ; recrutement de l'armée et de la marine par le système des engagements volontaires substitué à la conscription ; interdiction au clergé d'intervenir dans les luttes politiques ; réforme financière ; abolition des contributions indirectes ; développement de l'instruction publique gratuite ; sanction sévère des responsabilités ministérielles, etc. Il fut élu.

Les Cortes constituantes s'ouvrirent le 8 novembre 1854. Prim n'y joua qu'un rôle d'arrière-plan. Cette besogne de législateur n'était ni de sa compétence, ni de son goût. Aussi, à l'ouverture de la seconde session, en octobre 1855, s'empressa-t-il de résigner son mandat de député, lorsqu'enfin le gouvernement lui offrit les fonctions de capitaine général de Grenade. Il se trouva ainsi avoir dans son gouvernement le préside de Melilla, sur la côte d'Afrique. Les Maures du Riff, qui entourent ce poste, s'étaient enhardis au point qu'il n'était plus possible de se hasarder hors des murailles. Le comte de Reus y trouva prétexte à une démonstration militaire ; il traversa le détroit, et infligea aux

Marocains un châtiment sévère : il dut à ce succès facile le grade de lieutenant général[1].

*
* *

Vers le milieu de 1856, le différend latent entre O'Donnell et Espartero entra dans une période aiguë. La reine s'empressa de donner tort au chef du parti le plus avancé. Espartero se retira le 14 juillet. O'Donnell tenait d'avance un ministère tout prêt auquel Isabelle remit le pouvoir. Prim résigna aussitôt ses fonctions de capitaine général de Grenade. Sous peine de s'aliéner à jamais la confiance des électeurs catalans, il ne pouvait, après sa profession de foi de Barcelone, rester en place sous un ministère qui s'empressait de méconnaître l'autorité des Cortes, qui laissait à Madrid l'émeute prendre des proportions graves, afin de s'en faire un prétexte pour désarmer la milice nationale, et qui, dans le même but, réprimait avec une rudesse excessive l'émotion causée à Barcelone, Reus et Tarragone par la retraite d'Espartero.

O'Donnell venait d'ailleurs de commettre une

1. 31 janvier 1856. — La capitainerie générale de Grenade était un *emploi* qui ne conférait pas le *grade* de capitaine général. Les grades les plus élevés de l'armée espagnole sont ceux de lieutenant général et, au-dessus, de capitaine général. C'est par assimilation au grade français correspondant que Prim, plus tard capitaine général, a été communément appelé en France le *maréchal* Prim.

lourde faute. Pas plus qu'au lendemain de Vicálvaro il n'était en mesure de gouverner sans les progressistes ; moins encore après s'en être fait des adversaires. Il crut pouvoir compter sur la reine, et se trompa. Comme à plaisir il prit toutes les mesures propres à le livrer sans défense à la cour : il renvoya les Cortes, désarma la milice nationale, et, au lieu de promulguer la constitution libérale votée par l'Assemblée constituante, remit en vigueur la constitution de 1845, à peine modifiée par un acte additionnel. Quand il eut ainsi préparé les voies à la réaction, Isabelle le congédia et le 15 octobre le remplaça par Narvaez.

Le chef du parti conservateur usa, en 1857, à l'égard de Prim, du procédé qu'il avait employé en 1844 pour l'écarter de la politique active. Le 11 janvier, au sortir d'une réception à l'ambassade de France à Madrid, le comte de Reus fut arrêté et conduit à l'Alcazar de Tolède.

Cette fois Prim était accusé de manquement à la discipline militaire, pour la publication d'une lettre, écrite par lui à un de ses amis de Catalogne et dans laquelle il censurait vivement le gouverneur civil de Barcelone et le capitaine général de Catalogne, pour l'emprisonnement arbitraire de quelques notables barcelonais.

L'instruction, très simple, fut prolongée pendant trois mois. L'affaire vint devant le conseil de guerre de Madrid le 12 mars. Le tribunal hésita longuement. Les mœurs politiques espa-

gnoles rendaient difficile une condamnation : un simple soldat pouvait devenir député et se trouvait comme tel autorisé à critiquer, en dehors du service, ses supérieurs hiérarchiques. Dès lors, Prim, connu comme homme politique, plusieurs fois député, n'avait-il pas le droit de censurer, même avec une certaine vivacité, un acte essentiellement politique, dirigé contre des civils, et où la discipline n'entrait pas en question ?

Après six heures de délibération le conseil condamna le comte de Reus à six mois d'arrêts dans une forteresse, sans privation de son grade ni de ses décorations. La peine ne fut même pas appliquée dans toute sa rigueur : envoyé en résidence à Alicante, Prim fut bientôt autorisé à se rendre à Vichy. Si ce n'eût été crainte de faire échec au ministère, la Reine l'eût gracié. Quant à Narvaez, il avait obtenu ce qu'il voulait ou à peu près : s'il n'avait pas réussi à empêcher Prim d'être élu député à Reus le 26 mars, il l'avait mis dans l'impossibilité de siéger.

Par ce procédé et d'autres du même genre Narvaez parvint à réduire l'opposition dans les Cortes à cinq membres. Il en profita pour réformer le Sénat dans un sens aristocratique, pour faire voter aux Chambres des règlements restrictifs de leur propre autorité, enfin pour édicter une loi sur la presse qu'on baptisa de loi d'emprisonnement de la presse. Mais la sévérité inflexible de Narvaez le discréditait. Brusquement et sans motif bien explicable, la reine le

renvoya, en octobre, et les ministères plus libéraux du général Armero et d'Istúriz préparèrent le retour aux affaires d'O'Donnell (30 juin 1858).

Ce fut le véritable avènement de l'Union libérale. « Offrir à toutes les nuances constitutionnelles, a écrit M. de Mazade, une juste représentation dans la vie publique, rallier modérés et progressistes, sans distinction d'origine, à un système de libéralisme monarchique indépendant des combinaisons des anciens partis ; créer, s'il était possible, un parti nouveau pour une situation nouvelle, en faisant appel au pays et en renouvelant le Congrès par des élections, telle était la politique, ou, si l'on veut, l'ambition du général O'Donnell. »

Dès son retour au ministère O'Donnell mit en pratique les principes de cette politique de ralliement. Il s'acquit ainsi le concours d'hommes distingués et par ce libéralisme conciliant, par le souci qu'il prit de la prospérité matérielle du pays, par la gloire qu'il rendit à ses armes, il allait, fait inouï jusqu'alors dans les fastes de la monarchie constitutionnelle en Espagne, se maintenir au pouvoir pendant cinq ans.

Prim commençait à tenir dans son parti un rôle trop important pour qu'O'Donnell n'essayât pas de l'attirer dans les rangs de l'Union. Le 14 juillet 1858 Prim fut appelé à siéger au Sénat.

Il ne semble cependant pas qu'il y ait jamais eu de sympathie ni une réelle communauté de vues entre O'Donnell et le comte de Reus. Ce-

lui-ci professait les opinions les plus avancées du progressisme, et, nommé sénateur par le chef de l'Union libérale, il entendit garder toute sa liberté. On le vit dès la première session du Sénat, lorsqu'en décembre 1858, Prim prononça, au sujet des relations de l'Espagne et du Mexique, un discours sur lequel nous reviendrons plus tard et qui ne pouvait être agréable au gouvernement. D'autre part, au point de vue militaire, il pourrait bien y avoir eu, entre ces deux hommes, une secrète rivalité : lorsque l'année suivante, en octobre 1859, l'Espagne déclara la guerre au Maroc, Prim ne fut pas d'abord désigné pour faire campagne. Ce fut seulement par ses instances qu'il obtint le commandement d'une division de réserve qui se forma à Antequera et s'embarqua à Algeciras pour Ceuta dans la nuit du 27 novembre. Le lendemain même de leur arrivée les troupes de Prim entraient en ligne.

On sait ce que fut cette campagne, qui eut Tétuan pour objectif. L'armée espagnole dut se frayer un passage le long de la côte, dans un pays montagneux, très difficile, propice aux embuscades. C'était la saison des pluies et des ouragans ; les troupes campaient dans la boue, décimées par le choléra.

Prim se distingua autant par sa vaillance accoutumée que par l'action heureuse qu'il savait exercer sur le moral du soldat. Placé bien vite à l'avant-garde et chargé d'ouvrir le premier tronçon de route de Ceuta à Tétuan, il dégagea

la vallée de Los Castillejos par un combat célèbre (1er janvier 1860) qui lui valut le titre de marquis de Los Castillejos avec la Grandesse de première classe.

Après des souffrances supportées avec un entrain admirable, l'armée d'O'Donnell s'emparait de la ville sainte de Tétuan, le 31 janvier 1860. Le 26 avril, un traité mettait fin à cette campagne vraiment héroïque, mais dont les troupes espagnoles ne rapportaient que de la gloire. D'avance leurs efforts et leurs sacrifices étaient, de par la volonté de l'Angleterre, condamnés à demeurer stériles. Ce fut une désillusion dans la péninsule lorsqu'on s'aperçut que la mort de sept mille hommes n'était payée par aucun avantage réel, et peut-être cette fâcheuse impression aurait-elle ruiné la popularité d'O'Donnell, si elle ne s'était effacée au souffle d'enthousiasme extraordinaire que souleva le retour des troupes victorieuses.

Prim revint précédé d'une réputation d'intrépide valeur que lui avait légitimement conquise sa conduite à Los Castillejos, au Camp de la Faim, au Cap Noir, à la prise de Tétuan, à la bataille de l'Ouad-Ras. Le 1er mai 1860, il débarquait à Alicante au milieu des acclamations d'une foule ivre d'allégresse. Le lendemain Isabelle le nommait commandant général du corps du génie. A Madrid l'attendait une réception aussi brillante que celle d'Alicante et, le 11, avec O'Donnell, Ros de Olano, les généraux et les troupes de l'armée d'Afrique, il défilait dans les rues de la capitale,

sous les yeux de la reine, parmi les applaudissements frénétiques du peuple qui couvrait les soldats de fleurs et de couronnes.

Au mois de septembre les réceptions enthousiastes recommencèrent pour Prim, lorsqu'il vint en Catalogne. Il avait toujours eu le souci de sa popularité dans sa province natale. Au Maroc, avant de mener au feu pour la première fois les volontaires catalans, il avait su trouver pour eux des paroles qui les avaient touchés jusqu'aux larmes. A son retour à Alicante, c'étaient les mêmes volontaires qu'il avait placés en tête de la colonne, et son fils, âgé de deux ans, était inscrit sur les rôles du bataillon. Lorsqu'il passa en Catalogne, à l'automne de 1860, Prim revenait d'un voyage en France. De la frontière à la Junquera il trouva partout des fêtes et des banquets préparés en son honneur. Figueras, Gerone, Mataró, Barcelone, Tarragone, Reus, Tortosa, Valence rivalisèrent en ovations, en discours, en poésies à la gloire du héros de Los Castillejos. Alicante lui avait envoyé une canne de commandement : Barcelone et Reus lui décernèrent des épées d'honneur. La capitale catalane lui conféra solennellement le titre de « fils adoptif de la cité », et sa ville natale réclama pour les placer dans la salle du conseil son portrait et l'épée qu'il portait au Maroc. Ce fut pendant deux mois une apothéose triomphale.

IV

LE MEXIQUE : 1861-62.

Le 20 janvier 1861, en se couvrant pour la première fois comme Grand d'Espagne, Prim, marquis de Los Castillejos, termina son discours de remerciement à la reine par cette profession de foi : « Si le devoir d'un général, comme celui de tout militaire, est de servir toujours avec loyauté et vaillance sa reine et sa patrie, quand ce militaire, quand ce général sera Grand d'Espagne, que ne devra-t-il pas tenter pour se rendre de plus en plus digne de l'estime de son auguste reine, qui l'a à ce point anobli ? Il devra faire, Madame, ce que, la main posée sur la garde de son épée sans tache, promet de faire le marquis de Los Castillejos : défendre vos droits au trône constitutionnel des Espagnes contre ceux qui oseraient les attaquer, et défendre aussi votre personne, toujours, en toutes occasions et quelles que soient les vicissitudes des temps, jusqu'à verser la dernière goutte de mon sang... » De la part d'un homme aussi mesuré dans ses paroles que l'était Prim, le qualificatif de *constitutionnel* appliqué au trône devait être

considéré comme une réserve formelle ; mais le temps n'était pas encore où, voyant la souveraine outrepasser les droits que lui conférait la constitution, il s'estimerait relevé de son serment. Pour le moment le marquis de Los Castillejos semblait désireux de ne pas prendre à la politique intérieure une part active. Bientôt du reste un nouveau but allait s'offrir à son ambition d'homme de guerre, lorsqu'il entrevit la probabilité d'une expédition au Mexique et conçut l'espoir d'en devenir le chef.

Il existait entre l'Espagne et le Mexique une contestation au sujet du caractère *extérieur* ou *intérieur* des dettes laissées au compte du gouvernement mexicain envers les sujets espagnols, contestation dont l'origine remontait au traité de 1836, par lequel l'Espagne avait reconnu l'indépendance du Mexique. Si l'on assignait à ces dettes un caractère différent de celui des dettes d'État intérieures, il fallait, après avoir trouvé un mode de vérification de ces créances, attribuer à leur payement des fonds provenant d'un revenu assez sûr pour constituer à l'égard des créanciers espagnols une garantie sérieuse. En 1847, 1849 et 1851, diverses conventions avaient été conclues, mais à chacune avait fait défaut la ratification de l'une ou de l'autre des parties contractantes. Le 12 novembre 1853 une convention, celle-là ratifiée des deux parts, affecta 8 pour 100 du revenu des douanes mexicaines au payement de l'intérêt et à l'amortissement des créances, à condi-

tion que ces créances fussent espagnoles d'origine et restées dans des mains espagnoles. En 1855 le Mexique, ravagé par les révolutionnaires, se trouva avec un trésor vide, des revenus douaniers à peu près nuls, si bien qu'il suspendit ses payements, et aux réclamations des créanciers espagnols il répondit par une demande de suspension de la Convention de 1853, en alléguant la nécessité de reviser certaines créances abusivement introduites sous le couvert de cette convention. Il alla même jusqu'à mettre sous séquestre les biens de certains créanciers soupçonnés de fraude, et ne leva ce séquestre qu'à la suite d'une démonstration de la flotte espagnole devant Vera-Cruz. Cependant, le 12 juillet 1856, le ministre d'Espagne consentit à passer avec le gouvernement mexicain un acte qui, tout en reconnaissant les stipulations de 1853, admettait la revision des créances. Cette réserve ne fut pas agréée par le gouvernement espagnol et la question demeura en litige.

Le différend s'aggrava à la fin de 1856; cinq sujets espagnols furent assassinés à la ferme de San Vicente, près de Cuernavaca. Le ministre d'Espagne au Mexique réclama un châtiment exemplaire et estimant que la justice mexicaine n'avait pas poursuivi son œuvre avec la diligence convenable, il rompit les relations diplomatiques le 19 janvier 1857. Le Mexique essaya de parlementer. Il envoya en Espagne M. Lafragua; après un mois de démarches, les

pourparlers furent rompus, à la fin de juin 1857. L'Espagne exigeait, outre l'exécution stricte du traité de 1853, le châtiment des assassins de San Vicente et une indemnité de ce chef. Ce fut sur ce dernier point que la négociation échoua. Les relations restèrent donc suspendues et le discours de la couronne du 1er décembre 1858 fit allusion à cet état de choses, en manifestant à l'égard du Mexique des sentiments assez belliqueux.

Ce fut en réponse à ce passage du discours de la couronne que Prim fit au Sénat en faveur du Mexique une motion qui surprit : il dénonça le mal fondé de certaines créances et démontra que le gouvernement mexicain, impuissant à maintenir l'ordre dans l'état d'anarchie présent du pays, avait, après les assassinats de San Vicente, fait son possible pour en tirer vengeance et effectivement arrêté et exécuté huit des coupables. Il estimait donc qu'une guerre ne serait ni raisonnable, ni juste. « Du reste, ajoutait-il, à qui irez-vous demander satisfaction ? Au gouvernement de Juarez qui est à Vera-Cruz ? Il vous répondra que malgré son désir de satisfaire à vos exigences, il ne peut le faire, parce que son autorité ne s'étend pas au delà des murs de cette place. Au gouvernement de Zuloaga, qui occupe la capitale ? Il vous fera la même réponse. »

Pour s'exprimer d'une façon qui choquait à ce point le sentiment général, il fallait que le marquis de los Castillejos s'estimât mieux informé que personne. Il pouvait l'être en effet. Il était

ami intime de Lozano Armentia, qui avait été ministre d'Espagne au Mexique et qui s'était vu disgracier pour avoir dénoncé à son gouvernement diverses fraudes des créanciers espagnols du Mexique. De plus Prim avait épousé, quelque temps auparavant, une Mexicaine de très riche famille, Mlle Agüero, nièce d'un personnage politique dont le nom se retrouvera un peu plus loin, Echeverria. Cependant son discours ne convertit aucun sénateur et lorsqu'on passa au vote, il resta seul de son avis.

En dépit de ses déclarations le ministère O'Donnell n'en vint pas encore aux hostilités avec la république mexicaine et même il approuva un traité signé au mois de septembre 1859 entre Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, et Almonte, représentant du président Zuloaga. Cette convention assimilait décidément à la dette *extérieure,* avec les mêmes garanties et privilèges, la dette dont les titres étaient aux mains des créanciers espagnols et à laquelle la convention de 1836 donnait la qualification vague de dette *propre et nationale.*

Au moment où se concluait le traité Mon-Almonte, le président Zuloaga, chef du parti conservateur, était remplacé par son propre lieutenant Miramon, qui se trouvait maître de Mexico et que l'Espagne reconnaissait en fait en envoyant auprès de lui M. Pacheco ; O'Donnell se flattait de la naïve illusion que son ambassadeur pourrait jouer le rôle d'arbitre entre Mira-

mon et Juarez. Ce dernier, en 1860, avait le siège de son gouvernement à Vera-Cruz, mais il ne tarda pas à l'emporter sur Miramon et, le 11 janvier 1861, il entrait en vainqueur à Mexico.

Juarez se trouva mal disposé à l'égard de l'Espagne, par antipathie de race d'abord, en vertu de son origine indienne, puis par ressentiment de la reconnaissance de Miramon. Il avait déjà manifesté son mauvais vouloir, au moment de la convention Mon-Almonte, en protestant contre ce traité; il avait saisi un bâtiment de commerce espagnol, la *Concepcion,* qu'il n'avait relâché qu'à la suite d'une démonstration navale devant Vera-Cruz. Enfin si, en juin 1860, il avait laissé passer M. Pacheco qui se rendait auprès de son rival, il prit sa revanche aussitôt installé à Mexico : un de ses premiers soins fut en effet d'expulser l'ambassadeur d'Espagne, avec cette inadmissible distinction que la mesure était dirigée contre la personne de M. Pacheco, non contre son gouvernement.

Ainsi, au début de 1861, non seulement le traité Mon-Almonte était déchiré, mais les rapports étaient rompus, à la suite d'une insulte grave, entre l'Espagne et l'homme qui, de fait sinon de droit, se trouvait le maître de la république mexicaine. O'Donnel, cependant, n'intervint pas immédiatement; la flotte avait besoin d'être complétée, et il attendit. A ce moment du reste l'Espagne seule avait cessé les relations avec Juarez. Ce fut seulement lorsque la loi du 17 juillet 1861 suspendit pour deux ans le paye-

ment des intérêts de la dette étrangère, que les ministres de France et d'Angleterre protestèrent et se retirèrent.

Prim suivait les phases diverses de l'imbroglio mexicain. En juillet 1861, il vint en France, à Vichy, et y vit Napoléon III. Entre l'empereur, à l'apogée de sa fortune, et le soldat ambitieux qu'était Prim, il y avait des affinités : de vagues songes de gloire militaire, le désir d'accomplir de grandes choses. Ils cédèrent l'un et l'autre à ce don de séduction qui fut une des forces de Napoléon III et qui valut à Prim tant d'amitiés dévouées ; dans leurs conversations, ils effleurèrent l'éventualité d'une expédition au delà de l'Atlantique. L'empereur y fait allusion dans une lettre qu'il écrivit à Prim un peu plus tard, le 24 janvier 1862 : « Votre rêve de Vichy s'est réalisé ; voici les troupes espagnoles et françaises qui vont combattre côte à côte pour la même cause... » Ce rêve de Vichy, quel était-il ? Bien imprécis, sans doute, pour laisser place au malentendu qui se manifesta par la suite. Ce qui est certain, c'est que, dès le milieu de 1861, Prim se préoccupait, avec une arrière-pensée personnelle, des événements du Mexique. En août, il assista à Paris, chez Mme Agüero, à une entrevue entre M. de la Fuente, représentant de Juarez, et un secrétaire de l'ambassade d'Espagne. Mais ces pourparlers n'eurent pas de suite, et très peu après le gouvernement d'Isabelle s'engageait dans une voie toute différente.

Le 6 septembre 1861, M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, télégraphiait au ministre des Affaires étrangères, Calderon Collantes : « La France et l'Angleterre vont s'emparer des douanes de Vera-Cruz et de Tampico pour se rembourser de toutes les sommes que le Mexique leur doit. Dans ce but, des forces navales se dirigent vers ces points. Elles semblent ne se soucier en rien de nous... Je sais que l'idée d'une monarchie leur est agréable ; l'occasion est favorable pour une solution, parce que nous sommes tous offensés et les États-Unis très affaiblis [1], et je me réjouirais que nous sortions de ceci sans y perdre. »

Quatre heures plus tard, Calderon Collantes expédiait à Mon un télégramme où, sans faire allusion à la dépêche que nous venons de citer, le ministre invitait Mon à s'informer si le gouvernement français n'aurait pas l'intention de faire une démonstration au Mexique. Le soir même un second télégramme de Collantes à Mon disait : « Nos dépêches d'aujourd'hui se sont croisées. Le gouvernement est décidé à agir énergiquement. Un bateau à vapeur partira, porteur d'instructions catégoriques au capitaine général de Cuba, pour qu'il agisse contre Tampico et Vera-Cruz... Votre Excellence peut le faire connaître au gouvernement impérial. Si l'Angleterre et la France conviennent d'agir d'accord

1. Par la guerre de Sécession.

avec l'Espagne, les forces des trois puissances se réuniront, tant pour obtenir la réparation des outrages que pour établir un ordre régulier et stable au Mexique. Si ces puissances font abstraction de l'Espagne, le gouvernement de la reine, qui attendait un moment opportun pour agir avec vigueur, sans donner motif de lui attribuer des vues politiques d'aucun genre, obtiendra les satisfactions qu'il a le droit de réclamer, en se servant des forces qu'il possède, et qui sont supérieures à celles qui sont nécessaires pour réaliser une entreprise de ce genre... » Ne faut-il pas voir dans la coïncidence soi-disant fortuite de la première dépêche de Collantes avec la nouvelle communiquée par Mon, une malice diplomatique imaginée pour ne point avouer que l'espoir d'être soutenu par la France et l'Angleterre et le désir de ne pas les laisser agir seules étaient les véritables motifs de la décision subite prise par l'Espagne ? Quoi qu'il en soit, le cabinet de Madrid entra en effet en conversation avec ceux de Paris et de Londres, et, le 31 octobre 1861, il signait avec eux la convention de Londres. L'article 1er de cet acte stipule que les alliés enverront au Mexique des forces suffisantes « pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions militaires du littoral mexicain ». Il ajoute : « Les commandants des forces alliées seront, en outre, autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées, sur les lieux, les plus propres à réaliser le but spécifié dans le préambule de la

présente convention et notamment à assurer la sécurité des résidents étrangers. » Après cette clause, singulièrement élastique, l'article 2 cherche à limiter l'action que pourront exercer les trois puissances : « Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes, dans l'emploi des mesures coercitives prévues dans la présente convention, aucune acquisition de territoire, ni aucun avantage particulier, et *à n'exercer, dans les affaires intérieures du Mexique, aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.* »

Insérée dans la convention à la demande expresse du cabinet de Londres, cette dernière clause aurait dû être rejetée par les gouvernements français et espagnol, s'ils eussent été de bonne foi. En réalité, l'Angleterre seule organisa son expédition avec le ferme propos d'exiger du Mexique la simple exécution de ses engagements financiers. L'Empereur se lança dans cette aventure avec l'intention bien arrêtée de provoquer au Mexique un changement de gouvernement dans le sens monarchique et d'y installer l'archiduc Maximilien d'Autriche. Quant au gouvernement d'Isabelle, sa pensée a paru moins nette et moins facile à saisir.

On sait combien avait été sensible à l'Espagne la ruine de son empire colonial en Amérique. En ce qui regarde le Mexique, elle avait conservé

un vague espoir de le rattacher un jour à la mère-patrie, non plus directement, mais par quelque lien dynastique. Elle y était encouragée par le souvenir du *plan d'Iguala,* projet inspiré par Iturbide en 1821, et qui posait le principe d'une monarchie constitutionnelle mexicaine, à la tête de laquelle aurait été appelé un des frères de Ferdinand VII ou l'archiduc Charles d'Autriche. Aussi, à l'époque où Narvaez était premier ministre et O'Donnell capitaine général de Cuba, vers 1845-46, le gouvernement espagnol, sur les avances de certains émigrés mexicains, avait-il cru possible l'établissement d'un prince au Mexique. Quelques millions avaient été affectés à cette entreprise et le général Paredes se serait laissé gagner. Paredes fit en effet une révolution, mais garda le pouvoir pour lui, la négociation avec l'Espagne s'étant rompue, soit par suite de méfiances inspirées au cabinet de Madrid par O'Donnell lui-même, soit parce qu'au dernier moment Narvaez se heurta à un refus du candidat auquel il avait songé, l'infant don Enrique, et n'en estima présentable aucun autre.

Iturbide et Paredes n'avaient pas été les seuls à chercher dans l'établissement du régime monarchique le moyen de donner au Mexique la stabilité gouvernementale. Le dictateur Santa-Anna était dans les mêmes idées, et, au moment où se décida l'intervention armée des trois puissances, un de ses amis, Gutierrez de Estrada, qui depuis 1839 avait multiplié les démarches

pour donner un roi au Mexique, venait tout récemment de se remettre en campagne et avait arrêté son choix sur l'archiduc Maximilien.

Le cabinet de Madrid, à l'époque où il entama les négociations qui aboutirent à la convention de Londres, ignorait que la candidature de Maximilien était déjà adoptée par Napoléon III; il semblait ignorer également que, pour ménager la susceptibilité du Mexique, ombrageux à l'excès envers tout ce qui pouvait lui rappeler une domination exécrée, M. Gutierrez de Estrada avait évité de s'adresser à un prince espagnol, et ce qui prouve les illusions qu'O'Donnell conservait à cet égard, c'est que, vers le mois d'août 1861, il aurait fait sonder le gouvernement anglais par M. Murphy, dans le but de savoir s'il aurait son concours pour mettre un Bourbon sur le trône du Mexique.

En dépit des assertions postérieures de Calderon Collantes, il est prouvé que les ministres d'Isabelle n'avaient pas renoncé à cet espoir lorsqu'en septembre ils entrèrent en conversation avec les cabinets de Paris et de Londres, et ce ne fut assurément pas sans une désagréable surprise que M. Collantes reçut, à la mi-octobre, le compte rendu d'un entretien que M. Mon venait d'avoir, le 12, avec M. Thouvenel. Après une allusion à l'établissement éventuel d'une monarchie au Mexique, le ministre de l'Empereur insinua que si les Mexicains se décidaient à faire choix d'un prince, il importait que ce choix

tombât sur un bon candidat : « Le gouvernement de l'Empereur, ajouta-t-il, envisageant cette éventualité avec un parfait désintéressement, écartait d'avance toute candidature d'un prince de la famille impériale et ne doutait pas que les autres puissances ne fussent dans de pareilles dispositions. » M. Thouvenel aurait même laissé entendre que, le cas échéant, un archiduc d'Autriche aurait l'assentiment de Napoléon III.

M. Collantes crut, ou affecta de croire, que ces insinuations avaient été faites trop légèrement pour qu'il fallût leur donner l'importance d'une communication officielle. Il ne les releva pas, mais il entra avec ardeur dans les vues du gouvernement impérial pour faire triompher, contre la volonté opposée de l'Angleterre, l'idée d'appuyer de l'ascendant moral des puissances les hommes d'ordre qui voudraient tenter de régénérer le Mexique. Il joignit ses efforts à ceux du cabinet des Tuileries pour faire éliminer de la convention de Londres les clauses trop précises qui auraient pu contrarier l'action intérieure des alliés au Mexique, action dont, par hypocrisie diplomatique, ils feignaient de repousser la pensée, alors qu'ils étaient fermement résolus à provoquer le mouvement *spontané* qui leur permettrait d'intervenir et de porter au trône leur candidat. Où ils n'étaient plus d'accord, c'était sur la personne de ce candidat. Sur cet article, M. Collantes avait fait la sourde oreille, tant que la convention de Londres n'avait pas été signée.

Le 9 décembre seulement, il se décida à répondre aux insinuations de M. Thouvenel, que M. Mon lui avait transmises deux mois auparavant. Il écrivit alors à M. Mon que si l'une des puissances présentait un candidat, l'Espagne considérerait comme le plus conforme au droit, à la tradition et à l'histoire l'élection d'un prince de la maison de Bourbon ou intimement uni à elle.

L'Espagne avait donc, à ce moment, l'ambition de donner un roi au Mexique. Lequel ? on ne saurait le dire avec précision. Les uns ont parlé de l'infant don Juan, chef de la branche carliste. Selon d'autres, le candidat eût été un cousin de la reine, don Sébastien. Certains croient que c'était au duc de Parme, ou plutôt au duc de Modène que songeait Isabelle. Enfin, d'après des indices qui paraissent plus sûrs, le trône du Mexique aurait été destiné à la sœur d'Isabelle, doña Maria-Luisa, mariée au duc de Montpensier, ou à l'infante doña Isabelle, fille aînée de la reine, âgée de dix ans, et que l'on aurait mariée au prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen.

*
* *

Dans le discours où, en 1858, il avait critiqué la politique adoptée à l'égard du Mexique, Prim avait cependant déclaré que, si le conflit ne pouvait être évité, il se mettait à la disposition du gouvernement. En 1861, il s'empressa, non plus

de se mettre à la disposition d'O'Donnell, mais de solliciter le commandement de l'expédition. De sa part, la démarche était assez étrange. Son humeur aventureuse, le désir de conduire une campagne lointaine, dont toute la gloire serait pour lui, le firent passer par-dessus les considérations qui, en bonne logique, auraient dû lui conseiller l'attitude la plus réservée.

Appuyée par l'Empereur, sa demande ne pouvait être repoussée. Du reste, le héros de Los Castillejos n'était-il pas l'homme qu'il fallait pour rééditer au Mexique l'aventure de Fernand Cortez, pour y ressaisir en faveur d'un infant d'Espagne la couronne tombée de la tête de Ferdinand VII? Les relations que son mariage lui avait créées dans le monde mexicain pouvaient être par lui mises à profit pour explorer le terrain avant d'engager la partie. Prim enfin était un progressiste, c'est-à-dire un allié un peu incertain de l'Union libérale. S'il réussissait, ne resterait-il pas auprès du souverain auquel il aurait conquis un trône ? S'il échouait, le sacrifice en sa personne d'un rival possible ne pouvait coûter beaucoup à O'Donnell. Prim fut donc, le 12 novembre 1861, nommé commandant des forces espagnoles envoyées au Mexique, avec pouvoirs de plénipotentiaire pour régler les questions en litige. Le 23 il partit, avec sa femme et son fils, pour la Havane, où était fixé le rendez-vous des alliés.

Prim emportait des instructions qui se confor-

maient dans leur teneur à la lettre de la convention de Londres : « Dans la grande mission que vous allez entreprendre, y était-il dit, l'influence doit être purement morale en tout ce qui concerne le gouvernement intérieur du peuple mexicain. » Ces instructions, « élastiques, discrétionnelles », de l'aveu d'O'Donnell lui-même, laissaient au chef de l'expédition l'initiative la plus ample ; il devait avant tout étudier le pays et aviser ensuite son gouvernement du résultat de ses observations.

Mais, en plus de ces instructions, Prim en reçut certainement d'autres d'un caractère confidentiel, qui lui dévoilèrent la pensée intime d'Isabelle, son désir, s'il s'établissait une monarchie au Mexique, de voir appeler au trône un prince ou une princesse de la maison d'Espagne.

Lorsque Prim arriva à la Havane, le 23 décembre, le gros de l'expédition espagnole était déjà parti et avait même occupé Vera-Cruz le 17. Cette précipitation à agir, sans attendre la venue des contingents anglais et français, avait causé quelque étonnement aux alliés. Pour calmer la susceptibilité mise en éveil du cabinet des Tuileries, le gouvernement espagnol lui expliqua que Serrano, capitaine général de Cuba, n'avait pu être prévenu à temps des arrangements pris, en vertu de la convention de Londres, pour combiner l'action des puissances, et qu'il avait obéi à des instructions antérieures.

Prim fut obligé de son côté d'excuser ce soi-

disant malentendu aux commandants des forces alliées qui le rejoignirent à la Havane et, pour combattre la mauvaise impression causée par cette opération prématurée, il fit partir de conserve avec l'escadre française les trois navires qui restaient à sa disposition. Le 8 janvier 1862, Prim, les représentants de la France, l'amiral Jurien de la Gravière et M. Dubois de Saligny, ceux de l'Angleterre, le commodore Dunlop et sir Charles Wyke, débarquaient à Vera-Cruz.

*
* *

Prim se trouvait avoir, vis-à-vis de ses collègues étrangers, une sorte de prépondérance. Il la devait à la réunion en sa personne des pouvoirs de plénipotentiaire et de chef militaire, et aussi à la supériorité numérique du contingent espagnol. De plus, la confiance que lui avait témoignée Napoléon III devait au premier abord lui assurer la déférence des représentants du gouvernement impérial.

Dès le début cependant, le marquis de Los Castillejos adopta une ligne de conduite en divergence complète avec les vues de l'Empereur, non qu'il les ignorât, car il savait parfaitement avant de quitter l'Espagne quelle importance Napoléon attachait à l'établissement d'une monarchie au Mexique et même quel était son candidat ; mais, chargé de son côté de s'enquérir des chances éventuelles d'une candidature espa-

gnole, Prim ne pouvait faire le jeu de la politique française.

Ce fut l'erreur du gouvernement impérial de croire aveuglément quelques monarchistes qui prétendirent disposer au Mexique d'un parti assez nombreux pour assurer le succès de la candidature autrichienne, pour peu qu'elle fût appuyée par la présence des forces alliées. Prim avait, par sa femme, des relations dans le parti adverse, le parti démocratique, et, mieux informé que Napoléon, il se tint sur ses gardes vis-à-vis des conservateurs. Lorsqu'à la Havane, le P. Miranda, Miràmon et autres essayèrent de lui arracher en leur faveur quelque déclaration formelle, il évita de s'engager et leur répondit qu'il ne pouvait entrer en conversation qu'avec un gouvernement constitué. « Puisque, leur écrivit-il, vous êtes très nombreux, profitez de ce que les forces du gouvernement, pour faire face aux alliés, sont concentrées sur le Chiquihuite et le Cerro-Gordo, et faisant un effort marchez sur la capitale et emparez-vous-en. Si vous y êtes quand arriveront nos chargés de pouvoirs, ce sera avec vous que traiteront les alliés. »

Évidemment il soupçonnait déjà le parti conservateur d'impuissance ; il le savait plus ou moins acquis à une candidature que la reine Isabelle n'avait aucun intérêt à soutenir ; restait à voir ce que l'Espagne pouvait attendre de Juarez et pour cela mieux valait ne pas le brusquer. Aussi, deux jours après son débarquement

à Vera-Cruz, le 10 janvier 1862, Prim faisait-il afficher une proclamation, signée par les représentants des Puissances, et annonçant aux Mexicains, en termes très mesurés, le but de l'expédition.

Ce n'était pas le tout de parler à la nation ; il fallait bien s'adresser au gouvernement mexicain. Or, il n'en existait qu'un : celui de Juarez. Le 13 janvier, les représentants des Puissances se réunirent pour rédiger à son adresse une note collective à laquelle devaient être joints les ultimatums respectifs de la France, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. Cette note était rédigée, les ultimatums clos, lorsque l'idée fut émise qu'il convenait de se communiquer réciproquement le contenu des ultimatums, pour que chacun sût à quoi il s'engageait en soutenant les revendications de ses alliés. L'Espagne réclamait des excuses pour l'expulsion de son ambassadeur, la reconnaissance du traité Mon-Almonte, enfin des indemnités pour les attentats commis sur ses nationaux et pour la destruction du navire la *Concepcion*. Ces demandes, non plus que celles de l'Angleterre, ne soulevèrent d'objections. Quand on en vint aux réclamations de la France et qu'on apprit que M. de Saligny exigeait l'exécution pleine et entière du contrat passé en 1859 entre Miramon et le banquier suisse Jecker, le délégué anglais, sir Charles Wyke, protesta avec une extrême énergie. Personne ne soupçonnait alors par quel pacte secret M. de

Morny s'était engagé à prendre la défense de la banque Jecker. La prétention, exorbitante en elle-même, n'en parut que plus inexplicable. Les plénipotentiaires anglais refusèrent très nettement de la soutenir et Prim se rangea de leur côté. Ce fut en vain que le jour suivant on chercha un expédient pour aplanir cette difficulté et les délégués décidèrent d'en référer à leurs gouvernements.

Du fait de cette première divergence, les plénipotentiaires se trouvaient réduits pour deux mois à l'expectative. Quelle attitude prendre, durant cette attente, à l'égard du gouvernement mexicain ? Avec 10 000 hommes à Vera-Cruz, pouvaient-ils rester silencieux pendant des semaines sans dire à ce gouvernement ce qu'ils attendaient de lui ? Ils rédigèrent donc une note où les réclamations demeurèrent imprécises, et où ils se rabattirent sur des considérations générales relatives à l'état intérieur du Mexique, dans le sens de la proclamation du 10 janvier. « Trois grandes nations, disait ce document, n'ont pas formé alliance uniquement pour venger les outrages dont a pu se rendre coupable vis-à-vis d'elles un peuple soumis lui-même à de cruelles épreuves. Il était plus digne d'elles, en unissant leurs armes, de tendre à ce malheureux peuple une main amie et de chercher à le sauver sans l'humilier... Nous venons ici pour être témoins et, au besoin, les protecteurs de la régénération du Mexique. Nous venons assister à son

organisation définitive, sans vouloir intervenir en aucune façon dans la forme de son gouvernement ni de son administration intérieure. C'est au Mexique seul qu'il appartient de juger quelles sont les institutions qui lui conviennent, quelles sont celles qui s'accordent le mieux avec ses besoins et avec la civilisation du XIXe siècle. Nous pouvons montrer au peuple mexicain quelle est la route qui le conduira sûrement à la prospérité. Seul il doit, sans intervention étrangère, s'engager dans cette route... »

On était loin des termes tranchants d'un ultimatum. Le gouvernement de Mexico dut être le premier surpris de la modération et des contradictions de ce langage. Avec une bonhomie ironique il agréa le bon vouloir que manifestaient les puissances de l'aider à parachever la grande œuvre de régénération et de pacification poursuivie depuis trois ans par Juarez. Il avait, ajoutait-il, la volonté et les moyens de satisfaire aux justes exigences des alliés ; mieux encore : il était prêt à tous les sacrifices pour rétablir son crédit ébranlé. Le ministre des affaires étrangères de Juarez, Doblado, s'enhardit même à déclarer que la présence des troupes alliées était inutile pour consolider le gouvernement : une escorte d'honneur de 2000 hommes suffirait pour accompagner les délégués à Orizaba, où l'on discuterait les clauses d'un arrangement. Telle fut la réponse à la note collective et aussi à une première demande de laisser le corps

expéditionnaire occuper un campement plus salubre, dans la région tempérée.

Il était, en effet, impossible aux contingents européens de rester plus longtemps autour de Vera-Cruz où le *vomito negro* menaçait de les exterminer. Déjà huit cents malades du corps espagnol avaient été évacués sur la Havane. L'amiral Jurien de la Gravière eût été d'avis de conquérir de haute lutte les campements qu'il fallait à tout prix se procurer loin de cette côte au climat meurtrier. C'eût été pour lui la meilleure réplique à la réponse dérisoire de Doblado ainsi qu'à une lettre d'insolente menace que le général Zaragoza adressa aux plénipotentiaires le 10 février. Prim et sir Charles Wyke préférèrent négocier. Les instructions du délégué anglais lui interdisaient de s'engager à l'intérieur. Quant au général espagnol, il hésitait à risquer une opération de vive force : ses soldats ne pouvaient porter dans leurs sacs que pour cinq jours de vivres ; au delà, les moyens de transport insuffisants dont il disposait n'assuraient le ravitaillement que pour quatre jours ; encore était-ce à condition de n'emmener ni ambulances, ni munitions de réserve. En fait, le corps expéditionnaire n'était aucunement organisé pour prendre l'offensive. Le général Serrano, chargé de constituer le contingent espagnol, estimait que pour aller à Mexico il eût fallu 25 000 hommes, et l'ancien dictateur Santa-Anna écrivait à la fin de janvier 1862, en faisant

allusion aux alliés : « Ce qui appelle l'attention, c'est la petite force avec laquelle ils prétendent marcher sur la capitale. Ils pensent sûrement que les Mexicains sont armés de flèches et de casse-tête. » Où le corps expéditionnaire eût pu exercer une action décisive, c'eût été dans le cas où le parti conservateur se fût soulevé en masse contre Juarez, mais c'était à peine si quelques guérillas tenaient encore la campagne ; le gros du parti restait coi, impuissant ou paralysé par les lois de terreur édictées par Juarez.

Prim avait donc des raisons d'ordre militaire pour ne pas engager les hostilités. Il en avait d'autres, d'ordre politique, pour se maintenir à l'égard du gouvernement mexicain dans l'attitude de modération qu'il avait adoptée dès le début. Puisque, pour formuler un ultimatum précis, il fallait attendre les instructions d'Europe, tant que ces instructions n'étaient pas arrivées, on n'avait aucun motif, ni de changer de manière d'être vis-à-vis de Juarez, ni d'intervenir dans les affaires intérieures du pays. Sur ce point, le comte de Reus s'en tenait à ce qu'il avait dit, à la Havane, aux exilés mexicains : il traitait avec le gouvernement installé à Mexico, quel qu'il fût, et entendait rester neutre entre les partis. Aussi ne tint-il pas à lui que Miramon ne débarquât à Vera-Cruz, à la fin de janvier, et ne fût laissé libre d'agir au Mexique, à ses risques et périls. Ce furent les Anglais qui, pour des griefs particuliers, remontant à la

présidence de Miramon, s'opposèrent formellement à ce qu'il pénétrât au Mexique.

Quelques jours après cet incident, les alliés se décidèrent à adresser au gouvernement de Mexico la demande formelle d'accorder au corps expéditionnaire le libre accès de la zone tempérée. Prim était bien décidé, si les juaristes prétendaient lui disputer le passage, à faire usage de la force ; le 7 février, il faisait part à son gouvernement de sa résolution à cet égard. Mais il préférait obtenir cette concession à l'amiable. Aussi, dans ses communiqués officiels aux ministres de Juarez, garda-t-il des ménagements qu'on a eu tort de lui reprocher plus tard comme une marque de faiblesse, car, tout en évitant de froisser publiquement le sentiment national, il sut faire entendre au président, par un intermédiaire officieux, un langage qui coupât court à toute équivoque. En effet, le 6 février, Doblado ayant répondu d'une façon évasive à la demande des alliés, Prim adressa à Echeverria, oncle de sa femme et ministre des finances de Juarez, une lettre privée, destinée à ne laisser subsister aucun doute à Mexico sur l'intention bien arrêtée des alliés d'aller s'établir dans la région saine d'Orizaba, et rédigée en termes si énergiques que Juarez et ses ministres renoncèrent aussitôt à traîner la négociation en longueur. Se rendant à l'invitation des alliés, le 19 février 1862, Doblado vint conférer avec Prim, chargé de représenter les trois Puissances. Après une entrevue de quel-

ques heures, ils signaient les préliminaires de la Soledad.

Admettant que le gouvernement mexicain n'avait pas besoin du secours « offert avec tant de bienveillance » par les Puissances, la Convention déclarait dans son article premier que les alliés se plaçaient dès ce moment « sur le terrain des traités » pour formuler toutes les réclamations qu'ils pouvaient avoir à présenter. Les articles 2 et 3 stipulaient que des conférences s'ouvriraient à Orizaba pour régler les divers litiges et que, cependant, les forces alliées occuperaient Córdova, Orizaba et Tehuacan. Dans un sentiment peut-être un peu trop chevaleresque, Prim avait admis qu'en cas de rupture, les troupes rétrograderaient vers la côte en deçà des premiers obstacles placés sur leur route, jusqu'à Paso Ancho et Paso de Ovejas. Enfin, en vertu du dernier article, le pavillon mexicain serait arboré de nouveau à Vera-Cruz, à côté des drapeaux des Puissances, le jour même où les troupes alliées se mettraient en marche vers l'intérieur.

Telle était cette fameuse convention de la Soledad, qui fut si vivement critiquée en France et que l'Empereur désavoua le 2 avril. Sans doute, elle était en contradiction absolue avec l'arrière-pensée de Napoléon III, mais ce n'est pas à cette pensée qu'avait à se conformer le général Prim : c'était aux stipulations de la Convention de Londres, et il faut voir les choses

avec un esprit singulièrement prévenu pour ne pas reconnaître qu'il n'y avait aucune autre manière d'agir, si l'on voulait réellement *n'exercer, dans les affaires du Mexique, aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.* Dans les circonstances d'alors, il n'y avait qu'un gouvernement existant, celui de Juarez ; ce gouvernement n'avait pas acquis toute la force et la stabilité désirables ; il avait encore des adversaires, mais ceux-ci se montraient incapables de se substituer à lui ; Doblado lui-même avoua au général Prim que dans certaines provinces l'autorité de ce gouvernement était encore mal assise et ne pouvait s'exercer sans ménagements. Ce fut justement pour ne pas susciter de nouvelles difficultés intérieures à ce gouvernement, peu robuste encore, mais viable, que Prim montra dans la discussion des préliminaires de la Soledad une condescendance qui n'eût pas été de mise avec une nation plus solidement constituée. En reconnaissant l'état de choses existant, en arborant de nouveau le pavillon mexicain à Vera-Cruz, il contribuait à consolider le gouvernement de Juarez dans le pays, et plus ce gouvernement serait fort et stable, mieux on serait en droit d'exiger de lui des garanties réelles, l'exécution de ses engagements et le respect des étrangers.

On a beaucoup épilogué en France et en

Espagne sur la prétendue faute commise par les délégués, au début de l'expédition du Mexique, en reconnaissant le gouvernement de Juarez. Mais, quand même on fût tombé d'accord, le lendemain du débarquement, sur les termes d'un ultimatum, il fallait bien adresser cet ultimatum à quelqu'un, et à qui, sinon à Juarez ? et l'adresser à Juarez n'était-ce pas, en fait, reconnaître celui-ci ? Le défaut d'entente des plénipotentiaires au sujet de la créance Jecker ayant fait retarder la présentation de cet ultimatum, quel prétexte auraient eu les alliés de prendre une attitude résolument hostile envers un gouvernement qui se déclarait de bonne volonté, prêt à négocier, et auquel on semblait ne plus savoir quoi demander ? Tant qu'on n'articulait aucun grief précis, on n'avait pas le droit de le traiter en ennemi. Plus tard il serait temps d'en venir aux moyens de coercition, si les Mexicains ne se rendaient pas aux exigences des alliés, quand elles seraient enfin formulées aux conférences d'Orizaba. Cette éventualité était prévue par les préliminaires de la Soledad, et Prim entendait si bien conserver les moyens d'agir par la force, le cas échéant, que, le 27 février encore, dans une de ses dépêches à Calderon Collantes, il l'entretenait de la nécessité d'augmenter l'effectif de la division espagnole.

Il n'est pas douteux cependant qu'il ne préférât les moyens pacifiques et ne crût à leur efficacité. C'est avec une satisfaction visible que

dans une de ses premières dépêches, peu de temps après son arrivée à Vera-Cruz, il constate la tournure amicale que, « par la force des circonstances », ont prise les relations avec les Mexicains. Les esprits se calment, les mauvaises passions s'éteignent, les communications sont rétablies avec la capitale ; les Espagnols peuvent voyager sans danger dans le pays. « A mon avis, écrivait-il, ce changement dans les sentiments des naturels et des autorités est extrêmement favorable au développement des plans que s'est proposés le gouvernement de Sa Majesté en envoyant dans ce pays l'expédition que j'ai sous mes ordres. En temps opportun, on mettra en œuvre toute l'influence morale que nous sommes en train d'acquérir pour arriver à établir au Mexique un ordre de choses qui résulte de la volonté de la majorité, tout en offrant des garanties de stabilité et de solidité quant au régime intérieur et en assurant le respect des étrangers et l'exécution des pactes internationaux. »

A mesure qu'il prenait plus ample connaissance des hommes et de l'état du pays, le comte de Reus se fortifiait dans la conviction qu'une politique de modération et de générosité était la plus conforme aux intérêts de l'Espagne au Mexique. Ce n'est pas qu'il eût gardé l'illusion de pouvoir mettre sur le trône de Mexico un prince espagnol. Il reconnut vite l'inanité de ce projet. Mais, en même temps, il prit confiance dans l'avenir du gouvernement fondé par Juarez.

Peut-être accorda-t-il trop de crédit aux confidences adroites, à la franchise apparente de Doblado. Pour justifier son opinion, il avait cependant des raisons plus sûres, notamment la présence au ministère des finances de l'oncle de sa femme, M. Echeverria, qu'il n'était pas seul à apprécier. Au dire, peu suspect de partialité, de sir Charles Wyke, M. Echeverria était « un homme d'un mérite considérable, socialement et politiquement parlant ». Le ministre anglais avait été « frappé de son grand bon sens et de l'idée exacte qu'il s'était formée de la situation de son pays ».

Si ce gouvernement de Juarez présentait des garanties de durée, s'il montrait de la bonne volonté, ce pouvait être une politique habile, de la part de l'Espagne, de s'acquérir des titres à la reconnaissance de ce gouvernement et, par sa modération, de contraindre le Mexique à abdiquer cette haine que le souvenir des luttes de l'indépendance entretenait vivace en lui contre ses anciens maîtres. Dans un discours prononcé au Sénat à la fin de cette même année 1862, nous relevons ces paroles de Prim, relatives aux États sud-américains : « Ces peuples, qui furent et qui sont en train de redevenir nos frères, se sont émancipés de la mère-patrie peut-être en un âge trop tendre, convaincus qu'ils étaient d'être en état de se gouverner eux-mêmes. L'Espagne se montra sévère pour ces fils auxquels elle avait donné l'être, qu'elle avait

élevés avec l'intérêt d'une mère affectueuse. Elle voulut les faire rentrer dans l'obéissance par la force des armes, mais eux se défendirent avec la vaillance qu'ils avaient héritée de leurs pères, et la lutte fut sanglante, jusqu'à ce que la mère, émue des maux qu'elle causait à ses enfants, reconnût leur émancipation et leur indépendance. » Ces temps de violence étaient passés. Ce qu'il fallait maintenant, c'était dissiper la froideur qui, depuis un demi-siècle, régnait entre la mère-patrie et ses anciennes colonies. En rétablissant la cordialité des rapports entre la métropole et ces peuples auxquels elle avait donné, avec le plus pur de leur sang, leur langue, leur religion et leurs mœurs, le comte de Reus espérait rouvrir l'Amérique latine à l'influence morale en même temps qu'à l'activité commerciale, trop limitée, de l'Espagne. Cette pensée, reprise aujourd'hui après la perte des dernières colonies espagnoles, fut un des principes directeurs de la politique de Prim lorsqu'il arriva au pouvoir en 1868, et ce fut certainement elle qui, dès 1862, inspira sa conduite à l'égard de la République mexicaine. Certes, ç'eût été rattacher d'un lien plus étroit le Mexique à l'Espagne que d'y installer un Infant, la sœur ou la fille d'Isabelle. Mais, du moment que ce rêve paraissait irréalisable, c'était la République mexicaine elle-même que, par des procédés amicaux, il fallait gagner à de meilleurs sentiments, et mieux valait se l'acquérir ainsi que de porter au pouvoir, par

la force, un parti monarchique, à peine existant, et qui, de plus, travaillait pour un prince étranger à la maison de Bourbon.

Prim savait fort bien, en effet, que c'étaient les exilés du parti réactionnaire mexicain qui avaient proposé à l'Empereur la candidature de Maximilien. Le point unique sur lequel il avait pu, comme le cabinet espagnol, garder quelque incertitude, c'était sur l'appui que Napoléon III donnerait à ce projet. Se contenterait-il de l'accueillir avec bienveillance, mais laisserait-il les Mexicains vraiment libres de choisir leur régime gouvernemental ? Prendrait-il, au contraire, fait et cause pour les monarchistes et coopérerait-il par les armes au triomphe de leur parti ? Au mois de novembre 1861, le doute était encore permis. Ce ne fut qu'en janvier 1862 qu'O'Donnell et Collantes, quoique non officiellement informés des intentions de l'Empereur, virent avec certitude que le but réel de l'expédition était de mettre Maximilien sur le trône du Mexique. Le 18 janvier, M. Thouvenel annonça à l'ambassadeur, M. Mon, que l'Empereur, convaincu par les dernières nouvelles de la nécessité d'aller dicter la paix à Mexico même, avait résolu d'augmenter de 4000 hommes l'effectif du corps expéditionnaire français. A cette date, on ne pouvait connaître à Paris ni la proclamation du 10 janvier au peuple mexicain, ni la note adressée le 14 à Juarez, au lieu de l'ultimatum prévu. On est donc autorisé à croire que

la décision de Napoléon III fut inspirée, comme l'écrivait M. Mon, par l'idée, ancrée dans son esprit, qu'en hâtant le départ de l'expédition espagnole, le gouvernement d'Isabelle poursuivait quelque but particulier. Peut-être aussi, dans ces dernières nouvelles dont parla M. Thouvenel, faut-il voir une allusion à quelque lettre du P. Miranda et de ses coreligionnaires politiques, dénonçant l'accueil assez froid que Prim leur avait fait à la Havane.

Par ménagement envers l'Empereur, le cabinet espagnol se garda de présenter aucune observation, mais O'Donnell et Calderon Collantes ne cachèrent pas leur façon de penser à l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid. N'étant pas encore officiellement informés des projets de Napoléon III en faveur de Maximilien, ils affectèrent de ne pas croire à leur réalité : c'était indirectement les désapprouver. En tout cas, ils n'étaient aucunement disposés à concourir à leur réalisation. « Si une semblable entreprise, dit O'Donnell à sir John Crampton, à la fin de janvier 1862, n'est pas garantie par l'Europe, elle ne durera pas un an. Si elle est garantie par quelque puissance européenne, elle sera la source de démêlés graves avec les États américains, qui repoussent toute ingérence de l'Europe dans les affaires d'Amérique. »

En même temps, le 22 janvier, Calderon Collantes écrivait à Prim : « Il semble que le projet d'établissement d'une monarchie au Mexique

prenne chaque jour plus de corps. Quelques naturels de ce pays, résidant ou établis en Europe, travaillent en ce sens ; mais ni le gouvernement de l'Empereur n'a fait de proposition formelle à celui de Sa Majesté sur ce point, ni il ne convient de nous écarter du principe fondamental de la politique espagnole en Amérique, de laisser les habitants en pleine liberté d'établir le gouvernement le plus conforme à leurs besoins et à leurs croyances. La conduite loyale, modérée et généreuse, autant qu'elle pourra l'être, des troupes à qui la reine a confié la défense des intérêts et l'honneur du pays dans une si importante expédition, devra contribuer à établir la confiance que les Mexicains doivent avoir dans les sentiments élevés qui animent la reine et son gouvernement. »

Quinze jours plus tard, le 6 février, O'Donnell adressait à son tour à Prim les instructions suivantes : « Notre conduite doit être de la plus grande loyauté quant aux engagements contractés avec la France et l'Angleterre, mais elle doit être aussi de nous opposer à ce que l'on veuille imposer à la nation mexicaine la forme de gouvernement monarchique et le prince Maximilien comme candidat. Si les Mexicains, par leur libre volonté et sans y être poussés par personne, en décidaient ainsi, nous devrions respecter leur volonté souveraine, mais nous ne devons pas contribuer à la formation d'un simulacre de congrès souverain qui usurperait sur la véritable volonté du peuple. »

Ces dépêches durent parvenir au comte de Reus à la fin de février et dans les premiers jours de mars. En même temps arrivait à Vera-Cruz le protagoniste de la candidature autrichienne, Almonte, puis le général Lorencez. C'était le moment aussi où les troupes alliées, en vertu des préliminaires de la Soledad, montaient prendre leurs campements à Córdova, Orizaba et Tehuacan.

Avant de quitter Vera-Cruz, le comte de Reus eut avec Almonte une conversation qui eût suffi pour le mettre au courant des projets de Napoléon III. Avec la plus grande assurance, Almonte lui déclara qu'il venait pour en finir avec la République de Juarez : ce serait l'affaire d'une couple de mois ; après quoi une assemblée de notables, le reste ne méritant pas d'être consulté, proclamerait la royauté de Maximilien. Almonte avoua qu'il n'avait reçu du cabinet espagnol qu'une réponse évasive, lorsqu'il avait sollicité son appui, mais il était assuré du concours de la France ; il prétendait même le cabinet de Londres d'accord sur ce point avec celui des Tuileries. C'était inexact et Prim le savait.

Désormais il n'y avait plus d'équivoque possible sur les intentions de l'Empereur. Les Anglais manifestèrent leur désapprobation en rembarquant leur infanterie de marine, et leurs plénipotentiaires seuls demeurèrent. Quant à Prim, il n'était nullement disposé à s'inféoder à la politique impériale. Le courrier venait de lui apporter une lettre de Napoléon III, très belli-

queuse : « Voici les troupes espagnoles et françaises qui vont combattre côte à côte pour la même cause... J'espère que les vues de votre gouvernement étant d'accord avec les miennes, il n'y aura pas de divergence d'opinion entre les commandants en chef ». L'Empereur se trompait. Dès qu'il s'agissait de faire triompher par les armes la candidature de l'archiduc, l'Espagne ne marchait plus avec lui.

Le 12 mars, Prim répondit à Napoléon III, sur un ton très respectueux, mais très ferme, que la monarchie n'avait aucune chance de s'implanter au Mexique ; sans doute il serait facile à l'Empereur de faire couronner Maximilien à Mexico, mais à l'instant où les troupes françaises se retireraient, le monarque imposé par elles tomberait.

Le jour même où Prim écrivait cette lettre prophétique, d'un sens politique remarquable, l'amiral Jurien de La Gravière lui en adressait une, de Tehuacan, dans laquelle se trahit une certaine anxiété évidemment causée par les nouvelles instructions venues de France : « Aidez-moi, disait-il, à faire de bonnes choses par des moyens amiables : vous compléterez ainsi votre œuvre, et ce sera un grand honneur pour vous. On n'usera pas de violence sans mon consentement et je suis sûr que l'Empereur me continuera sa confiance. Quel bonheur si nous pouvions retrouver l'unanimité dans nos conférences[1] ! »

1. Ce texte et ceux que nous citons plus loin (à l'exception

C'était surtout M. Dubois de Saligny, toujours partisan des mesures les plus violentes contre Juarez, qui suscitait les dissidences entre les délégués. M. Jurien de La Gravière, attiré vers le général Prim par une sympathie très vive, s'était laissé conquérir à la politique de douceur. Sur certains points cependant il s'écartait de la manière de voir du plénipotentiaire espagnol. Au lendemain de la convention de la Soledad, il aurait voulu exiger de Juarez une amnistie politique sans réserves. Il estimait que le Mexique ne pouvait poursuivre sa régénération qu'en se soumettant au régime monarchique. Avec les illusions d'une âme généreuse, il croyait pouvoir réaliser ce que lui-même appelait sa chimère, non pas en accordant l'appui de la force au parti conservateur qui, de son propre aveu, ne constituait qu'une minorité et avait contre lui l'opinion du pays, mais en réconciliant les partis, en les amenant à chercher eux-mêmes dans l'avènement d'un régime nouveau le remède aux dissensions du passé.

Prim ne partageait pas cette opinion. Il ne croyait pas à la possibilité de fonder une monarchie stable. Aussi se bornait-il à attendre les conférences d'Orizaba : il y ferait accepter les réclamations des Puissances et exigerait comme

de la lettre de Prim du 20 mars) sont des traductions de traductions, le *Diario de Sesiones de las Cortes* n'ayant publié qu'en traduction espagnole la correspondance entre Prim et Jurien de La Gravière, du 17 au 23 mars 1862.

garantie la faculté pour les alliés d'aller à Mexico ; ce point acquis, ce serait le moment de demander l'amnistie générale. Au début il avait été jusqu'à espérer que peut-être le gouvernement de Juarez se résignerait à se soumettre à l'épreuve d'un appel à la nation. C'était assez problématique. En tout cas, ce qu'il demanderait, il comptait l'obtenir peu à peu, par la conviction imposée aux Mexicains, que les alliés, au delà de leurs justes revendications, ne voulaient que le bien du pays.

Ce système de modération, Prim n'entendait pas le laisser dégénérer en complaisance coupable. S'il tenait à démontrer à Juarez qu'il n'avait pas à son égard de parti pris hostile, il restait bien décidé à faire respecter les intérêts de l'Espagne. Il en donna la preuve par la vivacité avec laquelle il prit tout à coup une attitude belliqueuse, en réponse à des mesures vexatoires prises par le gouvernement de Mexico. Le 20 mars, il écrivait d'Orizaba à M. de La Gravière :

« Votre idée comme la mienne est de ne pas brûler nos vaisseaux sous un prétexte futile, car cela aurait l'air d'une querelle allemande et, par conséquent, serait indigne des Hautes Puissances que nous représentons et indigne de nous-mêmes ; mais en même temps, vous comme moi, nous sommes décidés à brûler nos vaisseaux et à brûler le Mexique même, depuis Vera-Cruz à la Sonora, sans épargner le fameux Chiquihuite, dans le cas où le gouvernement ne ferait pas droit à nos justes réclamations. N'êtes-vous pas de mon avis ? Par exemple, nous avons sur le tapis la question relative aux vexations que le

gouvernement commet contre nos nationaux pour leur faire payer la contribution de 2 1/2 pour 100 sur les capitaux ; nous avons encore à leur reprocher un autre attentat, celui d'exiger de six maisons de la capitale, dont trois sont espagnoles, un emprunt forcé de 500 000 piastres. Nous avons aussi à les empêcher d'exécuter la menace de M. Doblado, de fermer la communication commerciale de la Vera-Cruz avec l'intérieur du pays, dans le cas où la douane ne leur serait pas rendue. En voilà trop pour des puissances comme nous le sommes ici ! En voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats ! Réunissons-nous ici au plus tôt et agissons. J'ai prié déjà M. de Saligny de venir, venez vous-même, le commodore arrivera aussi. Sir Charles Wyke est d'accord avec moi. Réunissons-nous donc et que cela finisse ! »

M. Jurien de La Gravière se méprit totalement sur les intentions de Prim, exprimées en effet avec quelque ambiguïté par le plénipotentiaire espagnol, dans une langue qui n'était pas la sienne. L'amiral s'imagina que le comte de Reus cherchait maintenant un prétexte spécieux pour rompre la convention qu'il avait signée à la Soledad.

Le jour même il répondit à Prim par deux lettres, où il lui fit part des dernières instructions qu'il venait de recevoir de France. Il avait l'ordre formel de ne pas attendre l'ouverture des conférences d'Orizaba, non plus que le règlement des affaires financières, pour exiger du Mexique des garanties assurant qu'il aurait la force et la volonté de tenir ses engagements. « Je ne me suis certainement pas trompé, pour-

suivait-il, quand j'ai cru que dans votre opinion comme dans celle de M. Doblado, la convention de la Soledad n'était autre chose que l'acceptation en principe de l'occupation militaire de Mexico par les forces alliées. S'il a pu subsister quelque doute sur ce point dans l'esprit du gouvernement mexicain, je crois juste et loyal de dissiper dès maintenant ses illusions et de lui faire connaître les premières exigences avec lesquelles il doit compter. Si de cette communication doivent naître des hostilités immédiates, je suis prêt, comme je vous l'ai dit, à me replier sur Paso Ancho et à ouvrir dès ce moment une nouvelle campagne. Je suis également d'avis qu'on exige une complète amnistie, sans conditions et sans réserves, laquelle nous permettra de consulter les vrais désirs du pays. » Si l'on devait en venir à une rupture, ces motifs lui paraissaient préférables à ceux que Prim lui semblait vouloir invoquer.

Ce n'était pas tout. Le gouvernement impérial estimait que, décidément, par le chiffre de son contingent, par la réputation du général chargé du commandement, le cabinet de Madrid avait donné un caractère trop espagnol à l'expédition. « Je ne doute pas, ajoutait l'amiral, que l'Empereur, en se décidant à envoyer ici une nouvelle armée et un général pour commander les troupes, ait pu avoir autre chose en vue que de dégager l'action de la France et de lui réserver la liberté la plus complète dans ses décisions.

« Certainement je n'interpréterai pas cette détermination comme une preuve d'affaiblissement de notre alliance ; mais je crois que je dois en même temps considérer l'importance que l'on donne à mon commandement comme un avis de ne subordonner mes vues politiques à celles d'aucun autre plénipotentiaire.

« Je serais étonné, mon cher général, de ne pouvoir continuer à marcher d'accord avec vous, car, je le répète, je ne rétracte rien de ce que nous avons fait d'un commun accord. Vous me permettrez seulement de me tenir mieux en garde dorénavant contre mon habitude d'une certaine déférence, qui s'adressait bien plus à votre caractère personnel qu'à votre position supérieure. En conséquence, sans renier nos alliés, sans séparer en rien notre cause de la leur, j'insiste pour qu'il soit bien établi aux yeux de tous que notre expédition est une expédition française, et qu'elle n'est aux ordres de personne... »

La lettre privée qui accompagnait cette communication demi-officielle, n'en était que la paraphrase et comme un palliatif, en termes plus affectueux et plus confiants.

Prim dut être étrangement surpris à la lecture de ces deux lettres, diffuses et embarrassées. Cependant il en ressortait nettement deux choses. D'abord l'amiral s'était trompé en supposant à Prim des arrière-pensées qu'il n'avait pas ; celui-ci ne cherchait pas un prétexte, réel ou non, pour se dégager de la convention de la

Soledad. Sa lettre du 20 voulait dire seulement que, si désireux qu'il fût de ne point recourir à la violence, il n'entendait pas laisser Juarez se moquer impunément des alliés par l'insolence de ses exactions et par la proclamation du blocus commercial de Vera-Cruz. « Vous trouverez ci-jointe la lettre de M. Doblado, répondait Prim à Jurien de La Gravière le 21 mars, et dans votre noble fierté vous jugerez si pareille sécheresse peut nous convenir. Vous trouverez donc dans la lettre de M. Doblado et dans mes explications la véritable cause de notre humeur belliqueuse, et n'en cherchez pas d'autre, parce que vous n'en trouveriez pas. »

Le second point c'était que le représentant de l'Empereur entendait réserver son entière indépendance. « Dès le début, écrivait Prim, vous avez eu cette préoccupation : éviter qu'on puisse vous jeter à la tête de vous être laissé dominer par le général espagnol. Maintenant vous voulez qu'il soit bien établi que vous agissez avec une entière liberté d'action et en même temps que dorénavant — dans le sens où jusqu'à présent on a pu dire que l'expédition alliée était une expédition espagnole, — dans le même sens elle se transforme en expédition française. » Dans ces conditions l'expédition resterait-elle encore sous la haute direction de la conférence ? Il se plaisait à le supposer, mais le doute perçait dans ses paroles.

En même temps Prim annonçait à l'amiral que

s'il n'était pas allé demander immédiatement le redressement de leurs récents griefs, c'était que sir Charles Wyke était malade et que Doblado n'était pas encore à Puebla. D'ailleurs il avait prié Echeverria et Teran, ministres des finances et de la justice, de se rendre à Orizaba et il espérait régler ces questions avec eux. « Je préfère, ajoutait-il, brûler nos vaisseaux pour défendre nos nationaux, plutôt que dans le but d'exiger une amnistie complète et sans exception, parce que nous n'avons pas le droit de demander en ce moment au gouvernement de la République qu'il permette l'entrée du pays aux exilés pour cause politique, alors qu'on sait qu'ils arrivent avec l'intention de conspirer et d'attaquer le gouvernement et les institutions établis. Réfléchissez, mon ami, sur ce point, avec votre justice reconnue, et je ne doute pas un seul moment, étant donnée votre loyauté, que vous ne pensiez comme nous... »

En effet Jurien de La Gravière pensait comme Prim. Tout en réclamant l'amnistie, il avait écrit à M. de Saligny, le 13 mars, pour le prier de retenir à Vera-Cruz Almonte et les autres proscrits. M. de Saligny, ou n'avait pas reçu cette lettre à temps, ou n'en avait pas tenu compte. Almonte, de son côté, avait refusé de se rendre aux avertissements de Prim et le 19 mars il s'était mis en marche, sous la protection d'un bataillon français. Cette nouvelle parvint à Jurien de La Gravière le 22 mars. Très surpris

et blâmant au fond cette manière d'agir l'amiral se hâta d'avertir le plénipotentiaire espagnol : « Ce n'est pas de mon aveu, lui disait-il, que les émigrés mexicains sont partis de Vera-Cruz sous l'escorte du bataillon de chasseurs à pied. » Une fois de plus il protestait de ses intentions pacifiques, de son désir d'une réconciliation sincère des partis mexicains. Or la démarche d'Almonte, couverte de l'approbation de M. de Saligny, allait directement à l'encontre d'une pacification. Faire revenir Almonte sur ses pas ? Il le tenterait, mais doutant lui-même de l'efficacité de ses conseils, il ajoutait : « Advienne que pourra ! Je ne puis le renier ni l'abandonner, car il a toute la confiance du gouvernement que je représente. » Sans doute cet incident grave allait rompre entre les alliés l'entente si fragile. Il le déplorait, mais dans l'impossibilité où il se trouvait d'agir autrement, du moins sa responsabilité était-elle à couvert : « Le gouvernement français, écrivait-il à Prim dans cette même lettre, a prévu le cas où je ne devrais pas respecter les décisions de la conférence. » Cet aveu lâché, que restait-il de la convention de Londres ?

Prim et sir Charles Wyke venaient justement d'obtenir d'Echeverria et de Teran le retrait des mesures fiscales lésant les maisons de commerce étrangères. Le comte de Reus devait être d'autant plus satisfait de cette solution amiable que des six maisons frappées d'un emprunt forcé de 500 000 pesos, il n'y en avait pas trois espa-

gnoles comme il l'avait cru tout d'abord : il n'y en avait qu'une qui eût des capitaux espagnols ; elle était à demi mexicaine et elle lui appartenait à lui-même, du chef de sa femme. Quelle clameur contre lui si l'on avait pu dire un jour que seul l'intérêt de sa propriété menacée l'avait décidé à partir en guerre ! Au moment où il venait d'éviter ce danger, où il croyait pouvoir rentrer dans les voies pacifiques ouvertes par la convention de la Soledad, voici que lui parvenait la nouvelle de l'initiative funeste prise par Almonte. Très ému, il répondit à M. de La Gravière :

Orizaba, 23 mars 1862.

... Votre lettre d'hier me fait de la peine, car je vois par elle que c'est une détermination fixe, soit que vous obéissiez aux ordres de votre gouvernement, soit à vos propres inspirations ou à celles de M. de Saligny, c'est, dis-je, une détermination fixe de rompre la convention de Londres, de ne pas observer les considérations dues aux puissances signataires ni le moindre égard à vos collègues d'ici...

L'acte d'introduire à l'intérieur du pays les émigrés politiques pour qu'ils y organisent une conspiration, afin de détruire un jour le gouvernement existant et le système politique actuel, tandis que vous avancez en ami et que vous attendez le jour fixé pour les conférences, un tel acte est sans exemple et je ne puis le comprendre.

Si vous avez reçu à ce sujet des ordres de votre gouvernement, je confesse que je n'y reconnais pas la sagesse, la justice et la grandeur de la politique impériale, non plus que le haut esprit de conciliation de l'Empereur envers l'Angleterre et l'Espagne ; car je

regrette d'avoir à vous le dire, mon ami, la politique que vous vous proposez de suivre au Mexique au mépris de la conférence, étant donné que vous n'avez pas cru devoir la consulter sur une affaire aussi grave, aura, à mon jugement, le désagréable résultat de refroidir les relations amicales de l'Angleterre et de l'Espagne avec la France...

Prim écrivait cette lettre sévère, lorsqu'on vint lui remettre une nouvelle dépêche de l'amiral, datée du 22 mars, onze heures du soir. La conscience de M. Jurien de La Gravière s'était révoltée à la pensée de commettre cet acte « sans exemple », comme le qualifiait Prim. S'il ne pouvait retirer à Almonte la protection du drapeau français, que lui avait accordée M. de Saligny, sa loyauté ne lui permettait pas de profiter plus longtemps des avantages du traité de la Soledad. Aussi venait-il de prévenir les autorités mexicaines que le 1er avril les troupes françaises se mettraient en marche pour rétrograder au delà du Chiquihuite.

Prendre cette résolution sans en référer aux autres délégués, c'était, de la part des plénipotentiaires français, avouer qu'ils se séparaient de la conférence. Prim et sir Charles Wyke le comprirent ainsi. Pour qu'il ne subsistât aucune équivoque, ils convoquèrent M. Jurien de La Gravière et M. de Saligny à une dernière réunion. En attendant, Prim tentait un suprême effort auprès du général Lorencez et de l'amiral, pour obtenir le renvoi d'Almonte à Vera-Cruz.

Le général Lorencez se retrancha derrière ses instructions; quant à M. Jurien de La Gravière, il opposa aux instances du comte de Reus un refus attristé, mais formel. Il avait les mains liées.

Le 29 mars, Prim écrivit à son gouvernement pour le mettre au courant de la situation et lui annoncer les mesures qu'il comptait prendre : « Mon opinion, si mes craintes se réalisent, est que l'unique parti que nous puissions adopter est de nous retirer avec nos forces. Nous ne pouvons en effet donner à l'Amérique le fâcheux spectacle d'une lutte avec ceux qui se disaient nos alliés, pas plus qu'il ne convient au caractère généreux de notre nation que nous restions froidement spectateurs des événements, en nous exposant peut-être à une provocation qui ferait taire la voix de la prudence et nous entraînerait irrésistiblement à des voies de fait qu'il faut éviter à tout prix. Aussi, loin de croire aujourd'hui, comme je le croyais lorsque je vous ai écrit ma dépêche n° 20, du 27 février, qu'il convient d'augmenter la division espagnole, j'opine que, pour nos fins, c'est assez des forces que nous avons dans la République, et même c'est plus qu'il ne faut si la France n'en revient pas à se subordonner aux stipulations de la convention de Londres, auquel cas, ne m'étant pas possible d'attendre les ordres précis du gouvernement de Sa Majesté, je prendrai mes dispositions pour la retraite des troupes, et bien que je comprenne l'extrême gravité d'une pareille détermination, je

n'hésite pas à en prendre toute la responsabilité devant le gouvernement, devant la nation et devant le monde entier. »

Le 9 avril seulement, les délégués des trois Puissances purent enfin se réunir à Orizaba. Il fut évident dès le premier instant que toute entente était désormais impossible. Une scène très vive ne tarda pas à se produire entre Prim et M. de Saligny. Celui-ci avait clairement fait entendre à diverses personnes que si le comte de Reus était opposé aux projets de monarchie mexicaine en faveur de l'archiduc, c'était que lui-même aspirait à se faire couronner empereur du Mexique. Sommé par Prim de s'expliquer catégoriquement et de citer ses preuves, le plénipotentiaire français allégua le bruit public, une lettre qu'il avait vue, écrite par une personne très favorable à cette prétendue candidature, enfin et surtout certains articles d'un journal imprimé dans le camp espagnol, sous le contrôle du général, *El Eco de Europa,* articles d'un style tellement dithyrambique à l'égard de Prim qu'ils n'avaient pu être inspirés que par lui, avec les pensées les plus ambitieuses. M. de Saligny ajouta que le comte de Reus même lui avait déclaré que la candidature d'un archiduc autrichien était absurde, et que s'il y avait des chances de succès pour quelqu'un, peut-être serait-ce pour un soldat heureux.

Prim s'éleva avec beaucoup de force contre les dires de M. de Saligny. En faisant allusion à

un soldat heureux, ce n'était pas de lui, mais d'un soldat mexicain qu'il avait entendu parler. Porter une semblable accusation, publiquement, sans meilleures preuves que les articles de l'*Eco de Europa*, était vraiment de la part d'un diplomate un acte d'une inconcevable légèreté. Ajoutons que rien ne confirme l'hypothèse des visées ambitieuses prêtées à Prim par M. de Saligny, et, à sa suite, par le gouvernement impérial. Le simple fait que, maître de disposer sans en rendre compte d'une somme de cent mille *duros*, le général n'en dépensa qu'un peu plus de quatre mille, est une preuve suffisante qu'il ne chercha guère à s'acquérir des partisans.

Après cette scène pénible, la discussion ne pouvait aboutir à aucun résultat positif. Le refus de M. de Saligny et de l'amiral Jurien de La Gravière de prendre part aux conférences qui devaient s'ouvrir à Orizaba le 15 avril fut considéré par les délégués de l'Espagne et de l'Angleterre comme une violation de la convention de Londres et des préliminaires de la Soledad. Ce fut sur ce point que se fit officiellement la rupture.

Prim commença aussitôt ses préparatifs de retraite. Quand le gouvernement mexicain en eut été informé, Doblado s'empressa de demander une entrevue au général espagnol, ne voulant pas, disait-il, qu'il quittât le sol de la République sans emporter un traité qui serait la preuve des sympathies que sa conduite, « noble, droite et vraiment diplomatique », lui avait con-

quises au Mexique. Le comte de Reus s'imaginait que peu d'heures suffiraient pour arriver à une entente. Il la crut faite après la conversation qu'il eut le 17 avril avec le ministre de Juarez, mais sur ce point il s'était laissé jouer, et le projet de traité arrêté entre eux ne fut jamais agréé par aucun des deux gouvernements ; l'un et l'autre se dérobèrent, le Mexique par mauvaise foi, l'Espagne par crainte de froisser l'Empereur.

*
* *

Le 20 avril, Prim quittait Orizaba avec ses dernières troupes. A une petite distance de la ville, il rencontra le général Lorencez et l'amiral Jurien de La Gravière, qui venaient d'interrompre leur mouvement de retraite et de reprendre l'offensive. Quelques mots à peine furent échangés. Deux jours après les bataillons espagnols commençaient à s'embarquer sur des transports prêtés par le commodore Dunlop pour les ramener à Cuba. A la Havane, Prim fut reçu froidement. Il sentit que sa conduite n'était pas approuvée par l'opinion publique. Comme il voulait, avant de rentrer en Europe, visiter les États-Unis, il crut bon de faire partir immédiatement ses deux aides de camp pour expliquer ses actes à la reine Isabelle. La précaution ne fut pas inutile.

Le gouvernement français avait en effet désapprouvé non seulement la proclamation aux Mexicains, mais l'entrée en rapport avec Juarez

et ensuite les préliminaires de la Soledad. Le cabinet espagnol avait cru devoir, dans une certaine mesure, s'associer au mécontentement exprimé par le ministre de l'Empereur, mais il l'avait fait non sans une certaine gêne, avec des réticences. Calderon Collantes avait bien critiqué quelques articles de la convention de la Soledad, mais sans aller jusqu'à la désavouer. S'il blâma le général Prim, ce fut avec une extrême bienveillance, une réserve qui enveloppait et adoucissait chaque reproche, et, tout en lui prescrivant par sa dépêche du 22 mars d'agir avec énergie, le cas échéant, il ne l'avait en somme invité à passer à l'action que si le résultat des conférences n'était pas satisfaisant. Il ne repoussait donc pas le traité de la Soledad et ne s'opposait pas davantage aux conférences projetées à Orizaba.

Cependant le gouvernement espagnol fut très contrarié lorsqu'il apprit la rupture entre les délégués et la résolution de Prim de rembarquer ses troupes. Il se trouvait par là exposé au ressentiment de l'Empereur et aux attaques de l'opposition. Une solution se présentait pour O'Donnell : désarmer à la fois ses adversaires et Napoléon III en sacrifiant un rival. S'il faut en croire une anecdote, le président du Conseil céda d'abord à la tentation. Il partit pour Aranjuez avec un projet de décret désavouant le comte de Reus. Mais déjà Isabelle avait reçu les émissaires de Prim ; elle louait hautement sa déci-

sion, qui évitait à l'Espagne les sacrifices d'une guerre à laquelle les projets de l'Empereur en faveur de Maximilien enlevaient tout intérêt à ses yeux. O'Donnell garda le décret dans sa poche et, le 22 mai, le cabinet couvrit de son approbation les actes du comte de Reus. Cela lui valut quelques jours après un premier assaut de l'opposition dans les Chambres. Collantes se retrancha derrière les clauses de non-intervention du traité de Londres. Jamais il n'avait songé à contribuer par les armes à l'établissement d'une monarchie au Mexique, ni surtout, ajouta-t-il, à créer un trône sur lequel ne devait pas s'asseoir un prince espagnol. Tout le secret de l'affaire tenait dans ce demi-aveu.

Pour calmer le ressentiment de Napoléon III, le ministre des affaires étrangères lui fit l'offre de faire revivre la convention de Londres, en la précisant, de renvoyer au Mexique un contingent espagnol. L'Empereur répondit qu'il voulait, avant tout nouveau pourparler, faire occuper Mexico par ses troupes seules. Le gouvernement d'Isabelle ne regretta pas sans doute de se voir opposer cette fin de non-recevoir. Les prédictions de Prim se réalisaient au Mexique. L'échec de Lorencez devant Puebla, au mois de mai, avait cruellement démontré qu'une marche sur la capitale n'était pas une simple promenade militaire. L'entreprise n'était pas de celles auxquelles il est enviable d'être admis à s'associer.

Quoique déjà justifié par les faits, Prim n'en

fut pas moins attaqué avec une extrême violence par une grande partie de la presse espagnole. En France, M. Billault avait sévèrement critiqué sa conduite devant le Corps législatif au mois de juin. Prim répondit à ses détracteurs dans un long discours qu'il fit au Sénat le 9 décembre 1862. Pendant trois séances il garda la parole. Il se défendit d'avoir cédé à ses instincts de libéralisme en agissant comme il l'avait fait à l'égard de Juarez. Il montra les deux partis mexicains également hostiles à toute ingérence de l'Espagne dans les affaires intérieures du pays. Quant aux monarchistes, ils ne formaient qu'un groupe infime. Sans doute les Français arriveraient à imposer Maximilien, mais, dit-il, « ils ne seront jamais maîtres au Mexique que du sol qu'ils fouleront ; leur autorité ne s'étendra même pas jusque-là où parviendra le son de leurs clairons ; ils occuperont la capitale du Mexique, d'autres villes encore, un, deux, trois ans, le temps qu'ils voudront; mais pour longtemps que dure l'occupation, j'affirme qu'ils ne parviendront pas à faire accepter par les Mexicains le prince Maximilien comme roi du Mexique, et le résultat en sera que les Français, forcés un jour ou l'autre d'abandonner ce pays, le laisseront plus perdu qu'ils ne l'ont trouvé le jour où ils y sont arrivés avec la promesse de vouloir le sauver. » Il justifia la conclusion des préliminaires de la Soledad par la nécessité de sauver son armée, dont cent à cent cinquante hommes

entraient chaque jour à l'hôpital. Il repoussa les insinuations de M. Billault sur son changement d'attitude entre le 20 et le 23 mars en lisant sa correspondance avec Jurien de La Gravière. Enfin il expliqua les considérations qui l'avaient décidé à retirer ses troupes, revendiquant pour lui la responsabilité de cet acte, ayant fait d'avance le sacrifice de sa personne si le bien de la patrie exigeait qu'au retour il fût désavoué.

Cette fière défense ne désarma pas l'opposition réactionnaire. La discussion, poursuivie pendant plusieurs séances au Sénat, fut reprise avec une nouvelle passion à la Chambre des députés, du 7 au 13 janvier 1863. O'Donnell et Collantes soutinrent la lutte, mais comme à contre-cœur. Par crainte de froisser le cabinet des Tuileries, par amour-propre aussi, ils n'osèrent pas se féliciter ouvertement d'avoir été tirés par Prim d'une situation ambiguë. Le gouvernement d'Isabelle ne pouvait avouer qu'engagé précipitamment dans cette voie de l'intervention commune, avec le secret désir de conduire un Bourbon au Mexique, il avait été déçu le jour où l'Empereur avait prononcé le nom de Maximilien ; il n'avait pas eu la hardiesse de se retirer dès ce moment ; cette hardiesse c'était Prim qui l'avait eue pour lui : en donnant l'ordre de rembarquement, le comte de Reus avait évité à l'Espagne les lourds et inutiles sacrifices d'hommes et d'argent que cette expédition funeste devait coûter, coûtait déjà à la France.

V

LA POLITIQUE DU « RETRAIMIENTO ». LES PRONUNCIAMIENTOS DE PRIM. 1863-1868.

Prim n'avait pas lieu d'être satisfait de la conduite d'O'Donnell à son égard. Il avait su que, sans l'intervention de la reine, le président du Conseil l'aurait sacrifié. Mollement défendu ensuite, pris à partie par certains journaux ministériels, il n'avait pas caché son mécontentement : « Serais-je donc, dit-il dans son discours sur le Mexique, serais-je un embarras pour l'Union libérale ? Est-ce que, par mon origine progressiste, je porte ombrage à quelqu'un de ses capitaines? Voudrait-on par hasard que je m'en aille ? Et que gagnerait l'Union libérale à mon départ ? Car enfin, je ne m'en irais pas seul, puisqu'étant un de ses capitaines, et je m'estime tel en effet, j'emmènerais au moins ma compagnie avec moi. »

Un des membres les plus actifs du parti progressiste pur, Muñiz, mit à profit les dispositions d'esprit où il sentait le général. Il lui montra le parti en train de se reconstituer, fort et nom-

breux, mais sans un officier et sans un homme d'action à sa tête, Espartero s'étant en fait retiré de la politique militante et Olózaga se contentant de prononcer de temps à autre quelque discours retentissant. Bref, il lui offrit de devenir « l'épée » du parti. Prim accepta.

Du reste, l'Union libérale s'effritait. O'Donnell cherchait en vain à consolider par des remaniements partiels son ministère, très ébranlé par l'affaire du Mexique. A la fin de février 1863, il se retira.

La crise fut d'une solution difficile. En trois jours, six présidents du Conseil furent successivement désignés, puis mis de côté. Fut-ce avec des intentions sérieuses, fut-ce par une manœuvre tendant à déconsidérer Prim, on lui fit demander indirectement s'il accepterait la présidence d'un cabinet *modéré*. C'eût été folie de sa part de prêter l'oreille à des offres semblables. Il les repoussa. La reine cependant semblait s'efforcer de s'éclairer avant de faire un choix. Elle consulta divers progressistes. Enfin, le 2 mars, elle s'arrêta à une combinaison modérée libérale, avec le vieux marquis de Miraflores comme chef, et dans laquelle consentit à entrer un progressiste tempéré, Moreno López. Ce ministère annonça l'intention de gouverner dans un esprit de libéralisme sincère et, quand il eut décidé, le 12 août, de renouveler les Cortes, on ne douta pas qu'il ne laissât faire les élections avec une réelle liberté.

Cette attitude convenait parfaitement aux progressistes. Les intransigeants du parti avaient, après quelques difficultés, consenti à oublier ce qu'ils appelaient les défaillances de Prim, et dans deux banquets, en mars 1863, Zorrilla et Olózaga avaient reconnu la position prépondérante faite au comte de Reus parmi eux. Devenu le porte-parole du progressisme, secrètement appuyé par la reine douairière Marie-Christine, Prim s'était trouvé autorisé à entretenir Isabelle des espoirs et de l'importance politique de son parti, et celle-ci, en apparence du moins, s'était montrée disposée à ne pas lui interdire systématiquement l'accès du pouvoir.

La situation politique se présentait donc sous un jour satisfaisant. Il semblait que le ministère et l'opposition fussent d'accord pour désirer la constitution de deux forts partis, analogues aux tories et aux whigs anglais, et devant comme eux alterner aux affaires. Une maladresse du cabinet et une décision inconsidérée des progressistes vinrent tout gâter, irrémédiablement.

Le parti progressiste, quelles que fussent ses tendances libérales, n'était pas le plus avancé des partis espagnols. Il était dépassé dans ses doctrines par le parti *démocratique*, peu nombreux encore, mais ayant à sa tête des hommes comme Orense, Rivero, Figueras et Castelar, qui se déclaraient prêts, pour faire triompher leurs idées, à écarter de leur route tous les obstacles, voire même les *obstacles traditionnels*,

c'est-à-dire la royauté. Aussi, envers les démocrates le gouvernement n'entendait-il pas garder les mêmes ménagements qu'à l'égard des progressistes. Le 20 août 1863, le cabinet Miraflores lança une circulaire restreignant aux seuls électeurs, aux citoyens payant au moins quatre cents réaux de cens (100 francs), le droit d'assister aux réunions électorales préparatoires. Dans sa pensée, cette mesure était dirigée contre les démocrates qui comptaient surtout leurs partisans dans les classes populaires, trop pauvres pour avoir le droit de vote.

Les progressistes prirent très mal cette circulaire. C'était l'été et leurs chefs, Prim, Madoz, Olózaga, Sagasta, étaient absents. Sans prendre le temps de les consulter, le journal *La Iberia* prit l'initiative, en dénonçant l'atteinte portée à la liberté par cette circulaire, de lancer l'idée du *retraimiento,* de l'abstention générale du parti aux prochaines élections législatives. Cette idée trouva une telle faveur auprès du public que, lorsque les directeurs du parti furent appelés à en délibérer, ils n'osèrent se prononcer contre cette politique d'abstention, pour dangereuse qu'elle parût à la plupart d'entre eux, et le 8 septembre ils annoncèrent à la nation qu'ils renonçaient à la lutte électorale.

Prim avait vainement tenté d'éviter à son parti et au gouvernement les conséquences de cette détermination. Il était allé trouver la reine à la Granja, et l'avait suppliée de demander à ses

ministres le retrait de la circulaire ou leur démission. Il n'obtint que des paroles de bonne volonté, mais sans effet. Le mot d'ordre du *retraimiento* fut donc maintenu et il fut assez généralement observé pour qu'un seul député progressiste vînt occuper un siège aux Cortes.

On a été injuste en qualifiant de révolutionnaire la politique du *retraimiento*. Dans son principe, elle ne l'était aucunement; les électeurs avaient parfaitement le droit de protester par l'abstention contre les atteintes à leur liberté et contre les tentatives de corruption du gouvernement. L'opinion publique ne pouvait manquer d'être fortement impressionnée en sentant qu'une portion notable de la nation n'était plus représentée, et le ministère même en éprouvait une certaine gêne. Où la politique du *retraimiento,* respectueuse à l'origine de la légalité et des droits dynastiques, risquait de devenir, en effet, révolutionnaire, c'était si, faute de recevoir satisfaction, le parti qui l'avait adoptée se trouvait forcé de s'y renfermer indéfiniment. Au bout d'un certain temps, il se lasserait de ne pas trouver une issue à ses aspirations par les voies légales, et ferait brèche par la force, quitte à détruire ce que d'abord il avait souhaité respecter. C'était là le danger. La reine se rendait compte dans une certaine mesure de la gravité de la situation, et beaucoup de progressistes, et des plus importants, ne demandaient qu'un prétexte pour sortir sans violence de l'impasse où ils s'étaient

engagés. Lorsqu'en janvier 1864 le cabinet Miraflores tomba, sur la question de la pairie héréditaire, Isabelle consulta Prim et fit choix, d'accord avec lui, d'un cabinet « modéré », mais déterminé à observer strictement les lois constitutionnelles. Si le ministère Arrazola avait pu tenir ses promesses, le *retraimiento* perdait sa raison d'être et prenait fin. Par malheur, pendant une maladie de la reine, l'influence réactionnaire du roi D. François d'Assise reprit le dessus. Le 1er mars Mon fut appelé aux affaires et, quoique libéral-conservateur, il dut, pour subsister, subir les exigences du roi et renoncer pour cela à toute tentative de conciliation avec les progressistes.

Prim resta profondément blessé de ce qu'il estima un manque de bonne foi de la reine.

Maintenant le sort en était jeté. Les progressistes ne sortiraient plus du *retraimiento*, pacifiquement du moins. Ils avaient, et Prim le premier, protesté en toute occasion de leur respect de la loi et de l'ordre, de leur attachement à la dynastie. Déçus sur les chances d'une solution amiable, ils se tournèrent vers les moyens révolutionnaires par excellence, la conspiration et le pronunciamiento. Comme ils ne se trouvèrent pas assez forts pour dédaigner l'alliance que leur offraient les démocrates, ils finirent par l'accepter et, entraînés par ces auxiliaires plus hardis, ils allaient, quelques années plus tard, balayer violemment ces fameux *obstacles traditionnels* qui s'obstinaient à leur barrer la route.

A l'avènement du cabinet Mon répondit un redoublement d'activité dans le travail de propagande des meneurs progressistes. Le lendemain de la fête patriotique du *Deux Mai*, il y eut à Madrid un banquet qui fut une revue des forces du parti. Plus de deux mille cinq cents adhérents de la capitale et des provinces y assistèrent. Olózaga y prononça un toast qu'il termina par des paroles menaçantes : « Il n'y aura pas d'obstacle, s'écria-t-il, pour puissant qu'il paraisse, capable d'arrêter la marche d'un peuple libre! » Avec moins de violence, mais avec une sorte de dédain, Prim fit allusion à ces mêmes obstacles, en homme qui ne les redoutait pas, et il prophétisa que dans deux ans, par la conciliation ou par la vertu de sa force et de son droit, le parti progressiste aurait triomphé.

Très maître de lui, Prim avait sagement mesuré les termes de son allocution. Olózaga au contraire s'était laissé emporter. Il faillit créer un schisme dans le parti, non seulement en proclamant à la fin du banquet, avec les phrases les plus élogieuses, il est vrai, la déchéance du vieil Espartero, mais en s'exprimant à l'égard de la royauté sur un ton agressif qui ne convenait pas à la majorité des progressistes, encore respectueux de la monarchie constitutionnelle et de la dynastie régnante.

C'était surtout vis-à-vis de l'armée que le langage d'Olózaga était imprudent. Depuis de longs mois, Prim et ses amis Muñiz, Milans del

Bosch, Gaminde, Moriones, avaient cherché à se créer des intelligences dans le monde militaire. Ils avaient assez facilement trouvé des sympathies parmi les officiers supérieurs de troupes, colonels et commandants. Mais chez ces officiers progressistes, le loyalisme l'emportait jusqu'alors sur tout autre sentiment, et ceux qui admettaient la nécessité d'un pronunçiamiento entendaient diriger cette manifestation énergique contre un gouvernement à leur gré trop hostile aux idées libérales, mais non contre Isabelle elle-même. Les intrigues avaient été poussées assez loin pour qu'un soulèvement eût été jugé possible pour la nuit qui devait suivre le banquet du 3 mai. Le langage violent d'Olózaga contre la royauté, ses paroles inconvenantes à l'égard d'Espartero eurent pour conséquence immédiate l'échec de ce projet, en amenant la retraite de deux des principaux conjurés.

Grâce à la prudence observée par Prim, il fut assez facile de renouer les fils de la conspiration. Cependant une délation arrêta une seconde fois les conjurés, qui devaient tenter le 6 juin de faire prononcer la garnison de Madrid. Par précaution, Prim se rendit en France. Il ne rentra dans la capitale que lorsque tout fut prêt pour un nouveau coup de main, préparé pour la nuit du 6 au 7 août. Un sergent qu'on voulut embaucher le dernier jour eut des remords et avoua à son colonel le peu qu'il savait du complot. Les conspirateurs, avertis, se tinrent cois. Quelques-uns

furent arrêtés, puis relâchés, faute de preuves. Cependant le ministère crut devoir prendre certaines mesures préventives pour l'avenir : les officiers ayant servi sous les ordres du comte de Reus furent éloignés et dispersés ; lui-même fut invité à user de sa permission de voyager à l'étranger, et, comme il s'y refusa, on lui assigna comme résidence Oviedo.

Un mois plus tard, le ministère Mon tombait. Le bruit courut un moment que la reine allait former un cabinet Espartero-Prim, mais elle pencha pour le parti opposé et, le 16 septembre 1864, elle appela à la présidence du Conseil le chef des conservateurs, Narvaez. Celui-ci étonna d'abord la nation par le libéralisme qu'il afficha : il amnistia les délits de presse ; il rendit aux officiers relégués par son prédécesseur la liberté de revenir à Madrid ; Prim lui-même fut compris dans cette mesure. Ces avances n'avaient qu'un but : faire sortir les progressistes du *retraimiento*. Les politiques du parti, le comte de Reus, Zorrilla, Madoz, Figuerola, inclinaient à renoncer au système de l'abstention. Mais il ne leur appartenait pas de décider. A deux reprises, en octobre 1864, puis en janvier 1865, le Comité central décréta obstinément de persévérer dans le *retraimiento*. Il voulait laisser le gouvernement succomber à sa détresse financière, aller jusqu'aux fautes irrémédiables, sans personne pour lui crier gare. De ce moment, sans oser se l'avouer, le parti se laissait de plus en plus en-

traîner vers une révolution antidynastique ; déjà il donnait la main aux démocrates, ouvertement hostiles à la couronne.

Le cabinet Narvaez s'énervait à vouloir vainement prendre contact avec cette opposition qui se dérobait. Ses velléités de libéralisme n'avaient pas réussi à ramener ses adversaires sur le terrain : il changea de tactique. L'indépendance de la pensée dans les Universités fut menacée. Il fut préparé un projet de loi sur la presse, si rigoureux que les journaux les plus réactionnaires protestèrent. On aurait dit que le ministère cherchait à créer une situation telle qu'elle ne pût se résoudre que par la violence, avec l'arrière-pensée de se donner alors les apparences de sauver le trône et d'en profiter pour revenir vers l'absolutisme. Cette occasion, Narvaez crut l'avoir trouvée au mois d'avril 1865. La reine, pour aider le Trésor public, avait offert de mettre en vente, à l'exception des principaux palais et richesses d'art, le patrimoine royal, et du produit de cette vente elle abandonnerait les trois quarts à la nation, ne s'en réservant pour elle-même qu'un quart. Castelar, démocrate passionné, alors professeur à l'Université de Madrid, dénonça ce trait d'apparente générosité comme une manœuvre dolosive. De quel droit la reine s'attribuait-elle comme propriété personnelle le quart de biens dont elle n'avait que l'usufruit, attaché à la fonction royale ? L'article fit un effet énorme. Castelar fut destitué, entraînant dans sa disgrâce le

recteur qui l'avait soutenu. Les étudiants protestèrent. Le 10 avril, soir de la Saint-Daniel, la foule s'agita. Il n'y eut pas de violences, seulement des huées et des sifflets. La force armée s'exaspéra, chargea et tira, sans sommations préalables. Il y eut dans le peuple dix tués et cent soixante-dix blessés.

La répression sanglante de la nuit de Saint-Daniel excita trop de colères pour que les progressistes ne voulussent pas les mettre à profit. Sortant pour un jour du retraimiento, Prim vint protester au Sénat contre cet acte de violence. Ses amis se répandirent dans les provinces, organisant un mouvement révolutionnaire. Le comte de Reus lui-même alla travailler les officiers de la garnison de Valence. Puis, comme l'heure n'avait pas sonné et qu'il craignait d'éveiller trop de soupçons, il partit pour Paris, avec toute sa famille. Tandis que l'ambassadeur d'Espagne, chargé de le surveiller, faisait avec sollicitude prendre chaque jour de ses nouvelles, — car on le disait malade, — le général revenait vers la frontière de Navarre, d'où il préparait un mouvement à Pampelune. Appelé à Valence, il y arrivait le 8 juin, à bord d'un vapeur où il s'était embarqué déguisé en matelot. La nuit même où le pronunciamiento doit se faire, les troupes déjà en tenue de campagne, le capitaine général est prévenu qu'il se trame quelque chose et l'intervention résolue du commandant en second arrête la révolte. Prim saute

par une fenêtre, s'échappe dans une barque de contrebandier, retourne à la frontière de Navarre, qu'il franchit en conduisant un char à bœufs. Une nouvelle défection fait manquer le soulèvement de Pampelune, et Prim rentre à Paris.

Pendant ce temps, le gouvernement le cherchait de tous côtés, s'efforçant en vain de trouver contre lui une preuve compromettante. Quant aux traces de la conspiration de Valence, elles avaient subitement disparu.

Quoique arrêté au premier moment, ce pronunciamiento eut une conséquence imprévue : la chute de Narvaez. Puisque celui-ci était impuissant à empêcher les progressistes de conspirer et d'étendre leur propagande dans l'armée même, autant valait revenir à l'Union libérale qui trouverait peut-être grâce devant eux. La reine appela O'Donnell. Celui-ci offrit des portefeuilles aux directeurs des trois principaux journaux progressistes. Ils refusèrent, résolus à n'être jamais les ministres d'Isabelle.

Cependant O'Donnell espérait encore arracher les progressistes à leur retraite. Il négocia avec Prim, revenu paisiblement à Madrid. Le parti était divisé. Pour le consulter, le Comité central se soumit à la réélection. Ce fut encore la politique du retraimiento qui l'emporta. Méconnaissant les véritables intérêts de la nation, le Comité constatait avec une sorte de satisfaction l'état déplorable des finances ; il assistait les bras croisés, sans pitié, à la ruine de l'édifice

politique, croyant qu'il aurait la force de le rebâtir en un instant, quand son jour serait venu. Son programme était prêt : liberté, économie, réforme de l'impôt, décentralisation, unification de la loi, modification du système de remplacement militaire de façon à alléger l'impôt du sang, abaissement du cens électoral, liberté de conscience, etc. Il maintenait la monarchie avec la constitution de 1856 amendée.

Sur ces principes, la plupart très dignes d'un grand parti politique, les progressistes étaient d'accord. Où ils différaient, c'était sur les moyens d'arriver au pouvoir et de passer à l'application. Espartero se contentait de répéter que l'on pouvait compter sur son cœur et sur son bras. Olózaga boudait à l'écart. Figuerola et quelques dissidents déclaraient qu'ils se présenteraient aux élections. Prim conspirait.

A la fin de décembre, la majeure partie des troupes de Madrid semblait gagnée, et l'on croyait pouvoir compter sur le concours de divers régiments en garnison à Aranjuez, Ocaña, Alcalá, Avila, Zamora. La date du 2 janvier 1866 fut choisie pour agir. Très peu avant, le ministère fut informé, au moins en partie, de ce qui se préparait et prit diverses mesures qui troublèrent les plans des conjurés. Cependant, ils ne voulurent pas surseoir à l'exécution. Au jour fixé, Prim sortit de Madrid en voiture, soi-disant pour une partie de chasse. Il se porta au village de Villarejo de Salvanés et y attendit les régi-

ments que devaient lui amener ses amis. Deux seulement se présentèrent, les hussards de « Calatrava », venant d'Aranjuez, et les hussards de « Bailen », venant d'Ocaña. A Madrid, O'Donnell avait réussi à empêcher le mouvement insurrectionnel de se produire ; à Alcalá les cuirassiers, prêts à monter à cheval, avaient été ramenés dans le devoir. Dans la vieille Castille, le régiment d'infanterie d' « Almansa », caserné à Avila, se souleva seul et, n'étant pas soutenu, se réfugia en Portugal.

A la fin de la journée du 3 janvier 1866, Prim se trouvait donc à Villarejo avec deux régiments de hussards, en tout 684 hommes. Dans l'après-midi même, une forte colonne, composée de troupes des trois armes, partait de Madrid, se dirigeant sur Villarejo. Alors commença cette étonnante série de marches et de contremarches par lesquelles Prim réussit à conduire ses hussards des environs de la capitale à la frontière portugaise. En dix-sept jours, les escadrons révoltés, marchant au pas pour ménager leurs montures, parcoururent sept cent vingt kilomètres, à travers cinq provinces d'Espagne, festoyant dans les monts de Tolède à la maison de chasse de Prim, improvisant en chemin des *habaneras* en l'honneur de leur général, sans que trois ou quatre colonnes lancées à leur poursuite, disposant des chemins de fer et du télégraphe, réussissent à les joindre ou à leur couper la route. Le 20 janvier, après une vibrante

allocution à ses cavaliers, le comte de Reus passait avec eux en terre portugaise.

Le coup était manqué. Les conspirateurs s'étaient trop hâtés et s'étaient cru trop assurés des concours qui leur avaient été promis. Prim lui-même avait agi sans compter assez avec l'élément civil, sans peut-être désirer beaucoup sa coopération, sans dire non plus bien exactement quel but il se proposait : voulait-il simplement installer par la force un ministère progressiste au pouvoir ? Était-il dès ce moment décidé à renverser Isabelle ? Le public ne le sut pas nettement et assista, très partagé lui-même et en apparence indifférent, à cette tentative, ambiguë dans ses intentions. La proclamation lancée par Prim, réfugié à Lisbonne, ne dissipait pas l'équivoque. Sans doute, en annonçant qu'il ne renonçait pas à la lutte et qu'il recommencerait, il prononçait le mot de révolution, il évitait toute parole de respect pour le trône constitutionnel et pour la reine. Mais il évitait aussi toute allusion aux « obstacles traditionnels » et c'était aux hautes classes réactionnaires, à l'aristocratie d'argent qu'il s'en prenait surtout. Ce fut O'Donnell qui se chargea de préciser pour le public le sens du pronunciamiento de Villarejo. Il accusa hautement Prim d'avoir voulu renverser la dynastie et il suscita ainsi dans les Chambres un élan de loyalisme dont il bénéficia.

A la tentative avortée de Prim, répondirent des mesures réactionnaires de la part d'O'Donnell. Le ministère sollicita des Chambres le vote de sept autorisations qui devaient lui conférer des pouvoirs dictatoriaux. Le Sénat et le Congrès, à la demande des « sept autorisations », ne purent se défendre d'un mouvement de surprise et d'inquiétude. Déjà troublé par des catastrophes financières, par l'appréhension d'impositions nouvelles et la crainte de complications internationales du côté de l'Autriche et de l'Italie, le pays devenait nerveux. Son malaise s'aggrava encore par les menées des conspirateurs.

Dès le lendemain de son arrivée à Lisbonne, Prim avait déclaré qu'il ne perdait ni espoir, ni courage. Prié courtoisement de s'éloigner par le gouvernement portugais qui redoutait des difficultés avec l'Espagne du fait de sa présence, il avait gagné Londres et la France. En avril 1866, il avait voyagé en Italie et y avait trouvé un accueil sympathique chez de hauts personnages, qui n'oubliaient pas avec quelle mauvaise grâce Isabelle s'était décidée à reconnaître le gouvernement de Victor-Emmanuel. Enfin, vers la mi-mai il était revenu à Paris, s'entendre avec Aguirre et Becerra, directeurs, l'un du comité progressiste, l'autre du comité démocrate de Madrid. La conspiration, tramée avec plus de soin que la précédente, étendit son réseau sur presque toute la péninsule. Une mesure impolitique du gouvernement donna des partisans aux

révolutionnaires dans un corps qui leur avait été jusqu'alors hostile, les sous-officiers et soldats d'artillerie. Après une fausse alerte, le 20 mai, le pronunciamiento fut fixé aux environs du 20 juin. Beaucoup de troupes de la Vieille-Castille étaient engagées. Le rendez-vous pour elles était Miranda de Ebro; Prim devait se tenir à Hendaye et de là venir se mettre à leur tête. Pendant ce temps, l'artillerie se soulèverait à Madrid.

Malheureusement pour les conjurés, des rivalités entre leurs chefs nuisaient à l'unité de direction. Le désir secret de Prim était encore de ne faire appel que le moins possible à l'élément civil. Les progressistes les plus ardents et les démocrates en conçurent de la méfiance à son égard. Aussi Becerra et Aguirre étaient-ils disposés à précipiter le mouvement dans la capitale, avec l'espoir d'avoir gagné la partie avant que Prim pût les rejoindre. La date convenue pour le soulèvement général fut avancée d'un jour à Madrid. Le 22 juin au matin, les deux régiments d'artillerie du quartier de San Gil « lancèrent le cri ». Le général Pierrad se mit à leur tête. Le parc de San Gil fut forcé et les civils y trouvèrent des armes.

Par sa décision O'Donnell, secondé par les généraux Concha et Serrano, empêcha la révolte de s'étendre dans Madrid. Il y eut aux alentours et à l'intérieur du quartier de San Gil une lutte terrible. Les troupes du gouvernement y perdi-

rent quatre-vingts tués, plus de quatre cents blessés ; à la fin de la journée, les insurgés étaient complètement vaincus : ils avaient deux cents hommes hors de combat, sept cents d'entre eux étaient prisonniers ; du 24 juin au 7 juillet, soixante-six de ces derniers furent fusillés.

Dans de pareilles entreprises, le premier succès décide de tout. Prim allait franchir la frontière pour soulever la Vieille-Castille, lorsqu'il apprit l'échec du pronunciamiento de Madrid. C'eût été folie de rien tenter dans ces conditions. Le marquis de Los Castillejos le comprit, et comme le gouvernement impérial l'invitait à chercher refuge hors de France, il se retira en Belgique.

*
* *

Sous le coup de l'émotion causée par la journée du 22 juin 1866, O'Donnell emporta facilement dans les Chambres le vote des « sept autorisations » et même la suspension des garanties constitutionnelles. Ces armes contre la révolution ne devaient pas rester longtemps entre ses mains. Dans un certain milieu, ardemment réactionnaire, on insinuait que, par son libéralisme, il n'était pas sans avoir sa responsabilité dans la crise présente. On le laissa assumer l'odieux des exécutions ordonnées par les cours martiales, puis, sous un prétexte futile, la reine le congédia et le remplaça par Narvaez et Gonzalez Bravo. Profondément ulcéré, O'Donnell s'exila en France.

Narvaez n'eût pas voulu faire de la réaction à outrance, mais il fut débordé. Le pays, a-t-il avoué un jour à ses intimes, a ignoré ses luttes continuelles contre la réaction cléricale, toujours active et jamais satisfaite. Une fois de plus les influences néo-catholiques et absolutistes prévalurent dans le cabinet. Contraint d'y céder, Narvaez se mit à légiférer par décrets: la presse reçut défense de commenter les actes du gouvernement; l'instruction publique fut remise sous la tutelle du clergé. Les Cortes n'ayant pas été réunies à la fin de l'année, selon les termes de la loi, Rios Rosas, Serrano, d'autres encore protestèrent : on les relégua aux Baléares ou aux Canaries. La nouvelle Chambre, élue en mars 1867, ne siégea que pour achever la ruine du régime parlementaire par le vote d'un règlement qui annihilait ses propres prérogatives. Pendant ce temps, des dissentiments éclataient dans la famille royale même. L'infant D. Enrique, dès longtemps suspect pour son libéralisme, se retirait à l'étranger. Un peu plus tard, la reine rompait avec sa sœur et le duc de Montpensier, coupables de lui avoir signalé l'abîme vers lequel l'entraînaient ses conseillers. En dépit du silence imposé aux journaux, ces dissensions, des scandales d'un ordre plus intime parvenaient à la connaissance du public.

Au dehors, les révolutionnaires s'organisaient. Les démocrates avaient leur point de ralliement à Paris, les progressistes à Bruxelles, depuis

que Prim s'y était réfugié. Entre les uns et les autres, l'entente n'était pas facile. On tenta d'y parvenir dans une réunion qui eut lieu à Ostende, les 15 et 16 août 1866. Les progressistes, dans l'armée surtout, restaient attachés à la monarchie et ne voulaient qu'un changement radical dans le personnel gouvernant ; les démocrates demandaient la République. A ces assises d'Ostende, où figurèrent, avec Prim, les généraux Pierrad, Contreras, Milans del Bosch, puis Sagasta, Zorrilla, Becerra, Rubio, etc. On chercha une formule pour ne pas effaroucher la modération des uns et ne pas rebuter la bonne volonté des autres. Sans préjuger la forme du gouvernement, on reconnut comme loi suprême les droits souverains du peuple, et il fut décrété que la révolution se proposerait deux choses : détruire tout ce qui existait dans les *hautes sphères du pouvoir*, nommer par le suffrage universel une Assemblée constituante. Après avoir élaboré ce programme, volontairement équivoque, les délégués instituèrent un comité révolutionnaire exécutif sous la direction suprême de Prim, assisté de Becerra et d'Aguirre.

Le marquis de Los Castillejos se mit aussitôt à l'œuvre. Dès le commencemant de 1867, le comité de Bruxelles avait renoué les fils de la conspiration, brisés à la journée du 22 juin 1866. Mais son action était gênée par celle des démocrates de Paris qui se poursuivait parallèlement à la sienne au lieu de s'y subordonner, comme

il avait été convenu à Ostende. Pí y Margall, Orense, Castelar, Martos tenaient absolument à ce que le mouvement fût dirigé contre la reine et les Bourbons. Sur ce point essentiel, Prim continuait à résister ; il reconnaissait que le but réel de la révolution, quoique inavoué de plusieurs, était de détrôner Isabelle, mais il estimait que, si on le déclarait ouvertement, l'armée ne bougerait pas. A la fin de juin 1867, on renouvela l'équivoque d'Ostende pour parvenir à un semblant d'accord, qui craqua de nouveau quelques jours plus tard.

Prim alors perdit patience et résolut de se passer d'auxiliaires si difficiles à diriger. Il se croyait prêt et décida que le « cri » serait lancé dans toute la péninsule dans la nuit du 15 au 16 août. Deux proclamations, l'une à la nation, l'autre à l'armée, furent préparées d'avance. Elles reproduisaient le programme du parti progressiste et se terminaient par le cri de : « vive la liberté ! vive la souveraineté nationale ! » Prim avait refusé d'y joindre le : « A bas les Bourbons ! » dont les démocrates avaient fait leur devise, mais il avait cédé imprudemment aux instances de Zorrilla en annonçant l'abolition de la conscription. Même en ajoutant à cette clause de son programme : « sans porter préjudice aux intérêts et aux droits de l'armée » et en évitant de la faire figurer dans sa proclamation aux troupes, il avait fait là à une fraction de son parti une concession que, par la suite, il

devait plus d'une fois déplorer. Il eut immédiatement à s'en repentir.

Le 7 août 1867, Prim quittait secrètement Bruxelles, gagnait Marseille, et frêtait un vapeur qui, le 14, l'amenait au Grao, le port de Valence. Pendant quarante-huit heures, le général resta caché à son bord, attendant en vain l'exécution des engagements pris par les officiers de la garnison. Ceux-ci avaient eu connaissance de la proclamation à la nation où Prim promettait la suppression de la conscription ; à leurs yeux, c'était annoncer la suppression des armées permanentes. Aussi, le 11 août, tandis que le marquis de Los Castillejos était en route pour se rendre à Valence, avaient-ils dégagé leur parole. Pendant deux jours, Prim s'efforça, sans y réussir, de les faire revenir sur leur détermination, puis, comme son bateau devenait suspect aux autorités, il reprit la mer.

Tandis que Prim échouait devant Valence, ses lieutenants tentaient, sans beaucoup plus de succès, de soulever le Nord de l'Espagne. Lorsque Prim, de retour en France par Marseille, se présenta à la frontière des Pyrénées, du côté de Perpignan, son arrivée ne pouvait relever la fortune de ses partisans. Il se hâta de gagner Genève, pour échapper à la police française. Encore une fois la partie était perdue.

*
* *

Amèrement critiqué par les démocrates, accusé

d'avoir manqué de cette témérité qui force la fortune, poursuivi jusque dans l'exil par les calomnies du gouvernement espagnol, chassé de France, invité même à quitter la Belgique et contraint de se réfugier à Londres, le général Prim ne céda pas au découragement. De sa dernière aventure, une leçon se dégageait : la nécessité de trouver des alliés capables de lui assurer les sympathies de l'armée, au lieu de les lui aliéner par le radicalisme de leurs principes, comme l'avaient fait les démocrates.

Or, il était un parti puissant, en ce moment presque aussi mal traité en Espagne que les progressistes et vers lequel d'assez grandes affinités les attiraient : l'Union libérale. Sans doute le souvenir de la répression sanglante par O'Donnell de l'émeute du 22 juin 1866 n'était pas sans jeter encore son ombre entre les deux partis qui représentaient, avec des nuances diverses, le libéralisme espagnol. Mais, à l'heure présente, leur commune disgrâce les rapprochait. Peut-être l'accord eût-il tardé à se faire si O'Donnell eût vécu. Quoique cruellement blessé par son renvoi, le vieux chef de l'Union ne voulait plus défendre Isabelle, mais, fidèle encore à la dynastie, il demeurait disposé à soutenir le prince Alphonse, si sa mère, enfin éclairée sur les périls de sa situation, se décidait à abdiquer en sa faveur. De plus, il y avait entre Prim et lui des rivalités et même des rancunes qui les empêchaient de se tendre franchement la main. La mort trancha la

difficulté. Le 5 novembre 1867, une brève maladie emportait O'Donnell.

De son vivant déjà, des hommes influents de l'Union libérale, le général Serrano entre autres, avaient songé à remplacer sur le trône Isabelle II par sa sœur doña Maria-Luisa-Fernanda, et des ouvertures avaient été faites à son mari, le duc de Montpensier. En même temps, le général Dulce, l'auteur du pronunciamiento du Champ des Gardes, en 1854, était entré en négociations avec Prim et ses amis.

Les choses en étaient là à la mort d'O'Donnell. Le ministère Narvaez eût agi habilement en profitant de la circonstance pour favoriser, par quelques concessions, la reconstitution d'un grand parti libéral, formé des survivants de l'Union, auxquels les progressistes tempérés de la nuance de M. Madoz se seraient joints assez volontiers. Narvaez n'eut pas la sagesse ou la force de le faire. Au contraire, à la fin de décembre, il annonça le dépôt de divers projets de lois, « dont l'objet était d'affirmer de nouveau et de développer graduellement la politique de franche résistance à la révolution ». Les Cortes, dociles, indifférentes, approuvaient. Les députés, pour la plupart, n'assistaient même plus aux séances. C'était l'agonie de toute vie politique. Mais peu à peu la nation faisait le vide autour de la maison royale; le gouvernement ne se soutenait plus que par l'énergie et le prestige d'un homme. Brusquement cet homme disparut.

Le 23 avril 1868 Narvaez mourait, laissant échapper de ses lèvres cette dernière parole : « Esto se acabó... » C'est fini !

Gonzalez Bravo lui succéda. Il n'était pas de taille à défendre la couronne d'Isabelle. Dans ce pays où l'armée jouait, depuis un demi-siècle, un rôle politique prépondérant, Gonzalez Bravo, non seulement n'appartenait pas à l'armée, mais il affectait la prétention de gouverner sans elle et au-dessus d'elle. Et comme s'il ne lui eût pas suffi de s'aliéner une grande partie des généraux, il sembla prendre à tâche de mécontenter la marine en rappelant au ministère un civil, D. Martin Belda, qui s'était précédemment rendu odieux aux officiers de la flotte.

Pendant ce temps, la coalition révolutionnaire achevait de se former. Madrid et les provinces étaient travaillés par les sociétés secrètes. C'était le *Centro de los conjurados,* comité progressiste directement inspiré de Prim et d'Olózaga ; c'était les *Amis du Peuple*, autre club progressiste ; c'était le comité démocrate, présidé par Figueras, d'un républicanisme trop intransigeant pour lier partie avec les progressistes, mais disposé à leur donner un coup de main le jour où il s'agirait de renverser Isabelle.

La conspiration des Unionistes se tramait dans un milieu spécial et restreint, entre généraux. Dulce en était l'agent le plus actif ; Serrano, Jovellar, Córdoba et quelques autres en formaient le comité directeur. En mars 1868, ils conclurent

un accord formel avec les délégués de Prim et d'Olózaga. Cependant, parmi ces membres de l'ancienne Union libérale, il y avait encore des hésitants. Gonzalez Bravo se chargea de faire cesser leurs tergiversations. En juin, jugeant nécessaire de s'attacher deux hommes d'épée, il nomma capitaines généraux les marquis de Novaliches et de la Habana, et par cette mesure de faveur exaspéra si bien le haut personnel de l'armée, que, le soir même, dix-huit officiers généraux passaient au parti de la révolution. Il fit mieux : le 3 juillet, la *Nueva Iberia* publiait un article où, prenant ses désirs pour la réalité, la feuille progressiste proclamait hautement l'alliance de son propre parti avec l'Union libérale; le 7, Gonzalez Bravo, pris de peur, faisait arrêter, transporter à Cádiz et de là aux Canaries, les généraux Serrano, Dulce, Zavala, Córdoba, Serrano Bedoya, Echagüe, Caballero de Rodas. Le même jour, il expédiait au duc et à la duchesse de Montpensier l'ordre de quitter l'Espagne dans le plus bref délai, sous prétexte de couper court aux manœuvres de gens mal intentionnés, qui osaient se servir dans leurs intrigues du nom du duc et de la duchesse. C'en était fait de la monarchie d'Isabelle.

VI

LA RÉVOLUTION DE 1868

Avant de partir pour les Canaries où les reléguait le despotisme inintelligent de Gonzalez Bravo, les généraux de l'Union libérale avaient pu s'assurer le concours de deux hommes qui allaient jouer un rôle décisif dans la révolution, l'amiral Topete, commandant l'escadre de Cádiz, et le général Izquierdo.

Unis désormais dans le même sentiment d'hostilité contre le gouvernement d'Isabelle, les représentants de l'Union libérale et du progressisme formèrent à Madrid un comité mixte, correspondant par des moyens très secrets avec Prim, toujours à Londres, et les exilés aux Canaries. Vers la fin de juillet les préparatifs du pronunciamiento parurent achevés. L'amiral Topete décida de lancer le « cri » à Cádiz, le 9 août.

Prim venait d'arriver à Vichy, après en avoir obtenu à grand'peine l'autorisation du gouvernement français. Prévenu du projet de Topete, il se hâta de regagner Londres. Un historien contemporain raconte qu'en passant par Paris, le général rencontra à la gare un confident du ca-

binet impérial. On lui donna à entendre qu'on pénétrait les motifs de ce départ prématuré, mais que l'Empereur n'avait aucune intention d'intervenir, à condition cependant qu'il fût assuré que le mouvement prévu ne se ferait pas en faveur du duc de Montpensier. Prim aurait pris alors un engagement positif à cet égard et le fait est que par la suite il considéra toujours la candidature du duc de Montpensier au trône d'Espagne comme particulièrement désagréable à Napoléon III.

Or c'était déjà sur cette candidature que se divisaient les unionistes et les progressistes, et leur action s'en trouvait entravée. Dès ce moment l'Union libérale avait arrêté le projet de mettre doña Maria-Luisa sur le trône à la place de sa sœur. Restait à savoir jusqu'à quel point les progressistes se prêteraient à cette combinaison. Eux ne parlaient que de révolution et si leurs chefs n'étaient pas sans arrière-pensées sur le choix futur d'un monarque, du moins n'en faisaient-ils rien connaître.

On avait dû ajourner le pronunciamiento prémédité pour le 9 août. Topete voulut utiliser le délai imposé par les circonstances pour sonder les intentions de Prim au sujet du duc et de la duchesse de Montpensier. Prim répondit évasivement que le point essentiel du programme révolutionnaire était la réunion des Cortes constituantes : le pays, librement consulté, déciderait de son sort. Cette déclaration, peu compromettante, n'interdisait aucun espoir au duc, et, faute de pouvoir s'entendre sur un programme plus

précis, progressistes et unionistes s'en tinrent au thème unique de la consultation nationale.

Le 8 septembre, un vapeur, la *Buenaventura*, partit de Cádiz pour aller aux Canaries chercher les généraux exilés. De son côté Prim, refusant l'offre d'un bateau frété aux frais du duc de Montpensier, quittait Londres, déguisé en domestique, à bord de la Malle des Indes, le 12 septembre ; le 17 il débarquait à Gibraltar. Il y trouva un conjuré démocrate, Paul y Angulo, que Topete avait chargé d'insister auprès de lui pour qu'il demeurât à Gibraltar jusqu'à l'arrivée des généraux venant des Canaries. Le conseil était insidieux. Rien ne faisait prévoir que la *Buenaventura* n'arriverait pas exactement le 18. L'amiral cherchait donc à empêcher Prim d'être là au moment décisif, dans la crainte qu'il ne s'attribuât un rôle trop important au gré des généraux unionistes. Paul y Angulo dissuada Prim de se rendre au conseil de Topete et réussit à trouver un petit vapeur pour le conduire à Cádiz. Vers le milieu de la nuit, Prim accostait le navire-amiral, *Zaragoza*.

Topete dut accepter cette collaboration qui s'imposait. Ils eurent pendant le reste de la nuit un long entretien où Topete déclara qu'il était partisan résolu de la duchesse de Montpensier et qu'il entendait que la haute direction du mouvement insurrectionnel fût aux mains de Serrano. Prim lui répondit qu'il ne prétendait pas à la première place ; quant à la duchesse, il

ne lui était pas systématiquement opposé : il estimait seulement que, dans l'intérêt même de l'Infante et pour la sauvegarde de sa dignité, mieux valait ne pas prononcer son nom au début de la révolution ; avant de la compromettre, il fallait attendre que l'opinion publique se fût prononcée ; ensuite les Cortes décideraient. Topete céda.

Dans cette nuit du 17 au 18 septembre 1868 et dans la matinée qui suivit, se joua la partie décisive dans la destinée du général Prim. La *Buenaventura* n'arrivait pas. Aux premières heures du jour Prim, l'amiral, Sagasta, Zorrilla tinrent conseil à bord de la *Zaragoza*. Entraîné par la parole persuasive de Prim, Topete consent à ne pas retarder le moment d'agir. A midi, l'escadre s'avance vers Cádiz en ordre de bataille. Au cri d'ordonnance de « Vive la Reine ! » Prim et l'amiral ripostent par celui de « Vive la Liberté ! » que répètent les équipages, et vingt et un coups de canon saluent la proclamation de la souveraineté nationale.

La veille, Topete avait rédigé une proclamation d'un style diffus, où l'on avait peine à saisir s'il demandait l'avènement d'une monarchie nouvelle ou la réforme de celle d'Isabelle II, avec un changement de ministère. Prim, plus expérimenté, lança un appel aux armes en termes énergiques, où le mot de révolution figurait dès les premières lignes ; après un réquisitoire violent contre le régime en vigueur, il en appelait aux

libéraux de toutes nuances, et fort adroitement il remettait à plus tard la solution de la question constitutionnelle, laissée à la décision du peuple dans l'exercice de sa libre souveraineté.

Le lendemain matin 19, Cádiz se soulevait, sous les yeux de l'autorité impuissante, et Prim, immédiatement, constituait une junte dont il donnait la présidence à Topete et dans laquelle il avait introduit, en nombre égal, des représentants de tous les partis libéraux. A la tombée de la nuit la *Buenaventura* débarquait Serrano, Dulce et les autres généraux. Une nouvelle proclamation fut rédigée le soir même. Mais Prim avait donné la première impulsion ; il n'y avait plus qu'à suivre. Sous une forme un peu différente ce furent, dans ce manifeste, les mêmes idées, généreuses mais un peu vagues, exprimées la veille par le marquis de Los Castillejos. Au bas de l'affiche, au second rang, après la signature de Serrano, venait celle de Juan Prim. Dès ce moment celui-ci occupe la place qu'il conservera pendant toute la durée du gouvernement révolutionnaire. Cette place, qu'il a acceptée dans son entretien avec Topete, dans la nuit du 17 au 18 septembre, est en apparence la seconde et, officiellement, restera la seconde. Mais Prim a été bien servi par sa hardiesse et aussi par le hasard qui a retardé la *Buenaventura*. C'est lui qui a entraîné Topete à l'action, c'est lui qui, au moment décisif, a été le véritable initiateur de la révolution, et dans le peuple on ne

l'ignore pas. Serrano pourra se donner le plaisir de parader au premier rang, mais arrivé vingt-quatre heures trop tard, le coup d'audace une fois risqué, avec cela d'un caractère porté à l'indolence, il aura beau devenir le chef du gouvernement provisoire : jamais il n'aura du pouvoir que les apparences et celui qui en exercera la réalité, qui pendant deux ans sera le véritable régent de l'Espagne, ce sera Prim.

*
* *

Le mouvement commencé à Cádiz se propagea avec une rapidité foudroyante dans toute l'Espagne. Gonzalez Bravo, affolé, céda la place au marquis de la Habana. Le premier mouvement du nouveau président du Conseil fut de faire revenir à Madrid la reine, qui se trouvait alors à Saint-Sébastien. Il y renonça en voyant le peu de zèle des officiers à défendre sa cause. Cependant il réussit à donner une assez forte armée à Novaliches, qui marcha sur Cordoue pour barrer la route à Serrano. La rencontre eut lieu le 28 septembre. L'action resta indécise jusqu'au soir, où, voulant enlever à la baïonnette le pont d'Alcolea, Novaliches fut dangereusement blessé. Dans la nuit son armée se retira ; le 2 octobre elle capitulait, passant en fait aux ordres de Serrano. Si au lendemain d'Alcolea la reine avait abdiqué et envoyé vers les rebelles le prince des Asturies, la révolution tournait court. Serrano

lui-même a avoué qu'il aurait proclamé Alphonse XII. Mais la souveraine ne consentit pas à ce sacrifice, qui lui fut pourtant conseillé. Le 30 septembre elle se réfugia en France, tandis que dans sa capitale, abandonnée à elle-même par le gouvernement en désarroi, la révolution s'effectuait sans trouver de résistance.

Prim n'avait pas pris part aux opérations de l'armée insurgée qui avaient abouti à la victoire d'Alcolea. Serrano ne s'était pas soucié de garder à ses côtés un rival avec lequel il eût fallu partager l'honneur de vaincre et dont la présence eût pu devenir embarrassante si l'occasion s'était offerte de se prononcer pour le prince des Asturies. Il avait donc chargé le général de parcourir le littoral méditerranéen pour soulever les principales villes ou recevoir leur acte d'adhésion à la révolution. Parti à bord de la *Zaragoza*, Prim touchait le 23 à Malaga, le 25 à Almeria, le 26 à Carthagène, le 2 octobre à Valence où il était accueilli par l'archevêque, le capitaine général et l'ayuntamiento provisoire, tandis que la population couvrait sa calèche de couronnes. Même enthousiasme le lendemain à Barcelone. Là cependant il y eut une note discordante. La capitale catalane comptait un certain nombre de républicains. Un de leurs chefs, Tutau, prononça un discours où, en termes très clairs, il invita les progressistes à abandonner les monarchistes de l'Union libérale pour se joindre au parti républicain démocrate et en former l'élé-

ment modéré et conservateur. Prim ne répondit pas, mais visiblement contrarié il s'embarqua le soir même pour Tarragone.

Là et dans sa ville natale de Reus il reçut un accueil qui dut lui rappeler les journées glorieuses de son retour du Maroc. Pendant ses années de proscription, Barcelone avait rayé son nom du *Salon des Cent*. Aujourd'hui, Tarragone lui décernait à son tour le titre de fils adoptif et à Reus son épée de la guerre d'Afrique reprenait dans la salle du Conseil la place d'honneur d'où on l'avait enlevée. En route vers Madrid, le train qui l'emportait devait s'arrêter à chaque station pour satisfaire au vœu des populations accourues à la gare.

Ce fut le 7 octobre que Prim arriva dans la capitale. Serrano y avait fait son entrée le 3, sans la gêne d'avoir à ses côtés ce rival de gloire. Il avait été reçu par une foule enthousiasmée qui avait applaudi ses vivats à la liberté, à l'honneur de l'Espagne, mais qui avait montré une réserve subite quand il avait proféré le cri de : vive l'Union libérale ! Ce parti n'était pas populaire et comptait plutôt ses fidèles dans les classes bourgeoises. Quant au vainqueur d'Alcolea, son prestige, pour grand qu'il fût, restait encore au-dessous de celui dont Prim était revêtu aux yeux de la nation. On en eut la preuve à l'arrivée à Madrid du marquis de Los Castillejos. Attendu à la gare par un peuple immense, étouffé par des gens qui voulaient l'em-

brasser et lui serrer les mains, Prim dut lentement se frayer un chemin, à cheval. Les applaudissements et les acclamations couvrirent la voix des orateurs qui le haranguaient, l'empêchèrent lui-même de se faire entendre. Il parcourut la rue d'Alcalá sous une pluie de fleurs. Serrano l'attendait au ministère de l'intérieur. Ensemble ils parurent au balcon et s'embrassèrent. Prim réussit alors à prononcer quelques paroles qu'il fit suivre de vivats à la liberté, à la marine, à la souveraineté nationale, à l'armée et au peuple.

Dans une lettre du 11 octobre, notre compatriote, le peintre Henri Regnault, raconte : « Depuis dix jours la ville est en fête... Prim a été accueilli avec un enthousiasme insensé ; il a été couvert de bouquets et de couronnes... Pour le moment il est nommé ministre de la guerre ; il arrivera plus haut sans doute. Le peuple l'aime tant qu'il ne le laisse pas dormir. Toute la nuit on lui chante des chœurs, des hymnes ; les musiques de tous les régiments viennent lui jouer des marches triomphales sous ses fenêtres. C'est un tapage incessant. Les cris de *viva* retentissent à tout moment. La Puerta del Sol et le commencement de la calle Alcalá sont toujours remplis de curieux qui attendent qu'il se mette à sa fenêtre ou qu'il sorte, pour l'acclamer encore.

« Il a pourtant rudement secoué le peuple après l'assassinat du secrétaire de Gonzalez Bravo, devant la Gobernacion. Il lui disait qu'il n'était composé que de canailles, de morceaux

de bêtes (c'est son mot), qu'il était indigne de la liberté, et que si pareille chose recommençait, lui, Serrano et Topete partiraient et le laisseraient se débrouiller comme il voudrait. Sur quoi on a applaudi à outrance... »

Dans la nuit qui suivit l'entrée triomphale de Prim à Madrid, un cabinet se constitua. Dès le lendemain de la révolution, à Cádiz, il avait été convenu que Prim prendrait le ministère de la guerre. Serrano, investi de pleins pouvoirs par la junte provisoire de Madrid, aurait eu quelques velléités de le nommer simplement capitaine général et gouverneur militaire de la capitale. Mais il comprit vite qu'il eût été imprudent de lui refuser la situation promise. Les portefeuilles furent également répartis entre unionistes et progressistes. Prim eut la guerre et le grade de capitaine général ; Topete, la marine ; Lorenzana, les affaires étrangères ; Romero Ortiz, les cultes et la justice ; Figuerola, les finances ; Sagasta, l'intérieur ; Zorrilla, le *fomento*, c'est-à-dire les travaux publics, le commerce et l'instruction publique ; Ayala, les colonies. Les progressistes se trouvaient maîtres des départements les plus importants : guerre, intérieur, finances et *fomento*. Serrano, il est vrai, demeurait officiellement le chef du pouvoir exécutif, mais ministre sans portefeuille, il allait bien vite se trouver réduit au rôle représentatif d'une sorte de président de la République. Serrano régna ; Prim gouverna.

VII

LA PREMIÈRE SESSION DES CORTES CONSTITUANTES. LA CANDIDATURE DU ROI FERDINAND DE PORTUGAL. — 1869.

A peine installé au pouvoir, le gouvernement provisoire se trouva aux prises avec les plus sérieuses difficultés. Le flot révolutionnaire menaçait d'entraîner beaucoup plus loin qu'ils ne le souhaitaient les hommes qui, pour lui livrer passage, avaient rompu les digues : le pays risquait de sombrer dans l'anarchie. Partout des juntes s'étaient improvisées et le peuple avait pris les armes. Avec un gouvernement central mal affermi, cette situation pouvait devenir dangereuse. Le cabinet obtint de la junte de Madrid qu'elle prononçât elle-même sa dissolution et invitât les juntes provinciales à imiter sa patriotique abnégation.

Des délibérations de ces assemblées un programme se dégageait : suffrage universel, liberté des cultes, de l'enseignement, de la presse; droit de réunion et d'association ; décentralisation administrative ; inviolabilité de l'individu ;

inamovibilité des juges, unité de loi, institution du jury. Le 25 octobre, le gouvernement donna satisfaction au vœu populaire en publiant un manifeste où il adoptait ce programme dans ses grandes lignes, mais en même temps, quoique avec une grande réserve dans la forme, il laissait très clairement transparaître ses préférences décidées pour le maintien du régime monarchique.

Cette déclaration tendait à réagir contre la propagande très active à laquelle se livrait une fraction du parti démocrate. Ce parti venait de se séparer en deux groupes : l'un se ralliait au principe d'une monarchie libérale ; l'autre n'acceptait que la république, et même voulait l'établir sous la forme fédérative. Ces républicains avaient à leur tête des hommes de grand talent, Castelar, Pi y Margall, Figueras, Orense, qui luttaient avec ardeur pour le triomphe de leurs doctrines. Dès ce moment, Prim se prononça contre eux. « Pour établir une république, écrivait-il alors à Émile de Girardin, il faut des républicains. Si en Espagne ce dernier parti se trouve représenté par une fraction, celle-ci, pour respectable qu'elle soit, n'est pas, à mon sens, assez nombreuse pour prendre la direction des affaires, ni, en un mot, pour gouverner. » Cependant, avec sa prudence habituelle, il ajoutait : « Dans notre situation actuelle, rien ne l'empêche de propager librement ses idées et, si elle arrive à convaincre la nation de l'excellence de ses

idées, celle-ci donnera satisfaction à ses aspirations. »

L'avenir était ainsi réservé. Pour le présent, ces républicains, en minorité évidente, agitaient dangereusement le pays. En décembre, il y eut à Cádiz et à Málaga des troubles sérieux suscités par un essai de mise en pratique de certains principes encore plus socialistes que républicains. L'ordre ne fut rétabli que par la force.

Ces incidents graves eurent une répercussion inattendue dans le ministère. Le général Caballero de Rodas avait été envoyé pour mettre les émeutiers à la raison. Aussitôt le duc de Montpensier, toujours en Portugal, s'était empressé de franchir la frontière et de mettre son épée au service du gouvernement. Pensait-il, après une action vigoureuse contre les perturbateurs, de concert avec Caballero de Rodas, pouvoir revenir à Madrid en pacificateur et se faire proclamer roi par Serrano et Topete ? On ne lui laissa pas la liberté de le tenter et il fut invité à repasser immédiatement la frontière. C'était Prim et ses amis qui avaient imposé cette décision au cabinet ; de là chez les ministres unionistes une mauvaise humeur qui ne se contint plus lorsque Prim, pour consolider sa situation, eut nommé généraux une douzaine d'officiers supérieurs à sa dévotion. Serrano critiqua vivement cette promotion au Conseil. Prim riposta par une lettre menaçante. Un moment la rupture sembla consommée. Tandis que les partisans de Serrano

accusaient le marquis de Los Castillejos de dilapider les fonds de l'État et de s'entourer de prétoriens, les amis de celui-ci s'efforçaient de rejeter sur leurs adversaires tout l'odieux de la répression sanglante des émeutes de Cádiz et de Málaga. En même temps, symptôme alarmant pour l'Union libérale, des personnages autorisés du parti progressiste faisaient mine d'entrer en conversation avec les républicains. C'était une manœuvre que Prim devait renouveler plus d'une fois. Elle réussit. Les choses s'arrangèrent à l'amiable, mais en somme ce fut Serrano qui capitula. Son rival avait fait l'essai de sa force et restait le maître du terrain.

Cette crise intime fut assez bien dissimulée au public et le ministère parut plus uni que jamais, lorsqu'en janvier 1869 il lança son manifeste aux citoyens espagnols appelés à nommer des Cortes constituantes. Avec des électeurs nouveaux, dont les trois quarts, de l'aveu d'un homme politique, M. Cos-Gayon, ne savaient pas lire, il fallait parler clairement. Pour combattre les menées républicaines, le gouvernement provisoire, tout en respectant d'une façon inconnue jusqu'alors la liberté du vote, n'hésita pas à proclamer une seconde fois ses préférences pour la monarchie.

La Constituante élue du 15 au 18 janvier compta cependant une soixantaine de républicains, envoyés aux Cortes surtout par la Catalogne et l'Andalousie. Les provinces de Cádiz et de

Séville, très travaillées par le socialisme, n'avaient pas nommé un seul monarchiste. Prim, élu à Madrid et à Tarragone, avait échoué, ainsi que l'amiral Topete, dans cette même ville de Cádiz, qui trois mois plus tôt les acclamait. Il n'en était pas moins vrai que le marquis de Los Castillejos triomphait : ses amis, progressistes et démocrates monarchistes, formaient un groupe compact de cent cinquante à cent soixante députés. L'Union libérale était réduite à soixante-dix ou quatre-vingts représentants, parmi lesquels figuraient quatre fidèles de la monarchie déchue, dont le plus marquant était Cánovas del Castillo. Une trentaine de députés carlistes avaient été élus dans les provinces du Nord.

Dès lors la solution théorique de la révolution dans le sens d'une monarchie libérale ne fait plus de doute. Mais pour la solution pratique, pour le choix d'un souverain, on peut prévoir les plus grandes difficultés. Sur ce point, les partis qui ont collaboré au renversement d'Isabelle ont des vues absolument divergentes. Serrano, Topete et la majorité de l'Union libérale sont partisans déclarés du duc de Montpensier, que ce soit à lui-même que soit décernée la couronne, ou à sa femme, ou à leur fils aîné, âgé de neuf ans. Cependant, les unionistes eux-mêmes ne sont pas unanimes ; quelques-uns, satisfaits de la chute d'Isabelle, voudraient appeler au trône son fils, le prince des Asturies, Alphonse.

Les progressistes ainsi que la fraction des démo-

crates qui ne se prononce pas pour la république, ont un idéal politique tout autre, qu'ils caressent depuis de longues années. Ils rêvent de réunir sous un même sceptre le Portugal et l'Espagne, et déjà en décembre 1865, en acclamant bruyamment à Madrid le roi Dom Luiz, c'était en faveur de l'Union ibérique qu'ils manifestaient. La révolution faite, il semble que leur rêve va pouvoir se réaliser, soit qu'ils donnent la couronne d'Espagne à Dom Luiz ou qu'ils l'offrent à son père, le roi veuf de Portugal, Ferdinand de Cobourg. Dans le premier cas, c'est l'union immédiate; dans le second, elle est préparée et, par une transition naturelle, s'effectuera à la mort de Ferdinand.

Cependant, un groupe de progressistes tourne déjà les yeux vers l'Italie et songe au duc d'Aoste, Amédée, tandis que d'autres se montrent disposés à investir de la dignité royale le champion du parti, le vieil Espartero.

Ces noms ne sont pas du reste les seuls mis en avant au lendemain de la révolution. Moins d'un mois après le pronunciamiento de Cádiz, avant la mi-octobre 1868, on a parlé du prince héritier de la maison de Hohenzollern, Léopold. Pour le moment, ce ne sont que des propos sans consistance et aucune démarche n'a été faite.

Il faut ajouter qu'à cette époque les noms de plusieurs autres princes allemands furent prononcés : ceux du prince Frédéric-Charles de Prusse, du prince Philippe de Cobourg, de l'ar-

chiduc Charles d'Autriche; un unioniste suggéra l'idée de transplanter en Espagne toute la famille royale de Saxe. Il y eut des politiciens qui, dans leurs recherches à travers les généalogies princières du *Gotha*, s'arrêtèrent un instant sur le nom d'un fils de la reine d'Angleterre, sans réfléchir à l'impossibilité de mettre un protestant sur le trône de la catholique Espagne.

*
* *

Le 22 février 1869 l'Assemblée constituante ayant achevé la vérification des pouvoirs, nomma son bureau et choisit comme président Nicolas Rivero, alcalde de Madrid, un des représentants les plus autorisés du parti démocrate. C'était une compensation offerte à ce parti dont aucun membre ne figurait dans le cabinet. Le même jour Serrano résigna les pouvoirs du gouvernement provisoire pour les remettre aux Cortes. Cette remise ne fut faite d'ailleurs que pour la forme et le cabinet fut reconstitué tel qu'il était.

Dans cette séance solennelle, après l'allocution de Serrano, le marquis de Los Castillejos prit la parole.

Il avait plusieurs raisons pour le faire. D'abord en s'adressant à la Chambre, seul de tous les ministres, après le président du Conseil, Prim donnait à entendre qu'il ne s'effaçait aucunement derrière Serrano et que, sinon en titre, du moins en autorité, il était son égal, plus peut-

être. Ensuite il tenait à ne laisser subsister aucune équivoque sur ses sentiments à l'égard de la dynastie déchue. Ce fut un des rares points sur lesquels il s'exprima nettement et avec une invariable énergie pendant les deux années où il fut au pouvoir : « Bien qu'en politique, déclara-t-il, dire *toujours* ou *jamais* soit chose aventurée, ma conviction est telle à l'égard de cette dynastie que je la crois tombée pour ne se relever jamais. L'histoire présente des cas de rois déchus de telle ou telle manière, mais aucun analogue au présent, où la dynastie a été rejetée à l'étranger par la force de l'opinion du pays ; de là ma conviction qu'elle ne reviendra jamais, jamais, jamais. Et que ceci serve de réponse à ceux qui, non sans mauvaise intention, m'ont supposé des plans de restauration en faveur de D. Alphonse de Bourbon, parce que j'aurais l'ambition de devenir régent. Celui qui a avancé pareille chose ne me connaît pas. Jamais je n'ai eu d'ambition, ni envié quelque chose ou quelqu'un. Et si jamais je n'ai eu d'ambition, j'en aurai moins encore aujourd'hui, où, par ma situation, je n'ai, dans tous les sens, rien à désirer. Si : une seule chose, et celle-là avec toute la véhémence de mon âme : voir le pays constitué et la liberté assurée... »

A cette déclaration péremptoire, Prim en ajouta une autre ; en termes très suffisamment explicites il affirma dans sa péroraison sa volonté bien arrêtée de ne se jamais compromettre pour

aucun prétendant au trône. Ce fut là sa grande habileté : prévoyant dès le premier jour toutes les difficultés de la solution monarchique, il se refusa toujours, sous couleur de respect pour la volonté nationale, à prendre officiellement position en faveur d'un candidat, quel qu'il fût, de façon à ne lier sa fortune au sort d'aucun.

*
* *

Les Cortes abordèrent leur tâche législative et commencèrent l'élaboration de la Constitution qui devait régir l'Espagne. Dans ce grand débat parlementaire Prim ne rechercha pas les occasions d'intervenir. Lorsque les républicains, lui rappelant ses déclarations inconsidérées de 1867, demandèrent la suppression de la conscription, suscitèrent même des émeutes à ce sujet, il se contenta, sans renier ses promesses passées, d'en reculer la mise à exécution à des temps moins troublés, et il réclama énergiquement le maintien du système en vigueur. D'ailleurs comme ministre de la guerre, et aussi parce que le souci de son autorité le lui commandait, il parut à la tribune chaque fois que l'exigea la défense ou l'intérêt d'une armée dont le dévouement faisait sa force. Mais en général et par calcul il se réservait. Rester silencieux était le moyen le plus sûr de ne point se compromettre vis-à-vis de tel ou tel parti, de les ménager tous et de leur laisser, à chacun, quelque secret espoir

de l'attirer à soi. Si quelque interpellation trop directe le forçait à répondre, il enveloppait sa pensée de réticences, de phrases énigmatiques, et dans cette Chambre où les grands talents oratoires abondaient et se donnaient libre carrière, il évitait de se répandre en longs discours ; du reste il ne réussissait pas dans les développements d'éloquence à la Castelar ; quand il s'y laissait entraîner, bien vite il tombait dans une périlleuse emphase où le clinquant des métaphores cachait mal leur incohérence. Où il paraissait le mieux à son avantage, c'était lorsque, bien maître de lui, dans une forme sinon très châtiée, du moins concise et vigoureuse, il réduisait ses agresseurs au silence par quelque brève riposte, ironique et hautaine.

Tout le temps que dura la discussion du projet de Constitution, élaboré surtout par les membres de l'Union libérale, Prim assista presque muet, et comme désintéressé, à ces débats sur des questions de principes. Il se contenta, lorsqu'il s'agit de la liberté des cultes, de se déclarer, en termes brefs, partisan de cette liberté, n'y voyant, dit-il, comme ministre de la guerre, aucun inconvénient au point de vue militaire.

*
* *

Pendant que les Cortes discouraient, Prim agissait. Le principe monarchique n'était pas encore voté par la Constituante, mais l'adoption

en était si assurée que le choix du monarque préoccupait déjà tous les esprits. Dès le début de 1869, le duc d'Aoste avait fait savoir qu'il déclinait toute prétention au trône d'Espagne, et en réalité il n'y avait à ce moment en présence que deux candidatures sérieuses : d'abord celle du duc de Montpensier, que soutenaient Topete et Serrano ; mais ceux-ci l'avaient compromise, faute d'avoir osé proclamer Montpensier roi, le lendemain du pronunciamiento de septembre. Ils avaient en cela cédé à l'influence de Prim ; or celui-ci, sans se prononcer, était intimement résolu à se mettre en travers de cette candidature, soit, comme on l'a dit, par égard à une promesse faite à l'Empereur Napoléon, soit pour des motifs personnels. La candidature rivale était celle de Ferdinand de Cobourg, père du roi régnant de Portugal. Encore ne peut-on employer que très improprement, en ce qui concerne ce prince, le mot de candidature ; en effet, à la différence de Montpensier, Ferdinand n'avait jamais manifesté aucun désir de se présenter aux suffrages des Espagnols. C'était Prim et un groupe important de progressistes qui étaient les promoteurs de ce projet. A la mi-janvier 1869, M. Fernández de Los Rios avait été envoyé auprès de Ferdinand, avec une lettre signée du marquis de Los Castillejos et de trois autres membres du gouvernement provisoire. Le prince, alléguant ses relations d'amitié avec le duc de Montpensier, prétendit ne pas vouloir se mettre

en concurrence avec lui. Ce n'était qu'une défaite. En réalité ce qui retenait surtout Ferdinand, c'était son goût personnel pour les jouissances paisibles et artistiques d'une vie de dilettante, et son penchant pour cette vie retirée se fortifiait encore du sentiment très vif qu'il éprouvait pour une personne à laquelle sa condition ne permettait pas l'accès du trône. Puis, s'il perdait la rente que lui servait le Portugal, il craignait, connaissant l'instabilité des trônes, de se trouver un jour fort dépourvu.

Ces obstacles ne paraissaient pas insurmontables, et tout d'abord Prim obtint facilement des ministres que des fonds seraient déposés dans des banques étrangères pour servir d'assurance à Ferdinand en cas d'accident politique. Au commencement de mars l'affaire paraissait en assez bonne voie. A Paris, l'ambassadeur d'Espagne, Olózaga, avait obtenu sans peine l'assentiment de l'Empereur. A Madrid, la candidature de Ferdinand pouvait compter sur sept voix sur neuf dans le cabinet. Prim se montrait très satisfait. Aux Cortes, où Castelar lui demandait où était son roi, il railla gaiement l'orateur en lui répondant qu'il en avait trouvé un, et même plus d'un.

Malheureusement pour le marquis de Los Castillejos, Castelar avait raison de douter du succès de ses recherches. Le monarque que Prim croyait avoir trouvé, ne tardait pas à se dérober au périlleux honneur qui lui était offert. Depuis la

réponse faite par Napoléon III à Ológaza, une influence secrète avait prévalu dans l'entourage du souverain, sans doute celle de l'Impératrice qui s'exerça constamment en faveur de l'ex-reine Isabelle et de son fils contre tous les autres candidats possibles au trône d'Espagne. Toujours est-il que l'attitude de l'ambassadeur de France à Lisbonne démentit les paroles d'approbation données par l'Empereur à Olózaga. M. de Montholon peignit si vivement à Ferdinand les conséquences de son acceptation que le prince, rejeté dans l'indécision, expédia auprès de Prim son confident, M. de Soveral. Par l'intermédiaire d'Olózaga le marquis de Los Castillejos demanda des explications à Paris et ne put en obtenir. On espéra plus de succès d'une démarche confiée à M. Tassara, qui se rendait à Londres pour y occuper l'ambassade d'Espagne. Mais celui-ci manqua d'adresse et de tact et finit par prendre les choses sur un tel ton que l'Empereur lui tourna le dos et se retira. Tassara voulut réparer sa faute en demandant à la reine Victoria d'écrire à Napoléon III en faveur de la candidature portugaise. Il ne réussit pas mieux dans cette tentative, ayant indisposé lord Clarendon par la vivacité de ses manières. Il fallut envoyer quelqu'un à Paris pour essayer de dissiper la mauvaise impression laissée par ce trop fougueux diplomate ; mais le gouvernement impérial était buté : ni cet envoyé, ni celui de Ferdinand, M. de Soveral, ni le ministre de Por-

tugal, Saldanha, ne purent, en dix-neuf jours de négociations, gagner M. Rouher aux sentiments que son souverain avait de prime abord manifestés en faveur de cette candidature. Ferdinand saisit avec empressement ce motif pour se désister. On lui avait annoncé l'envoi d'une commission espagnole. Le 5 avril il prévint par un télégramme, dont fut quelque peu blessée la fierté castillane, qu'il n'acceptait pas la couronne d'Espagne et ne pourrait recevoir les délégués.

La désillusion fut sensible pour le général Prim. Il s'était cru si assuré du succès que, sans aller peut-être jusqu'à un engagement formel, — ce qui eût été contraire à ses habitudes de prudence, — il avait sollicité et obtenu de plusieurs unionistes la promesse de leurs voix, en leur faisant espérer que, si Ferdinand se désistait, il laisserait élire Montpensier. Après l'échec de la négociation portugaise, c'est-à-dire au mois d'avril 1869, Serrano, s'empressant de faire fond sur cette espèce de convention, déclara hautement que Montpensier demeurait l'unique espoir des monarchistes. Le marquis de Los Castillejos s'irrita et répudia tout compromis. De là dans le Conseil des récriminations et des dissentiments qui eurent leur répercussion dans les milieux parlementaires : le 10 avril la majorité monarchique tint une réunion pour discuter une proposition de Zorrilla, tendant à déclarer tous les Bourbons et leurs alliés incapables d'exercer une fonction publique en Espagne.

Montpensier était directement visé. Il s'ensuivit une discussion violente. Topete, aussi peu perspicace et aussi peu habile que d'ordinaire à mesurer l'expression de ses sentiments, se laissa emporter à prononcer des paroles désobligeantes pour les démocrates et dut se retirer du ministère quelques jours après. Tandis que Zorrilla lui tendait la pointe sur laquelle l'amiral venait s'enferrer lui-même, ce même Zorrilla entrait en négociations très secrètes avec les hommes influents du parti républicain ; il aurait même esquissé avec eux le projet d'un ministère où seraient entrés avec Prim, Pi y Margall, Castelar et Figueras.

Prim restait en apparence étranger à ces manœuvres dont le but était d'inquiéter les partisans de Montpensier. Quand il vit l'Union libérale redevenue plus maniable par la crainte de le voir passer du côté des républicains, il consentit à la tranquilliser. Le 8 mai il rappela les trois *jamais !* qu'il avait prononcés au sujet de la restauration possible des Bourbons ; il répudia tout engagement avec la minorité républicaine et poursuivit de sa verve ironique ceux qui lui prêtaient le dessein de se faire proclamer lui-même président de la République ou roi d'Espagne.

Les unionistes avaient dû payer d'une capitulation nouvelle ces déclarations rassurantes : il ne fut plus question pour l'instant de pousser la candidature du duc de Montpensier.

*
* *

Cependant l'élaboration de la Constitution touchait à sa fin. Les articles garantissant la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile, consacrant le droit d'association, la liberté des cultes, la liberté de la presse, avaient été adoptés. Le 12 mai on en arriva aux articles 32 et 33 : « La souveraineté réside essentiellement dans la nation, de laquelle émanent tous les pouvoirs. — La forme de gouvernement de la nation espagnole est la monarchie. » De ces deux articles, le premier réunissait l'unanimité de l'Assemblée constituante. Le second fut l'occasion d'un débat qui se prolongea huit jours durant. Tandis que pour leur cause, perdue d'avance, les républicains faisaient assaut de talent et d'éloquence, Prim impassible et mystérieux assistait sans prononcer une parole à cette lutte ardente. Dans la nuit du 20 au 21 mai 1869, le principe monarchique fut proclamé par 214 voix contre 71.

Il s'en fallait que ce vote apportât la solution de la crise révolutionnaire. Le gouvernement demeurait aussi embarrassé que jamais pour trouver un prince. Il était même si peu probable de voir ses recherches aboutir à bref délai que la majorité libérale se rallia à l'idée d'établir provisoirement une régence. Les républicains exultèrent. « Pour nous, s'écria l'un d'eux,

Abarzuza, avec votre régence c'est un grand triomphe moral que vous allez nous faire remporter, parce que cette régence ne saurait démontrer autre chose que l'impossibilité où vous êtes de fonder cette monarchie que vous avez rêvée. » Au cours de ce même débat un député de la minorité, qui cependant avait voté pour la monarchie, Navarro y Rodrigo, passa en revue les diverses candidatures au trône, attribuant à Napoléon III l'échec de chacune d'elles. Si l'Empereur avait repoussé Ferdinand, c'était qu'après avoir laissé faire l'unité italienne et jeter les fondements de l'unité allemande, il ne voulait pas permettre la formation de l'Union ibérique. S'il s'était opposé à la candidature du duc d'Aoste, c'était qu'au moment où commençait à s'agiter la question romaine il redoutait de voir un prince de Savoie sur le trône d'Espagne. Même *veto* du gouvernement impérial contre Montpensier. Et propos à de ce dernier, l'orateur faisant allusion à Prim se demandait si les mêmes adversaires, « formidables par leur habileté, presque invincibles par leur situation », qui avaient su rendre cette candidature impossible, ne s'appliqueraient pas à rendre également impossible toute autre candidature. Quant à la République, à l'instant même où nous la proclamerions, disait-il, Napoléon se jetterait sur nous.

M. Navarro s'exagérait les choses. Sans doute Napoléon III venait de faire échec à la candidature de Ferdinand, et de toutes les solutions la

seule qui l'eût complètement satisfait, ç'eût été la restauration des Bourbons, en la personne du prince Alphonse, avec une régence jusqu'à sa majorité. « Ce régime, écrivait alors l'Empereur, ressemblerait fort, pendant sept ou huit ans, à une République où les agents pourraient être changés par le vote des Cortes, et le prince des Asturies ne serait que l'enfant chargé d'occuper un poste auquel aucun ambitieux ne peut prétendre. » Cependant dans cette même note personnelle, faisant allusion à la candidature Montpensier, qui, cela est certain, lui était peu sympathique, le souverain ajoutait : « Si le duc de Montpensier est régulièrement élu par la nation espagnole, nous n'aurons rien à dire. » Quant à la solution républicaine, l'Empereur était très éloigné de vouloir la combattre par la force ; c'était pour l'Espagne même, et l'événement devait lui donner raison, qu'il y découvrait des dangers : « Si l'Espagne, écrivait-il dans cette même note, pouvait supporter l'état républicain sans courir le risque de voir son unité nationale compromise par la reconstitution de royaumes indépendants, c'est ce qu'elle aurait de mieux à faire ;... mais puisque la République n'est pas possible, tout ce qui s'en rapproche le plus nous semble ce qu'il y aura de plus profitable. » C'était dans cette pensée qu'il préconisait l'élection du prince Alphonse et l'établissement d'une régence.

Sur ce dernier point, après les déclarations

retentissantes du général Prim, l'entente entre l'Empereur et lui était impossible. Mais le marquis de Los Castillejos n'avait pas encore perdu tout espoir de trouver une solution qui pût être agréée aux Tuileries. Aussi répondit-il de très haut au discours de M. Navarro, laissant tomber d'elles-mêmes ses accusations contre le gouvernement impérial. Il attribua aux goûts un peu égoïstes du roi Ferdinand son refus d'accepter la couronne. Puis il se défendit d'être, dans son for intérieur, opposé au succès de toute candidature. « Il a été fait, dit-il, tout ce qui était possible ; personne n'a mis de difficultés à ce qu'il vînt un prince, et nous continuerons à en chercher un, et nous le trouverons, ou, pour mieux dire, nous l'avons déjà trouvé. Si nous ne le présentons pas maintenant, MM. les députés savent-ils pourquoi ? Parce qu'il est très difficile que, dans l'état de trouble où nous sommes, quelqu'un veuille venir régir les destinées de cette nation. Mais cette situation intérimaire aura une fin, et elle l'aura grâce à la régence. C'est pour cela que j'ai un si grand désir de voir voter ce projet ; et quand cela sera fait, quand le pays sera redevenu tranquille, je suis sûr que, non pas un, mais plusieurs candidats brigueront la couronne d'Espagne. »

Prim avait une autre raison de souhaiter l'établissement de cette régence intérimaire, qu'il voulait faire décerner à Serrano. Forcé de se restreindre à l'exercice des droits d'un monarque

constitutionnel, avec des attributions limitées et dont les Cortes lui enlevèrent même les principales, Serrano était neutralisé. Il se trouva, selon l'expression de Castelar, enfermé dans une cage d'or, tandis que Prim, désormais plus libre de ses mouvements, saisissait les rênes du pouvoir exécutif. Le jour où Serrano prêta serment comme régent, le 18 juin 1869, Prim devint en effet président du Conseil. Il formait le lendemain un ministère où figuraient, à peu près également, progressistes et unionistes : Topete, Silvela, Herrera, Figuerola, Sagasta et Zorrilla. Lui-même se réservait le portefeuille de la guerre. Le 19, il fit aux Cortes sa déclaration ministérielle : à l'intérieur, il maintiendrait l'ordre énergiquement; à l'extérieur, reprenant une idée qu'il avait déjà préconisée à son retour du Mexique, il s'efforcerait de renouer les relations avec les républiques hispano-américaines et de leur donner le caractère de plus grande cordialité possible ; à la majorité de la Chambre, il demandait de rester unie ; et enfin, s'adressant aux républicains, il les priait, en considération des libertés déjà acquises, de ne pas se cantonner dans une opposition systématique.

Cette avance aux députés de la gauche était déjà à remarquer. Quelques jours plus tard, une démarche de Prim parut en accentuer la signification. Les républicains célébrèrent à Madrid, par une grande réunion, la date commémorative de l'insurrection du 22 juin 1866, si durement

réprimée par O'Donnell. Serrano n'eut pas la hardiesse de se montrer et de prononcer des paroles d'apaisement et d'oubli. Prim parut à l'improviste à l'endroit où se faisait la manifestation. Il salua les drapeaux républicains, échangea quelques mots avec plusieurs des assistants, sans toutefois prendre publiquement la parole, et se retira. Cette manière d'agir était à la fois mesurée et assez naturelle de la part d'un homme qui avait été aussi lié que lui avec les auteurs de la journée du 22 juin. Cependant les unionistes s'en effarouchèrent. Le ministre Herrera eut la hardiesse de publier une circulaire interdisant les manifestations soi-disant contraires aux principes de la Constitution. C'était un blâme à l'adresse du président du Conseil. L'Union libérale s'était peut-être imaginé qu'une fois son chef revêtu de la régence, elle pouvait braver Prim. Celui-ci avait pénétré cette pensée et ne cherchait qu'une occasion de rappeler l'Union au sentiment de son impuissance. Une simple manœuvre de la politique de bascule, familière au général, suffit pour amener les unionistes à récipiscence. Prim commença par se rapprocher des démocrates, dont un des *leaders*, Martos, attaqua la circulaire Herrera. En même temps, Zorrilla reprenait avec les républicains ses négociations laissées en suspens ; un programme de conciliation fut ébauché, comportant la revision de l'article constitutif de la monarchie. Pi y Margall hésitait, assez légitimement, ayant peine à croire

à la sincérité de ces ouvertures. C'en fut assez pour que la chose s'ébruitât. L'Union libérale, une fois encore, se soumit. Herrera fut sacrifié, et le 13 juillet Prim reconstitua un ministère où il introduisit avec ses deux fidèles, Sagasta et Zorrilla, trois unionistes : Topete, Silvela et Ardanaz, et deux démocrates-monarchistes, Echegaray et Becerra. Beaucoup plus proches des progressistes que de l'Union libérale, ces deux derniers apportaient à Prim un sérieux appoint. Pour la première fois, le cabinet réunissait les trois grands partis libéraux ; du fait de l'introduction des démocrates, son centre de gravité se trouvait sensiblement déplacé : il inclinait moins vers la droite, mais les unionistes avaient eu si peur de le voir passer brusquement à gauche qu'ils surent encore gré au marquis de Los Castillejos de s'être arrêté dans cette évolution, et docilement ils acceptèrent l'avertissement qu'il leur adressa en déclarant publiquement que, si l'entente de la majorité monarchique venait un jour à se rompre, ce ne serait pas lui, mais eux, que le pays devrait rendre responsables de ce malheur.

Deux jours après, le 15 juillet, les Cortes se prorogeaient au 1er octobre, laissant Prim maître absolu de la situation.

VIII

LES DÉBUTS DE LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN. LA CANDIDATURE DU DUC DE GÈNES.

1869

Depuis l'échec des négociations entamées auprès du roi Ferdinand, c'est-à-dire depuis les premiers jours d'avril 1869, après une ouverture faite sans succès auprès de Victor-Emmanuel pour lui demander le duc d'Aoste, il ne s'était manifesté aucune candidature sérieuse au trône d'Espagne. Il n'y avait guère à insister auprès de Ferdinand : par son mariage morganatique, le 10 juin 1869, avec la cantatrice Elise Hensler, créée comtesse d'Edla par le roi de Prusse, le prince avait affirmé de nouveau son désir de ne pas rentrer dans la vie publique. Le seul candidat qui ambitionnât vraiment la couronne, le duc de Montpensier, était si peu populaire que Prim avait consenti à le laisser rentrer en Espagne. Les nouvellistes en quête de combinaisons s'ingéniaient et proposaient les uns la princesse Amélie, fille de Montpensier, d'autres le duc d'Alençon ou un prince d'Orléans, Ferdinand-Marie, âgé de dix ans. Dans l'entou-

rage de Prim on penchait pour une candidature italienne, le duc d'Aoste ou le duc de Gênes. Quelques partisans de l'Union ibérique s'obstinaient et demandaient la couronne pour le roi Dom Luiz lui-même ; ils menèrent tant de bruit autour de ce projet que Dom Luiz crut devoir protester, le 26 septembre 1869, de sa ferme intention de vivre et de mourir Portugais.

Restait enfin une candidature dont il avait été épisodiquement question à deux reprises : celle de Léopold de Hohenzollern. Quelques journaux l'avaient mise en avant dès le mois d'octobre 1868. Puis il n'en fut plus parlé jusqu'au printemps de 1869. A ce moment, dans l'entourage même de l'impératrice Eugénie, on aurait mis en avant le nom du prince Léopold, qui vint alors à Paris, ou celui de son jeune frère, Fritz. En Espagne, le seul indice qu'il ait été songé alors au prince héritier de Hohenzollern se trouve dans une brochure, publiée au mois de février, dans laquelle un député de l'Union libérale, Salazar, partisan décidé de Ferdinand de Portugal, signalait à l'attention de ses compatriotes, mais en seconde ligne seulement, Léopold de Hohenzollern. Il semble avéré que Prim, qui, jusqu'au 5 avril, put conserver l'espoir de faire triompher la candidature portugaise, ne tenta à cette date aucune démarche auprès des Hohenzollern.

A cette époque l'Espagne n'avait pas d'ambassadeur à Berlin. M. Rances y Villanueva, qui avait occupé le poste l'année précédente et que

le gouvernement provisoire avait transféré en Autriche, vint directement de Vienne présenter ses hommages au roi Guillaume, à l'occasion de sa fête (22 mars 1869), et resta cinq jours à Berlin. Cette visite, coïncidant jusqu'à un certain point avec la renaissance de bruits favorables à la candidature Hohenzollern éveilla l'attention de notre ambassadeur en Prusse, M. Benedetti. Celui-ci, en l'absence de Bismarck, s'en ouvrit au sous-secrétaire d'État des affaires étrangères, M. von Thile. Le sous-secrétaire lui donna l'assurance la plus formelle qu'il n'avait eu, « à aucun moment, connaissance d'une indication quelconque pouvant autoriser une semblable conjecture ». Il lui déclara que M. Rances n'y avait fait aucune allusion dans les deux entretiens qu'il avait eus avec Bismarck et qui avaient porté sur la situation en Espagne ; M. Rances avait exprimé l'opinion que les Cortes éliraient le roi Ferdinand, qui refuserait ; la majorité se partagerait alors entre le duc de Montpensier et le duc d'Aoste, et le premier finirait par l'emporter.

On est en droit de se demander si la démarche de M. Benedetti était justifiée et si même elle ne révéla pas à Bismarck un point sensible où il lui serait aisé, le cas échéant, de piquer au vif la susceptibilité du gouvernement impérial.

En effet, jusqu'à présent, rien n'autorise à croire que le voyage de M. Rances ait été entrepris avec l'arrière-pensée que lui prêta M. Benedetti. Inversement, certains indices donnent à

penser que ce fut la Prusse, ou plutôt Bismarck qui, très peu de temps après l'entretien de M. Benedetti avec M. von Thile, manœuvra de façon à agir sur le gouvernement espagnol, soit en lui suggérant l'idée de cette candidature, s'il ne l'avait pas eue, soit, s'il l'avait eue mais sans s'y arrêter, en ramenant sur elle son attention.

En effet, en avril 1869, l'agent confidentiel que Prim avait envoyé en janvier auprès du roi Ferdinand de Portugal, Fernández de Los Rios, recevait une lettre, en date du 16, du marquis de Niza ; ce gentilhomme portugais, ami de Prim, faisait part à Fernández de Los Rios d'une conversation qu'il venait d'avoir avec l'ambassadeur d'Italie à Lisbonne ; ce dernier l'avait engagé à profiter de ses relations d'amitié avec Prim pour lui inspirer la pensée de s'adresser à Léopold de Hohenzollern. Le 22 du même mois, ce même marquis de Niza offrait d'écrire à Bruxelles à quelqu'un qui pourrait faire sonder le prince. Le 30, il rendait compte à Fernández de Los Rios d'une nouvelle conversation sur le même sujet avec l'ambassadeur d'Italie ; sur l'objection que le cabinet espagnol, déjà fort contrarié du refus de Ferdinand, ne pouvait s'exposer à la légère à un second échec, l'Italien avait conseillé de faire des ouvertures secrètes, à Bismarck d'abord, à la famille de Hohenzollern ensuite. Enfin dans une autre lettre, du 7 mai, le marquis de Niza écrivait que le vicomte de Seissal, ministre de Portugal en Belgique, ré-

cemment de retour à Lisbonne, lui avait de son côté conseillé d'indiquer à Fernández de Los Rios la candidature du prince allemand. La Prusse, lui avait-il dit, la verrait avec plaisir ; quant à Napoléon III, il la préférerait encore à celle de Montpensier et en tout cas n'oserait s'y opposer. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que le prince Léopold était gendre du roi Ferdinand de Portugal.

Pour l'instant ces suggestions restèrent sans effet, mais on ne peut en relever la trace sans se demander si ce n'est pas à M. de Bismarck qu'il faut en faire remonter l'origine.

Exactement à la même époque, M. Benedetti, mandé à Paris par l'Empereur, quitta Berlin pour quelques semaines. En son absence la *Gazette d'Augsbourg* publia, le 26 avril 1869, une correspondance soi-disant envoyée de Paris, et qui, faisant allusion à Léopold de Hohenzollern, annonçait que les Espagnols se félicitaient d'avoir trouvé un prince jeune, intelligent, apparenté par sa mère et sa grand'mère à la famille impériale de France. N'était-ce pas un communiqué officieux, inspiré par le ministère prussien, et destiné à sonder l'opinion sur l'impression que produirait en France cette candidature ? La réponse vint aussitôt. Le journal *la France* s'empressa de sonner l'alarme. C'était une indication. Elle fut confirmée à M. de Bismarck par une conversation que M. Benedetti eut avec lui dans les premiers jours de mai. Notre ambassadeur

avait reçu les confidences de l'Empereur : « La candidature du duc de Montpensier, lui avait dit Napoléon, est purement antidynastique, elle n'atteint que moi, et je puis l'accepter ; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale, le pays ne la supportera pas, et il faut la prévenir. » L'erreur capitale de l'Empereur et de son gouvernement fut de vouloir prévenir cette candidature en Prusse au lieu de s'adresser amicalement au gouvernement espagnol. Prim n'avait pas songé encore, sérieusement au moins, à cette candidature, et comme nombre de témoignages indiquent qu'il n'eut jamais l'intention de braver Napoléon III, il est probable qu'il se fût tenu pour averti.

Au contraire la démarche de M. Benedetti auprès de Bismarck, démarche qui n'était en somme qu'une tentative d'intimidation, ne prévint pas ce que l'on voulait empêcher. Non seulement Bismarck ne fut pas intimidé, mais de cette conversation il rapporta la conviction que cette candidature déplaisait assez à l'Empereur pour créer un *casus belli*. Ce *casus belli* que son habileté prévoyante ou la simple maladresse de notre diplomatie venait de lui fournir, il le mit en réserve pour le trouver sous sa main le jour où il lui plairait de s'en servir. Ce moment n'étant pas encore venu il donna de bonnes paroles à M. Benedetti, mais quand notre ambassadeur voulut lui arracher quelque phrase engageant l'avenir, il se déroba.

La candidature du prince Léopold ne prit donc pas corps à cette époque. Peut-être même Bismarck estima-t-il que le silence se faisait trop complètement sur cette affaire, car, le 14 juillet 1869, un banquier berlinois écrivit au régent Serrano, pour lui faire valoir les avantages de cette candidature.

Ce ne fut cependant qu'à la mi-septembre qu'une première démarche fut faite par le député Salazar y Mazarredo auprès du prince Charles-Antoine de Hohenzollern, père de Léopold. Le 17, à la Weinburg, l'ambassadeur de Prusse en Bavière, M. von Werthern, présenta Salazar au prince Charles-Antoine et à son fils aîné, en leur annonçant que le député espagnol venait offrir la couronne à ce dernier. Deux jours après, une nouvelle rencontre était ménagée entre Salazar et le vieux prince, qui cette fois avait avec lui son second fils, le prince de Roumanie. Il faut croire que, si Salazar avait l'idée bien arrêtée d'obtenir l'assentiment d'un Hohenzollern, son choix sur la personne n'avait rien d'absolu, car dans cette deuxième entrevue il fit des ouvertures fort peu dissimulées à Charles de Roumanie.

Le prince Charles déclina vivement ces offres et il ne fut plus question de lui. L'après-midi de ce même jour Salazar revit Léopold. Celui-ci mit à son acceptation des conditions qui équivalaient presque à un refus et ce fut avec une réponse assez peu encourageante que Salazar repartit.

Cela ne l'empêcha pas cependant de publier le 28 octobre une nouvelle brochure où il s'efforça de faire valoir les mérites particuliers qui recommandaient la candidature du prince Léopold.

Il ne semble pas douteux que Salazar ait été, en Espagne, le promoteur de cette négociation. Fut-ce de son propre mouvement ou bien ne fut-il qu'un instrument, inconscient ou non, obéissant à une suggestion étrangère ? Nous manquons des moyens de l'éclaircir. Quant à Prim son rôle, au début de cette affaire, fut purement passif. Après avoir réprimé avec rudesse une tentative de soulèvement des carlistes, en juillet, il s'était rendu à Vichy dans les derniers jours d'août. Salazar vint l'y trouver. Prim le laissa aller en Allemagne, mais sans l'autoriser par aucune mission, même officieuse. Du reste, à ce moment précis, il poursuivait d'autres négociations : il tentait de renouer avec Ferdinand de Portugal, et, sans doute peu confiant dans le succès de ces pourparlers, il pressentait l'Empereur, qui le reçut à Saint-Cloud le 17 septembre, sur l'accueil qu'il ferait à la candidature du duc de Gênes, neveu de Victor-Emmanuel.

Ce prince avait quinze ans ; il terminait son éducation dans le pays alors le plus libéral de l'Europe, en Angleterre ; avant d'arriver à l'âge d'exercer dans leur plénitude ses droits de souverain, il aurait le temps de se naturaliser espagnol, et en attendant il resterait sous la tutelle de Prim, ce qui n'était pas pour déplaire à l'ambitieux mi-

nistre. Il réunissait donc des conditions qui rendaient sa candidature très acceptable, et lorsqu'aux avances faites secrètement auprès de Ferdinand de Portugal, le roi eut répondu par un nouveau refus, Prim n'hésita plus à offrir au neveu de Victor-Emmanuel, la couronne d'Espagne.

*
* *

Battus aux Cortes sur la question constitutionnelle, les républicains avaient résolu d'en appeler au pays et de susciter un mouvement populaire en novembre. Un accident tragique précipita la collision. Le 20 septembre, il se produisit à Tarragone une bagarre, à l'occasion d'une manifestation républicaine, et le secrétaire du gouverneur civil fut sauvagement assassiné par la foule. Le gouvernement ordonna aussitôt le désarmement de la milice de Tarragone, dont l'attitude avait manqué de décision. Cette mesure inquiéta les *Volontaires de la liberté* de Barcelone. Ils protestèrent. Prim, à peine de retour de son voyage en France, s'empressa de saisir l'occasion d'en finir avec un corps dont il pouvait toujours redouter quelque intervention dangereuse dans la politique. Il donna l'ordre de faire déposer les armes aux volontaires barcelonais. Il y eut une tentative de résistance et l'on en vint aux mains dans la nuit du 26 septembre. Cette échauffourée fut suivie de quelques autres du même genre en province.

Ce fut dans ces circonstances que s'ouvrit la seconde session des Cortes constituantes. Le 2 octobre Prim se leva pour rendre compte à la Chambre de l'état de perturbation où se trouvait le pays. Il demanda et obtint la suspension des garanties constitutionnelles. Aussitôt Castelar et les républicains modérés, qui pendant quatre jours venaient de lutter contre l'adoption de cette mesure, déclarèrent qu'ils cesseraient d'assister aux séances jusqu'au moment où seraient rétablies les libertés suspendues. C'était un nouveau *retraimiento*. Prim eût souhaité empêcher cette rupture complète entre la minorité et la majorité de la Chambre. Il prit la parole et pour exprimer le chagrin poignant que lui causait cette lutte fratricide il se haussa à une élévation d'éloquence qui ne lui était pas habituelle. Cette retraite serait une déclaration de guerre ouverte. « Cette guerre, dit-il, je ne la voudrais pas ; cette guerre, j'ai fait tout ce qui était humainement possible pour l'éviter. M. Castelar et ses amis me rendront cette justice de se rappeler que, depuis que sont réunies les Cortes constituantes, pas une seule fois les membres de la minorité républicaine n'ont eu à se plaindre de moi, parce qu'il n'est pas sorti de mes lèvres une parole qui ait pu les offenser, soit dans leur collectivité, soit dans leurs personnes... »

Pour éviter cette retraite qu'il ne put empêcher et qu'il s'appliqua à ne pas laisser se prolonger, Prim avait ses raisons particulières :

c'était par la crainte de la minorité républicaine et par elle seule qu'il pouvait maintenir aux Cortes la cohésion de sa majorité.

*
* *

Sans se préoccuper du peu d'empressement avec lequel Victor-Emmanuel et son ministre Menabrea avaient accueilli ses propositions relatives au duc de Gênes, Prim avait commencé une campagne parlementaire en faveur du jeune prince. Dans une réunion de la majorité monarchique, le 1er octobre, la candidature avait été posée. Le 30, dans un scrutin d'essai, elle réunissait 128 voix contre 52. Aussitôt Silvela et Ardanaz, unionistes et partisans du duc de Montpensier, se retirèrent du ministère. Quelques jours après, le 6 novembre, en dépit des instances de Prim, l'amiral Topete lui remettait sa démission. Le comte de Reus se trouva dans une posture assez embarrassante. Il avait donné sa parole à Topete, il avait déclaré devant les Cortes que, si l'amiral se retirait, lui-même quitterait le pouvoir. Il lui fallait se démettre ou revenir sur sa parole. Pris entre son amour du pouvoir et cette rigide loyauté dont il aimait à faire parade, il préféra prendre un biais et faire la Chambre juge du cas. Il s'accusa de s'être, dans un mouvement irréfléchi, pour retenir Topete, engagé avec une légèreté coupable. Etait-il plus expédient pour la chose publique

qu'il se retirât ou qu'il fît, devant la Patrie, le sacrifice de cette parole? Des voix s'élevèrent pour lui demander de rester et Prim resta : les bancs de l'opposition républicaine étaient vides ; personne ne se dressa pour condamner, tout au moins pour railler cette misérable comédie.

Deux mois avant cette scène, un député unioniste écrivait : « Arbitre absolu des destinées de la Patrie comme l'est le comte de Reus, la nation et les partis attendent avec anxiété la solution qui parviendra enfin à mériter son appui, car c'est dans cet homme politique que résident aujourd'hui le pouvoir et la volonté de diriger les destins de la Révolution. » C'était exact. Jamais depuis longtemps homme n'avait exercé en Espagne un empire égal au sien. La soumission de la Chambre dans cette séance du 8 novembre en était la preuve éclatante, et il fallait, ou que vraiment Prim ne fût pas ambitieux du rang suprême, ou que son esprit demeurât bien ferme et bien lucide pour ne pas se laisser tenter et pour garder conscience encore des périls d'un coup d'État.

Le fait est que tous ses efforts, en ce moment de crise, tendaient à réprimer par les moyens les plus énergiques l'insurrection républicaine, de façon à rendre possible, par une prompte pacification du pays, la solution monarchique à laquelle il travaillait. Le 10 décembre, il jugeait l'ordre assez solidement assuré pour déposer ses pouvoirs exceptionnels et pour ramener ainsi

aux Cortes la minorité républicaine, dont il pouvait avoir besoin pour tenir en bride les unionistes. A en juger par son attitude et celle de ses collègues, la présentation du duc de Gênes aux suffrages de la Constituante semblait prochaine. Le 17 décembre, le ministre des affaires étrangères, Martos, faisait informer officieusement les puissances des chances croissantes de cette candidature. Aux vacances de Noël, Zorrilla entreprenait une campagne en Aragon pour échauffer l'enthousiasme populaire.

Les choses en étaient là, lorsque le 3 janvier 1870 une réponse péremptoire du roi d'Italie réduisit à néant les espérances de Prim. La mère du duc de Gênes s'était obstinément refusée à laisser son fils monter sur le trône des Rois Catholiques. « Si vous laissez votre fils passer en Espagne, lui avait-on dit, alors, Madame, priez pour votre fils. » C'était donc à un refus absolu du jeune duc et de sa mère que s'était heurté Victor-Emmanuel lorsqu'il leur avait transmis les offres officieuses du gouvernement espagnol.

Etait-ce fatalité ? Etait-ce effet de certaines influences étrangères? N'y avait-il pas une puissance voisine dont le désir était de voir Prim acculé à la nécessité d'une restauration, tandis qu'une puissance rivale, dans un but secret, cherchait à attirer son choix sur un prince de sa maison royale ? Toujours est-il que le champ où pouvaient s'étendre ses recherches se rétrécissait singulièrement.

IX

LA SITUATION POLITIQUE EN 1870.

Deux des ministres, Martos et Zorrilla, s'étaient compromis en faveur de la candidature du duc de Gênes. Ils se retirèrent. Prim ne se jugea pas atteint par cet insuccès. Toujours il avait prétendu que, respectueux observateur de la volonté de l'Assemblée, il n'entendait pas lui dicter un choix, mais simplement faciliter sa tâche en lui proposant des candidats, et, de cette question, qui primait toutes les autres, il se refusait à faire, pour lui, une question de cabinet. Cependant il accepta les démissions de Martos et de Zorrilla, qui lui permirent de remanier le ministère.

Depuis deux mois, l'alliance intime entre les progressistes et les démocrates monarchistes était un fait accompli, et ces deux fractions de la majorité réunies avaient formé ce qu'on appela dès lors le parti *radical*. Or il était un homme dans ce parti dont Prim tenait à s'assurer le concours plus direct : c'était l'ancien chef des démocrates, Rivero, alcalde de Madrid et commandant des *Volontaires de la liberté*, président

des Cortes. Rivero exerçait une grande influence sur la population madrilène, et c'était surtout à lui qu'on était redevable du calme maintenu dans la capitale aux journées les plus menaçantes de la révolution. C'était une puissance que Prim avait intérêt à s'associer en même temps qu'il se la soumettait. D'autre part, c'était une perte pour la popularité du ministère que de ne plus compter parmi ses membres le héros du pronunciamiento de septembre, l'amiral Topete. Prim réussit à convaincre Rivero et Topete et à les faire entrer dans un ministère de concentration où se trouvèrent représentées les diverses fractions de la majorité.

Ce cabinet, qui, selon l'expression d'un homme politique aurait dû avoir « un pouvoir titanique », consuma ses forces dans les luttes épuisantes du parlementarisme. En dépit des apparences de concorde, entre les hommes de l'Union libérale et les radicaux subsistait un antagonisme latent qu'exaspérait la prolongation indéfinie de l'intérim. A qui écherrait enfin cette couronne qui, depuis un an, s'offrait à des têtes princières qui se dérobaient ? Chaque jour Prim devenait plus énigmatique. Les républicains se demandaient s'il ne finirait pas, de guerre lasse, par se laisser attirer dans leur camp, entraînant à sa suite tout le parti radical, dévoué à sa personne, tandis qu'à l'autre extrémité de la Chambre, les conservateurs libéraux, de peur de se l'aliéner sans retour, n'osaient pousser vigoureusement leur campagne en faveur de Montpensier.

Au mois de mars, Castelar fit au Cortes un tableau saisissant de la situation : Prim annihilait, en se les subordonnant, tous les talents, toutes les forces intellectuelles du pays; et au profit de quelle politique? On ne savait. On avait vu bien des présidents du Conseil avoir une mauvaise politique; il n'y avait que Prim qu'on avait vu n'en avoir aucune. Sur la question même des candidats, le général prétendait n'avoir pas d'opinion? Pourtant, qu'il se rangeât pour ou contre telle ou telle candidature, il en décuplait ou en annulait les chances.

Son système c'était, par le mystère de sa politique, de donner de l'espoir à tous les partis pour les tenir tous en bride. S'il ne précise ses idées, concluait Castelar, s'il ne résout les problèmes posés, devant le mécontentement de tous contre son autorité il ira à la dictature et, malgré lui, il deviendra un Iturbide ou un Rosas. Qu'il choisît donc une politique à droite ou à gauche, conservatrice ou démocratique, mais qu'il en choisît une, sans quoi le pays, ballotté de l'anarchie à la dictature, finirait par tomber dans l'horreur d'une restauration.

Cette fois le discours de l'éloquent tribun n'était pas seulement une brillante déclamation. Il avait touché juste. Non seulement tout demeurait en suspens, mais la majorité même semblait près de se disloquer. On le vit quelques jours après, lors de la discussion d'une loi de finance proposée par Figuerola. La situation du trésor

était des plus obérées. Prim avait pensé pouvoir boucher le déficit en prêtant l'oreille aux propositions des États-Unis qui offraient d'acheter Cuba révoltée, mais pressentant une explosion d'indignation patriotique il avait dû couper court à ces pourparlers et rassurer le sentiment national par sa fameuse déclaration : « Cuba ne se vend pas, parce que sa vente serait le déshonneur de l'Espagne et qu'on peut vaincre l'Espagne mais non la déshonorer. » Faute des ressources qu'eût procurées cette cession, le ministre des finances en était réduit à des expédients dont l'Union libérale, par l'organe de Silvela, dénonça le péril. Le débat prit des proportions inattendues. Dans la séance de nuit du 19 mars 1870, Prim intervint avec une vivacité qui n'était pas dans ses habitudes. Il laissa entendre que la majorité, en se divisant, risquait de faire échouer une négociation en cours relativement à une candidature au trône. Il le prit de très haut avec l'Union libérale, l'accusa d'avoir de longue main préparé cette attaque. « Vos seigneuries, s'écria-t-il, présentent la bataille, et pour terminer il ne me reste qu'à dire : Radicaux en garde ! qui m'aime me suive ! »

Cette péroraison belliqueuse fit dans la Chambre un effet profond. Topete quitta à l'instant le banc ministériel et le lendemain donna sa démission. Le cabinet resta vainqueur mais ne l'emporta que de six voix sur la coalition hétéroclite des libéraux, des carlistes, des

alphonsistes et des républicains ligués contre lui.

Cet incident et d'autres encore manifestèrent clairement la mauvaise humeur de l'Union libérale, qui s'irritait de voir la candidature de Montpensier de plus en plus compromise. Le duc avait commis l'erreur de se présenter à la députation à Oviedo et Avila, en janvier, et il avait été battu. Le duel tragique dans lequel il venait de tuer son cousin, l'infant Henri de Bourbon, le 13 mars, avait fait sur le peuple la plus fâcheuse impression. Prim le sentait si peu redoutable qu'il avait jusqu'alors dédaigné de le combattre, ouvertement au moins, et que plus d'une fois il l'avait défendu contre les républicains. Lorsqu'il se vit en butte aux attaques sournoises de l'Union libérale il résolut d'en finir avec ce candidat gênant, dont les intrigues maintenant jetaient le trouble dans la majorité et contrariaient ses négociations particulières.

Il subsistait encore parmi les progrèssistes un groupe qui, fidèle au souvenir du passé, désirait voir couronner Espartero. Le 13 mai, Prim adressa au duc de la Victoire une lettre officielle où il lui offrit la royauté, mais en termes si peu pressants qu'Espartero ne put que décliner la proposition. Après avoir donné cette satisfaction platonique à ce groupe et s'être ainsi assuré de son concours, Prim fit naître, à la fin de mai, l'occasion d'exécuter Montpensier.

La commission chargée d'élaborer la loi sur le mode d'élection du monarque déposa un

projet qui exigeait simplement que le candidat au trône réunît la majorité absolue des suffrages de la Chambre, à condition que celle-ci fût représentée au minimum par la moitié plus un de ses membres. Un ami de Prim s'empressa de déposer un amendement aux termes duquel le roi ne pouvait être élu que par une majorité de la moitié plus un des membres, non pas présents, mais existants, des Cortes constituantes. Le président du Conseil s'abstint de prendre position ; ostensiblement il vota pour le projet de la commission, mais sans en faire une question de cabinet; ses partisans, surtout les démocrates, dûment avertis, votèrent au contraire pour l'amendement Rojo Arias, que fit triompher l'appoint des voix républicaines. C'était la ruine de la candidature Montpensier, qui ne pouvait espérer rallier jamais aux Cortes une telle majorité. L'Union libérale avoua qu'elle avait perdu la partie et fit sa soumission. Quant au duc, après quelques velléités d'en appeler à un coup d'État, il se retira de la lutte.

Pendant que Prim jouait à la Chambre cette partie décisive, il lui fallait surveiller le pays que menaçaient encore de bouleverser les menées républicaines. Les prétextes demeuraient les mêmes. Au mois de mars, c'était à Madrid les *Volontaires de la liberté* qui, invités à figurer dans une revue de la garnison, hésitaient à s'y rendre, dans la crainte d'être désarmés. Peu après, c'était, comme l'année précédente, une agitation

assez vive qui se produisait dans la capitale et en province à propos de la conscription. Le 13 mars, Prim fut entouré par des manifestants et même une pierre lui fut lancée. En avril, lorsque commencèrent les opérations du tirage au sort, il y eut des troubles à la Corogne, à Séville. A Gracia, un des faubourgs de Barcelone, l'échauffourée dégénéra en combat sanglant. Sans tenir grand compte de la légalité, le gouverneur réprima avec vigueur cette émeute, commencée au cri de : « vive la République fédérale ! », qui pouvait mettre tout le pays en feu. Prim l'approuva. Au fond il lui importait assez peu qu'en un jour d'insurrection son lieutenant eût plus ou moins violé les garanties constitutionnelles en suspendant de sa seule autorité quelques journaux et en jetant en prison quelques journalistes. Il était lui, avant tout et par caractère, un homme de gouvernement, et peut-être assez enclin à ne pas toujours mettre ses actes d'accord avec les principes du pur libéralisme dont il faisait profession. N'était-ce pas à sa bienveillante indulgence, sinon à son inspiration, que l'on pouvait attribuer l'existence d'une association politique, la *partida de la porra,* le parti des gourdins, qui depuis quelques mois faisait à sa façon la police dans Madrid, rappelant assez brutalement au respect du gouvernement les auteurs dramatiques et les écrivains qui s'en écartaient trop ? Si l'on veut justifier dans une certaine mesure des procédés qui n'étaient pas, en effet, très conformes à ses

doctrines, on peut en trouver une excuse dans le désir qu'avait Prim de rétablir et de consolider l'ordre à tout prix, parce qu'il sentait bien que c'était à cette condition seulement qu'il déciderait enfin un prince à ceindre la couronne de Saint-Ferdinand.

Or, cette question pesait de plus en plus lourdement sur la situation. Dans le monde politique, surexcité ou découragé, selon les tempéraments, les imaginations travaillaient pour trouver au moins une solution provisoire. Donnerait-on à Serrano les pouvoirs constitutionnels d'un roi dans toute leur étendue ? Prim n'en restait pas moins, à la tête du pouvoir exécutif, l'homme nécessaire. Substituerait-on Prim à Serrano ? On ne manquerait pas d'accuser Prim d'avoir depuis longtemps visé ce but, d'en viser peut-être un plus élevé encore. De là à la dictature ou à l'exil il n'y avait qu'un pas. Établirait-on une régence triple avec Serrano, Prim et Topete ? Alors c'était l'instabilité ministérielle ; puis il était assez douteux que Prim consentît de lui-même à s'annihiler dans les honneurs et l'oisiveté d'une régence à trois. En réalité c'était une erreur de chercher des solutions à côté. Seule la solution définitive pouvait remédier à l'état de malaise de plus en plus accentué dont souffrait le pays.

X

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN.

1870

Prim sentait fort bien qu'une prolongation démesurée de l'intérim risquait de compromettre l'œuvre de la révolution. Les esprits, lassés du provisoire, pouvaient incliner à le consolider en proclamant la république, ou se résigner à y mettre un terme par une restauration.

Les adversaires du général l'ont accusé d'avoir sournoisement fait tous ses efforts pour retarder indéfiniment la solution de la crise, précisément avec l'intention de devenir ou le président nécessaire et peut-être le César d'un gouvernement républicain, ou le tuteur et le premier ministre perpétuel du prince des Asturies. Ce que l'on sait des négociations de sa diplomatie secrète infirme complètement ces insinuations.

Après l'insuccès de la proposition faite au duc de Gênes, au début de 1870, Prim résolut de s'adresser au prince de Hohenzollern et de reprendre pour son compte la démarche tentée à titre personnel par Salazar y Mazarredo, l'automne précédent. Il envoya Salazar directement

à Berlin, avec des lettres de lui, en date du 17 février, à l'adresse du roi de Prusse, de Bismarck et de Léopold de Hohenzollern. L'affaire se traita à Berlin dans les derniers jours de février et les premiers jours de mars. Bismarck plaida chaleureusement pour l'acceptation, faisant valoir l'avantage de pouvoir compter sur les dispositions amicales d'un peuple posté sur les derrières de la France.

Le prince Léopold et le roi Guillaume lui-même se montrant indociles à son inspiration, il essaya de vaincre leur opposition. Le 15 mars, il se tint à Berlin un conseil, présidé par le roi et auquel assistèrent le Kronprinz, Léopold et son père, Bismarck, Roon, Moltke, Schleinitz, Thile et Delbrück. Les conseillers prussiens se déclarèrent unanimement pour l'acceptation qu'ils présentèrent comme un devoir patriotique. Quant au Kronprinz, il estimait la situation en Espagne bien incertaine ; il avertit à part le prince de Hohenzollern de bien s'assurer que le gouvernement prussien, qui, *pour le moment, entrait dans le projet, peut-être en vue d'atteindre un but particulier,* serait toujours disposé à lui accorder par la suite son appui effectif. Après un pénible combat intérieur, Léopold persista dans son refus. Le prince Charles-Antoine mit alors en avant le nom de son troisième fils, Frédéric. Mandé à Berlin, Frédéric ne se montra pas autrement surpris de la proposition : il arrivait de Florence, où plusieurs conversations avec

l'ambassadeur d'Espagne l'avaient mis au courant de la négociation poursuivie à Berlin. D'ailleurs il déclina l'offre, très résolument, déclarant qu'il ne céderait qu'à un ordre formel, que le roi n'osa donner.

Cependant Salazar, craignant de donner l'éveil par un trop long séjour à Berlin, était revenu à Madrid. La candidature dont il s'était fait l'agent semblait menacée du même insuccès que les autres. Bismarck néanmoins s'obstinait à arracher le consentement de Léopold, et il trouvait un auxiliaire dans le père du prince, auquel il affirmait qu'il y avait là une nécessité politique. A la fin de mars, le prince Charles-Antoine posa des conditions donnant à supposer que, si elles étaient remplies, son fils se résignerait à ceindre la couronne d'Espagne. Il demandait une majorité des deux tiers ou des trois quarts aux Cortes, lors de l'élection, des garanties contre une banqueroute de l'État, enfin le vote préalable de toutes les lois à tendances anticléricales.

Bismarck dépêcha aussitôt en Espagne le conseiller de légation Lothar Bucher et un officier d'état-major, le major von Versen; ils partirent au début d'avril, chargés, l'un d'étudier la situation politique à Madrid, l'autre de parcourir la province et de se rendre compte de la valeur des troupes espagnoles.

Pendant leur voyage, Bismarck tomba malade à Varzin, et le prince Léopold, échappant sans

doute à sa pression, fit envoyer par son père, le 22 avril, un télégramme adressé à Prim par l'intermédiaire de Lothar Bucher. C'était une nouvelle confirmation de son refus. Prim ne voulut pas accepter cette décision comme définitive, mais comme les intrigues de Montpensier et l'indiscipline de l'Union libérale menaçaient de rendre la situation intenable, si une solution rapide de la question monarchique n'intervenait pas, le général se retourna vers le Portugal.

Mandé télégraphiquement de Lisbonne à Madrid, l'ambassadeur d'Espagne, Fernández de Los Rios, reçut de Prim, le 7 mai, des instructions pour renouveler ses démarches auprès de Ferdinand. Le 13 Fernández de Los Rios reprenait les pourparlers avec le roi. Le soir même, il recevait de l'ambassadeur d'Espagne à Paris le télégramme suivant : « Napoléon a écrit à don Fernando, lui faisant savoir qu'il était favorable, et Ollivier enverra une personne de confiance ; vous vous mettrez d'accord... » Évidemment Olózaga, sur un ordre de Prim, avait agi auprès de l'Empereur, et le nouveau Conseil des ministres s'était rendu à la candidature portugaise. Conformément à ce qu'annonçait la dépêche, M. Alfred Ollivier, frère du ministre, arriva à Lisbonne le 19 mai. Il était porteur d'une lettre de Napoléon III au roi dom Luiz, où l'Empereur disait qu'il verrait avec plaisir Ferdinand accepter « le lourd fardeau de la couronne

d'Espagne ». Cette lettre arrivait trop tard. Quatre jours auparavant Ferdinand avait informé Rios qu'il persistait dans son refus. L'arrivée de M. Alfred Ollivier avait de plus coïncidé avec le coup d'État militaire de Lisbonne, qui avait ramené au ministère le maréchal de Saldanha, et le nouveau président du Conseil, quoique favorable aux vues du gouvernement espagnol, était trop mal en cour auprès de Ferdinand pour seconder efficacement les négociations de Prim.

On arriva ainsi aux premiers jours de juin. Prim n'avait plus de candidat. S'il avait écarté ceux qui lui déplaisaient, Montpensier et Espartero, il n'avait pas réussi auprès de ceux auxquels il avait sincèrement offert la couronne. Le 11 juin, il fit une déclaration spontanée aux Cortes. Ce n'est pas chose facile de faire un roi, avoua-t-il, et sur une approbation ironique de Castelar il riposta : « Il y a quelque chose de plus difficile, c'est de faire la république dans un pays où il n'y a pas de républicains. » Ainsi il restait toujours fidèle à l'idée monarchique. Quant à lui il se défendait derechef de toute ambition personnelle ; une fois encore il repoussait l'idée d'une restauration, et, pour se justifier lui-même, il ne trouvait rien de mieux que d'exposer à la Chambre ses négociations auprès de Ferdinand de Portugal, du duc d'Aoste et du duc de Gênes. En termes voilés, il fit allusion à un quatrième candidat : « On me permettra de ne pas prononcer son nom, ajouta-t-il, car ce ne serait pas

prudent : cela pourrait entraîner des complications, et au surplus j'ai engagé ma parole d'honneur... » C'était de Léopold de Hohenzollern qu'il s'agissait. Pour rejeter sur l'Union libérale à la Chambre et sur l'élément démagogique dans le pays la responsabilité de ce nouvel échec, il déclara qu'un émissaire de ce prince anonyme avait assisté à la séance violente du 19 mars dernier, qu'un autre envoyé s'était trouvé en Espagne au moment des troubles de Barcelone, et que, témoins de ces événements, l'un et l'autre s'en étaient retournés sous le coup des impressions les plus pessimistes. Il termina par l'aveu que pour le moment le gouvernement n'avait pas de candidat à présenter à l'Assemblée.

Trois jours après avoir tenu ce langage aux Cortes, le 14 juin, Prim envoyait de nouveau Salazar à Sigmaringen, avec ses pleins pouvoirs. Que s'était-il passé en Allemagne? Le 26 mai le prince Charles-Antoine constatait l'échec de la combinaison espagnole et le dépit de Bismarck. Cependant, écrivait-il, la chose n'est pas encore complètement désespérée. Elle tient encore à quelques faibles fils, mais aussi ténus que des fils d'araignée. Peu après le prince Léopold commençait à fléchir. Il en était à se demander s'il pouvait, en conscience, refuser son concours à un peuple qui voulait se régénérer. Ce changement était dû, au moins en partie, aux instances du major von Versen, qui, revenu d'Espagne dans la première quinzaine de mai, s'était mis à plai-

der avec ardeur pour l'acceptation auprès du kronprinz, puis des princes de Hohenzollern. Par conviction personnelle, peut-être aussi par une intuition intelligente de la pensée de Bismarck, von Versen avait fait un rapport très favorable sur la situation au delà des Pyrénées, sur l'accueil que pouvait espérer du peuple un prince allemand, et aussi sur la valeur de l'armée espagnole. Lothar Bucher appuyait ses dires.

Dès que Léopold parut ébranlé, Bismarck vint à la rescousse, en invoquant les intérêts de l'Allemagne. Enfin, au mois de juin, le ministre prussien écrivit à Prim une lettre où, sous couleur de le consoler de l'échec de sa négociation auprès des Hohenzollern, il lui laissait envisager l'espoir d'un avenir meilleur : cette candidature était en soi excellente; il ne fallait pas la perdre de vue, mais c'était avec le prince même et non avec le gouvernement prussien qu'il fallait traiter. Ce fut, soit au reçu de cette lettre, soit sur une invitation indirecte plus explicite encore, que Prim, au moment même où il venait de déclarer aux Cortes qu'il n'avait plus de candidat, renoua les pourparlers avec les Hohenzollern.

Salazar arriva le 19 juin à Sigmaringen. Il trouva le prince Léopold maintenant disposé à accepter, sous cette seule condition d'obtenir le consentement préalable de Guillaume. En attendant la réponse du roi, le 20, Salazar expédia, par l'intermédiaire de von Versen, deux dépêches, l'une à Prim, lui annonçant l'acceptation

de Léopold, sous réserve de la condition indiquée, l'autre au président des Cortes, Zorrilla, lui disant que lui, Salazar, serait de retour à Madrid le 26, que le vote pourrait alors avoir lieu et qu'une députation de quinze membres de la Chambre devrait ensuite venir à Sigmaringen pour y offrir solennellement la couronne au prince.

Il y aurait eu, dans la transmission ou le déchiffrement de cette seconde dépêche, une erreur. Il aurait été compris que Salazar ne reviendrait à Madrid que le 9 juillet. Les Cortes avaient hâte de se séparer à cette époque déjà avancée du terrible été madrilène. Les retenir eût éveillé des soupçons. Le 21 juin, le gouvernement laissa voter une motion remettant à la discrétion du président de fixer la fin de la session, que Zorrilla déclara close le 23.

Pour la politique bismarckienne, cette prétendue erreur et la fausse manœuvre qui en fut la conséquence étaient déplorables. Pour le succès complet de la machination prussienne, il fallait que la candidature Hohenzollern fût posée devant les Cortes encore en session. Dès lors, aucune reculade, de la part du prince ou de celle de Prim, n'était plus possible. Toute opposition de la France devait avoir pour résultat direct, en blessant chez les Espagnols le sentiment de leur indépendance, de faire immédiatement élire le prince Léopold et d'associer les armes de l'Espagne à celles de la Prusse, si Napoléon, s'en pre-

nant à cette dernière du succès de cette intrigue, se laissait entraîner à lui déclarer la guerre.

C'est ici que nous devons nous demander quel fut le rôle de Prim dans cette affaire. Le général n'avait pas paru attacher grande importance à la première démarche faite par Salazar à la fin de septembre 1869 et avait poursuivi jusqu'au début de 1870 ses négociations en Italie. A quels mobiles, à quelles suggestions obéit-il en écrivant ses lettres du 17 février qui firent entrer la candidature Hohenzollern dans la phase de négociation officieuse ? L'histoire l'ignore jusqu'à présent. A en juger d'après certains indices, Prim aurait été irrité de l'attitude de la presse française, de ses railleries sur ses vaines démarches à la poursuite d'un roi. Il savait aussi que, tout en respectant le droit de l'Espagne à se choisir librement un souverain, Napoléon III, et plus encore l'Impératrice et son entourage, étaient ouvertement favorables à la restauration des Bourbons en la personne du prince Alphonse. Enfin, malgré la correction des rapports de Prim avec le gouvernement impérial, était-il impossible de réveiller chez le général le souvenir des attaques violentes, mêlées d'insinuations traîtresses, dont il avait été l'objet de la part de M. Billault, après sa retraite du Mexique? Il n'était pas difficile d'exploiter contre la France ces sentiments, de montrer à Prim l'œuvre de la révolution, son œuvre à lui, indéfiniment condamnée à l'avortement par le mauvais vouloir de

la puissance voisine. En portant son choix sur un Hohenzollern, il affranchissait son pays de cette espèce de tutelle où prétendait le tenir la France. Comme don de joyeux avènement, le souverain n'apporterait-il pas l'alliance de la Prusse, et qu'oserait le gouvernement impérial une fois pris entre les deux branches de cet étau? Tout un travail, dont le détail nous échappe encore, se fit autour du marquis de Los Castillejos. N'a-t-il pas dit que cette candidature lui avait été apportée toute faite? Par Salazar d'abord, par d'autres agents jusqu'ici ignorés. Si ce n'était le major Bernhardi, attaché à l'ambassade de Prusse, et qui paraît avoir joué dans l'affaire un rôle actif, quel était donc ce personnage de marque qui, après le refus du prince Léopold au mois de mars, assista, de l'aveu de Prim, à la séance des Cortes du 19 et avec lequel les négociations continuèrent? Puis, en avril, ce furent Lothar Bucher et von Versen qui vinrent le trouver, et peut-être après eux M. de Keudell.

Au surplus, dans l'idée de M. de Bismarck, Prim ne devait être qu'une marionnette dont lui-même tiendrait les fils dans la coulisse. Une lettre de Bismarck, adressée vraisemblablement soit à Lothar Bucher, soit à Bernhardi, vers juin 1870, et publiée par un historien espagnol, jette une clarté complète sur toute cette affaire : « Il est possible, dit ce document, que nous voyions une fermentation passagère en France et sans doute il est nécessaire d'éviter tout ce

qui pourrait la susciter et l'augmenter. En étant ainsi, conviendrait-il d'introduire mon nom dans la relation de ces négociations ? Je crois que non, et qu'au contraire on devrait mettre ma personne complètement en dehors de tout. En vérité je ne suis pas engagé officiellement. Il s'agit d'un acte volontaire, de la nation espagnole d'une part, de l'autre d'un prince qui est majeur, maître de ses actions, simple particulier. S'il a eu ou non des raisons pour se faire donner le consentement de son père et du chef de sa famille, ceci est une question d'ordre privé, non une affaire d'État. Conseiller le roi sur de semblables projets est le devoir du ministre de la maison royale. Mais je ne l'ai pas aidé de mes avis en tant que président du Conseil des ministres, mais seulement en tant que chargé des affaires étrangères, à titre d'homme de confiance, de même que les autres serviteurs de l'État qui sont dans le secret.

« Pour moi je crois que le gouvernement espagnol fera mieux de ne publier que la lettre du général Prim du 17 février et la réponse. Nous aurions ainsi une position inexpugnable devant le public européen. Si l'on fait du bruit en France, nous demanderons avec simplicité : Que voulez-vous ? Voulez-vous dicter les décisions de la nation espagnole et d'un particulier allemand ? Ce sera alors l'occasion d'utiliser ce que vous, Docteur, me proposez. Sans doute, on criera à l'intrigue, on sera furieux contre moi, sans pou-

voir préciser le point d'attaque. Il ne s'agit, ce sera ma réponse, que d'une question de politique concernant le général. J'ai répondu à sa lettre. J'espère qu'il ne doutera pas de mes plus respectueux sentiments pour sa personne, ni de mon adhésion au projet dont la réalisation ne dépend plus que de lui et des Cortes. Je n'ai pas amené l'affaire à ce point sans des inconvénients considérables, que M. Gama, avec sa connaissance du terrain, pourra se figurer et expliquer au général. »

Le thème de la politique bismarckienne est ici exposé sans détours. Mais pour que le coup de théâtre eût été absolument réussi il aurait fallu que la candidature subitement présentée aux Cortes et le vote enlevé dans les brefs délais prévus par la Constitution eussent rendu vaine toute opposition de la France et en même temps lié l'Espagne à la Prusse. Le coup manqua par la prorogation des Cortes. Cette prorogation, on l'a vu, a été attribuée à une erreur de date dans la dépêche transmise à Zorrilla.

Cette erreur, nous la révoquons en doute, et nous sommes fort tentés d'attribuer à Prim l'initiative de la prorogation. Sans doute, le général était trop fin pour n'avoir pas compris dès le début quel ombrage porterait à la France l'avènement d'un Hohenzollern sur le trône de Castille. Il le vit si bien qu'il garda dans toute cette négociation le plus profond secret. Quoique en termes très amicaux avec le nouveau président du Conseil

en France, M. Emile Ollivier, il se garda, à l'inverse de ce qu'il avait fait pour les autres candidatures, de la moindre ouverture officieuse, et même l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olózaga, fut tenu dans l'ignorance absolue de l'affaire. Au surplus, Prim ne reconnut-il pas lui-même, dans son discours du 11 juin, que divulguer le nom du prince aurait pu « entraîner des complications ? »

Mais si le général n'ignorait pas que cette candidature serait peu agréable à la France, il ne désirait pas se brouiller avec l'Empereur ; il avait annoncé à plusieurs reprises son intention de se rendre à Vichy pendant l'été et il n'est pas douteux qu'il n'ait eu l'intention de voir Napoléon III, de lui montrer l'urgente nécessité d'en finir avec l'intérim, de lui annoncer lui-même, sans éclat, la candidature Hohenzollern et de faire valoir auprès du souverain les considérations qui pouvaient en atténuer à ses yeux les inconvénients : Léopold ne se rattachait-il pas, en ligne maternelle, à la famille des Bonaparte et l'Empereur n'avait-il pas montré toujours une grande bienveillance pour son frère, le prince Charles de Roumanie ?

Prim eut-il connaissance de la lettre que nous avons citée ? Quelque autre indice lui fit-il deviner tout à coup le rôle d'agent provocateur que cherchait à lui faire jouer Bismarck ? Trouva-t-il simplement que le ministre prussien voulait le faire aller plus vite en besogne qu'il ne lui con-

venait ? Ces motifs expliquent mieux que l'erreur du télégraphe la prorogation subite des Cortes, par où Prim se réservait le loisir d'accomplir auprès du gouvernement impérial la démarche qu'il projetait. Lui-même, pour éviter toute indiscrétion, quitta Madrid le 25 juin pour aller chasser dans les monts de Tolède. Une entente amiable avec l'Empereur devenait, en effet, impossible si le secret était divulgué au préalable. Or, ce fut ce qui arriva et ainsi s'explique la scène que rapporte un des confidents du général, M. Balaguer. Dans la soirée du 1er juillet, Prim revint à Madrid. M. Balaguer et un autre de leurs amis attendaient le général à la gare et s'empressèrent de lui exprimer leur joie d'avoir appris qu'il s'était enfin trouvé un prince pour accepter la couronne d'Espagne. Prim, surpris, les interrogea. Tout le monde politique de Madrid, lui dirent-ils, savait déjà le nom du candidat. Le général fronça les sourcils et froissant un gant qu'il tenait à la main : « Labeur perdu, candidature perdue ! leur dit-il. Et Dieu veuille que ce ne soit que cela ! »

Salazar, rapportant l'acceptation définitive du prince Léopold, était revenu à Madrid le 28 juin et une indiscrétion avait été commise, volontaire peut-être, qui pour les projets de Bismarck devait remédier à ce qu'avait eu d'inopportun la prorogation précipitée des Cortes. Dès lors, Prim n'était plus maître des événements. Le 2 juillet, les ministres tinrent conseil. Le soir, à une

réception chez le général, l'ambassadeur de France, le baron Mercier de Lostende, observa dans son attitude une gêne qui contrastait avec son affabilité ordinaire. Au bout de quelque temps, Prim aborda l'ambassadeur et l'emmena dans son cabinet. « J'ai, lui dit-il, à vous parler d'une chose qui ne sera pas agréable à l'Empereur, je le crains, et il faut que vous m'aidiez à éviter qu'il ne la prenne en trop mauvaise part. » Il lui exposa alors l'impossibilité de prolonger l'intérim au delà de la réunion des Cortes, à la fin d'octobre. Il rappela que pour être agréable à l'Empereur il avait empêché l'élection de Montpensier, que jamais lui-même n'avait cédé aux avances qui lui avaient été faites pour l'attirer vers la République. Après l'insuccès de ses démarches à Lisbonne et à Florence, on lui proposait enfin un roi réunissant toutes les qualités souhaitables. « Vous comprenez, poursuivit-il, que je ne peux pas laisser échapper la seule chance qui nous reste de sauver la révolution, surtout quand elle se présente dans de pareilles conditions. Comment croyez-vous que l'Empereur prendra la chose ? »

M. Mercier ne lui cacha pas qu'en France le sentiment national y verrait une véritable provocation. Il lui fit remarquer qu'en cas de guerre européenne, notre pays n'aurait plus aucune sécurité sur la frontière des Pyrénées.

« Mon Dieu, poursuivit le général, les conséquences à l'égard de la France, je les accepte-

rais encore, mais c'est l'Empereur qu'il me serait extrêmement pénible de contrarier. » Et sur l'observation de M. Mercier que, dans une pareille question, il n'était pas possible de séparer l'Empereur de la France, il se lamenta sur les difficultés de la situation. « Ma consolation, dit-il, c'est que ce n'est pas moi qui ai inventé cette combinaison ; je ne l'ai pas même cherchée, on est venu me la mettre dans la main. Seulement, dans l'état où nous sommes, je ne peux pas la repousser. Un moment j'ai cru qu'elle avait avorté comme les autres. Les choses s'étaient passées exactement comme je les ai racontées aux Cortes ; mais voilà qu'on me la rapporte toute faite. » Il affirma d'ailleurs que l'initiative n'était pas venue de Bismarck. « Les ouvertures sont parties d'ici. Je n'ai jamais parlé de politique ni avec M. Bernhardi, ni avec M. de Kanitz. » Reprenant alors un argument qu'il croyait de nature à faire impression sur l'ambassadeur impérial, il ajouta : « Encore une fois, si nous laissons échapper cette occasion, nous sommes forcément rejetés sur Montpensier, ou sur la République, qui viendra grand train, et je vous avouerai que je la déteste comme l'enfer. — Eh bien ! fit M. Mercier, plutôt Montpensier ! — Comment ! répliqua le général, vous croyez que l'Empereur aimerait mieux Montpensier qu'un Hohenzollern ? » Prim avait toujours cru Napoléon III irréductiblement hostile à Montpensier. L'exclamation de surprise par laquelle

il répondit au propos de M. Mercier tend à faire croire que, réellement, il n'avait pas eu pleine conscience de l'impossibilité pour la France d'agréer la candidature prussienne.

Le 4 juillet, Prim et ses collègues se rendirent à la Granja, auprès de Serrano. Le conseil des ministres ne pouvait plus reculer sous peine d'avoir l'air de céder à une intimidation de la France. Il décida de convoquer les Cortes pour le 20 juillet. Le 7, Sagasta, ministre des affaires étrangères, envoya une circulaire aux agents espagnols où, tout en les chargeant d'annoncer la candidature Hohenzollern, il les invitait à insister auprès des puissances sur ce fait que le gouvernement n'avait obéi qu'à ses seules inspirations, sans avoir en vue d'intérêts étrangers, et M. Rances, alors ambassadeur à Londres, déclarait formellement à lord Granville qu'il n'y avait pas eu dans ce projet d'intention hostile à la France. Ce même jour, les représentants de l'Angleterre, Layard auprès de Serrano, le secrétaire Seymour auprès de Sagasta, s'efforçaient de leur persuader de renoncer à leur candidat. L'Autriche, puis l'Italie agissaient dans le même sens.

Par bonheur la déclaration du duc de Gramont, du 6 juillet, avait conservé à l'égard de l'Espagne un ton assez mesuré pour ne pas blesser trop vivement le sentiment national. Les partisans du prince Alphonse, en faveur duquel sa mère venait d'abdiquer, les montpensiéristes,

combattaient dans la presse la candidature étrangère. Les carlistes s'agitaient, suscitaient des manifestations à Madrid. L'armée paraissait devoir rester dans l'obéissance, mais que se passerait-il s'il fallait faire battre le soldat pour un prince allemand, petit-fils de Murat ?

Prim, très préoccupé, cherchait déjà les moyens de sortir du mauvais pas où il s'était engagé. Dès le 7 juillet il insinua à notre ambassadeur que si l'on obtenait de Léopold la déclaration qu'il rencontrait des obstacles au consentement du roi, lui, Prim, au lieu d'insister, lui faciliterait la retraite. Au surplus, sous la pression de l'opinion publique, il devenait de jour en jour plus incertain que le prince eût la majorité aux Cortes. Serrano, sortant de son apathie habituelle, s'inquiétait. De retour à Madrid le 9, il a, dans la même journée, deux entretiens avec notre ambassadeur. Pour sortir d'affaire, le meilleur moyen lui paraît, à lui aussi, que le roi de Prusse refuse son consentement. Il affirme à M. Mercier que Prim est plus affecté que personne et insiste sur ses regrets et son bon vouloir. Le président du Conseil n'a pas mesuré la portée de cette affaire ; Serrano pas davantage : il l'avoua lui-même. Le lendemain, 10 juillet, après une conférence entre le régent et Prim, tous deux, faisant un pas de plus, décident de dépêcher auprès du roi de Prusse et de Bismarck un émissaire chargé de leur exposer les considérations qui rendent désirable le

retrait de la candidature de Léopold. En communiquant cette résolution à M. Mercier, Serrano lui demanda qu'en retour M. de Gramont voulût bien saisir la première occasion pour bien spécifier que dans la phrase de sa déclaration : « Nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère... puisse déranger à notre détriment l'équilibre des forces en Europe, » le mot *souffrir* ne s'adressait pas à l'Espagne. Il réclama aussi le secret le plus absolu sur l'envoi de cet agent en Allemagne, même envers l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olózaga.

Ce dernier, avons-nous dit, avait été tenu dans l'ignorance de la négociation Hohenzollern. Très froissé d'abord de ce procédé, animé d'ailleurs de sentiments très amicaux envers la France, il s'efforça, de lui-même, de prévenir les conséquences de cette malheureuse affaire. Il lia partie avec Strat, agent du prince de Roumanie, Charles de Hohenzollern, et par son intermédiaire il fit représenter au prince Antoine quels maux allait infailliblement susciter l'acceptation de la couronne d'Espagne par son fils. En même temps, le 8 juillet, Olózaga prenait sur lui d'envoyer la dépêche suivante au premier ministre de Portugal, Saldanha : « Si, pour éviter la guerre qui est imminente, le candidat prussien se retire, les puissances qui agissent dans ce sens favoriseront la candidature portugaise. Saldanha rendrait un grand service à l'Europe s'il pouvait

aplanir toutes les difficultés à cet égard. L'Empereur m'a parlé de lui avec grand intérêt et affection. » Dès le lendemain, Saldanha s'adressait au roi Ferdinand : l'élection de Léopold, lui disait-il, c'était une guerre européenne ; l'échec de sa candidature aux Cortes, c'était la proclamation de la République en Espagne, peut-être par contre-coup une révolution en Portugal. En acceptant la couronne d'Espagne, Ferdinand pouvait conjurer tous ces dangers. Dès le 9, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, Fernández de Los Rios, apprenait la reprise inopinée de la candidature portugaise, sans deviner à quelle inspiration elle était due, et il télégraphiait à Prim cette nouvelle qui pouvait l'aider à sortir d'embarras.

Le général était très sincèrement désireux de trouver une issue à la situation que, par son imprévoyance, il avait contribué à créer. Sous son inspiration la majeure partie de la presse espagnole gardait une réserve qui contrastait avec la violence des journaux français, et lui-même saisit l'occasion d'une réunion du parti libéral pour y prononcer des paroles dont le tact et la modération contribuèrent beaucoup à calmer l'opinion publique. Enfin, le 10 au soir, le général Dominguez partait pour l'Allemagne, chargé de la mission secrète dont Serrano avait parlé à M. Mercier. Avant qu'il ne parvînt à destination, les circonstances rendirent son envoi inutile. En effet, le 12, cédant, soit aux instances

de Strat et indirectement d'Olózaga, soit à d'autres influences, le prince Antoine télégraphiait à Prim que son fils retirait sa candidature.

Cette dépêche semblait devoir mettre un terme à l'effroyable tension sous laquelle l'Europe haletait depuis dix jours. Le 15, la convocation des Cortes était annulée et Sagasta annonçait officiellement à ses agents le retrait de la candidature Hohenzollern.

On sait comment la guerre entre la France et la Prusse, qui paraissait conjurée, devint inévitable. Quant à l'Espagne elle était hors de cause, et s'empressait, le 26 juillet, de déclarer sa neutralité. Au dernier moment l'intrigue par où Bismarck avait essayé de la compromettre à notre égard s'était rompue. Le ministre du roi Guillaume avait la guerre qu'il avait voulue, mais non l'alliance qui devait immobiliser aux Pyrénées un de nos corps d'armée. Il en montra de la rancune à Prim et aux Espagnols : sous son inspiration la presse de Moritz Busch accusa le général de s'être fait le complice de Napoléon III pour provoquer la Prusse et injuria le peuple castillan pour assister les bras croisés et le visage impassible à un conflit dont elle se plaisait à le rendre responsable.

XI

LA SOLUTION. — L'ASSASSINAT DE PRIM. — 1870

Si le général Prim avait évité de laisser entraîner l'Espagne dans une guerre dont elle ne pouvait attendre aucun avantage, la situation politique intérieure n'en restait pas moins grave. Plus que jamais il était urgent d'en finir avec l'intérim. Aussi, dès que la renonciation de Léopold de Hohenzollern lui eut rendu sa liberté, Prim s'empressa-t-il de donner les mains à la reprise des négociations auprès de Ferdinand de Portugal. Ce prince marquait peu d'empressement; cependant Fernández de Los Rios insista avec tant de chaleur que, le 15 juillet, il enlevait le consentement du roi. Le 22 Prim jugeait la négociation assez assurée du succès pour écrire de sa main à Ferdinand une lettre où il lui offrait la couronne. Un seul point demeurait en suspens : il s'agissait de régler la situation qu'occuperait à la cour d'Espagne la comtesse d'Edla, épouse morganatique du roi. Celui-ci attachait à cette question une importance capitale. Prim estimait que, sur ce sujet, il eût été plus politique de surseoir. Il se montrait cependant dis-

posé à céder aux exigences de Ferdinand, lorsque, le 26 juillet, ce dernier mit tout à coup à son acceptation des conditions inattendues. Les pourparlers entre Prim, Rios et le roi reprirent avec une nouvelle activité et, grâce à la coopération de Saldanha, ces difficultés semblèrent s'aplanir ; il ne restait plus qu'un point en litige, mais essentiel. Ferdinand exigeait que, dans la loi constitutive de la monarchie, on insérât cet article : « La succession au trône sera réglée de façon à ce que l'indépendance des deux nations de la péninsule soit garantie, les deux couronnes ne pouvant être réunies sur une même tête en aucun cas. » C'était interdire à jamais tout espoir de voir se réaliser l'Union ibérique. Prim demanda qu'il fût ajouté à cette clause trop absolue : « sans le consentement mutuel des deux nations. » Cette addition ménageait l'avenir. Sans elle, la candidature portugaise perdait sa raison d'être. Ferdinand la repoussa avec une obstination que rien ne put vaincre. Après un dernier effort de Prim, la négociation fut rompue le 9 août.

A quelle cause était dû ce nouvel échec ? En Portugal une partie des conseillers de la couronne, peut-être même le roi dom Luiz, étaient favorables à l'acceptation. Sans préciser, Rios fait allusion à une influence de cour qui se serait exercée par l'intermédiaire de la comtesse Edla. Dans une lettre à Ferdinand il ne craignit pas, en lui rappelant les conséquences de ses pre-

miers refus, c'est-à-dire la candidature prussienne et la guerre, de lui signaler ces conseillers occultes, qui, dit-il, ont fait peser sur lui « la responsabilité *bien prévue* de n'avoir pas évité la boucherie à laquelle nous assistons. » N'est-ce pas indiquer que c'est du côté de l'Allemagne qu'il faut chercher l'origine de ces intrigues ?

*
* *

C'était à désespérer de résoudre jamais le problème monarchique tel que l'avaient posé les hommes de la révolution. Les montpensiéristes relevaient la tête. La chute de l'Empire, au 4 septembre, ravivait les espérances des républicains espagnols. Les carlistes firent mine de se soulever dans les provinces du Nord. A ces symptômes menaçants, Prim répondit en installant à Madrid une forte garnison de garde civile, le corps le plus sûr de l'armée, puis, dans la seconde moitié de septembre, il donna à ses adversaires, pour les inviter à la réflexion, le spectacle d'une revue de trente mille hommes. Mais pour maintenir l'ordre, ce n'était pas assez de ces mesures préventives : à tout prix il lui fallait trouver un roi.

Rebuté du côté du Portugal, Prim se retourna vers l'Italie. Dès le 20 août, il envoya l'ordre à l'ambassadeur d'Espagne à Florence de tenter une troisième démarche auprès du duc d'Aoste.

Cette fois les circonstances plaidaient en sa faveur. Si, après la proclamation de la République en France, l'Espagne en était réduite à adopter le même régime, l'exemple, pour l'Italie, risquait de devenir contagieux. De plus, au moment où Victor-Emmanuel prenait possession de Rome, il ne lui était pas indifférent de voir un de ses fils sur le trône des Rois Catholiques. Il accepta et les répugnances personnelles du duc d'Aoste durent céder à la raison d'État. Au mois d'octobre, Prim et la cour de Florence scellèrent l'accord. Une seule condition, exigée par le duc d'Aoste, avait soulevé des objections de la part du marquis de Los Castillejos. Amédée voulait être assuré de l'assentiment des puissances européennes à sa candidature. Prim résista, trouvant à cette sorte de consultation quelque chose d'un peu humiliant pour son pays. Enfin, on réussit à s'entendre sur une formule diplomatique et dans la seconde partie d'octobre le gouvernement espagnol annonça la candidature aux cabinets étrangers, en exprimant l'espoir de la voir accueillie par eux avec sympathie. Les réponses se montrèrent unanimement favorables, mais, sous les formes réservées de leur style, des nuances diverses de sentiment se faisaient jour. La sécheresse de la dépêche de Bismarck décela la rancune que le ministre prussien gardait à Prim pour ne l'avoir pas suivi jusqu'au bout dans sa politique agressive. Ce n'était pas qu'une fois la guerre déclarée Bismarck eût espéré voir

renaître la candidature Hohenzollern et même il n'est pas sûr qu'il l'ait souhaité. Prim d'ailleurs, sa correspondance secrète avec Fernández de Los Rios en fait foi, était bien résolu à s'opposer à tout mouvement qui tenterait de se produire en faveur du Hohenzollern. Mais la Prusse, au mois de juillet, avait fait des tentatives pour obtenir le concours des armes espagnoles, et le refus de Prim, son empressement même à s'associer, et d'une manière effective, aux premières démarches tentées par les neutres en faveur de la paix, avaient encore indisposé contre lui l'homme d'État allemand.

Il faut ajouter que si le général Prim avait repoussé les instances de la Prusse, il s'était montré aussi peu sensible aux sollicitations de la France. Le 19 octobre, M. de Kératry, parti en ballon de Paris assiégé, était arrivé à Madrid avec une mission de M. Jules Favre. Celui-ci prétendait que certaines ouvertures lui avaient fait espérer que l'Espagne serait disposée à accorder à la France un secours de 60 à 80 000 hommes ; en reconnaissance la France lui aurait assuré d'abord son concours diplomatique et maritime pour pacifier Cuba et la protéger contre les convoitises américaines, ensuite ses bons offices pour aider à la constitution d'un État ibérique. Les ouvertures en question avaient été faites par un personnage qui avait, soi-disant, toute la confiance du dernier ambassadeur, Olózaga, et de Prim lui-même. On aurait cru plus

volontiers qu'elles venaient des républicains espagnols et, de fait, ce furent les chefs de ce parti que M. de Kératry vit tout d'abord, à son arrivée à Madrid. Avec Castelar, Pi y Margall et Figueras, il convint de faire à Prim des propositions « destinées à permettre à l'Espagne, devenue république sous la présidence du maréchal, de venir au secours de notre pays. » Il offrirait donc à Prim le concours légal des républicains. En cas de refus du général « trois millions de francs en or, destinés à la solde des troupes » seraient immédiatement envoyés de France à ces mêmes républicains, dans un but que M. de Kératry n'a pas divulgué, mais qui se devine aisément : il s'agissait de payer un pronunciamiento. Mais les républicains s'abusaient s'ils croyaient pouvoir entraîner l'armée. A peu d'exceptions près, elle était à la dévotion de Prim. Le général le fit entendre lui-même à M. de Kératry dans l'entretien qu'ils eurent ce jour-là. Avec une bonhomie légèrement narquoise, l'Espagnol laissa son interlocuteur développer, assez gauchement, ses propositions. Il ne broncha pas à l'offre des cinquante millions mis à sa libre disposition, pas plus qu'il ne parut intimidé par la menace à peine voilée de donner aux républicains espagnols l'assistance de l'argent français et de laisser les carlistes libres d'agir sur les Pyrénées. Avec toutes sortes de protestations amicales, il refusa de lier à notre mauvaise fortune la fortune de l'Espagne. D'ail-

leurs, il n'en était plus le maître : au moment précis où il offrait la couronne au fils de Victor-Emmanuel, il ne pouvait engager son pays dans une intervention contraire à la politique utilitaire du roi d'Italie. La tentative de M. de Kératry, eût-elle été conduite avec moins de maladresse qu'elle ne le fut, ne pouvait donc aboutir. Les promesses de l'envoyé de Jules Favre aux républicains espagnols restèrent même lettre morte. Gambetta refusa de leur expédier les subsides annoncés et, le 26 octobre, réserve faite, pour la forme, à l'égard du principe monarchique, il répondit au gouvernement espagnol qu'il agréait la candidature du duc d'Aoste.

*
* *

Les Cortes constituantes rouvrirent leurs séances le 31 octobre. Prim touchait au but. Le 3 novembre, après avoir rendu compte à la Chambre de ses négociations avec les Hohenzollern, il posa officiellement la candidature du prince Amédée.

Le vote eut lieu le 26 novembre 1870. Madrid était anxieux. Les troupes se tenaient sous les armes, en prévision d'un coup de force de la part des républicains. Prim conservait son sang-froid habituel. A un député qui lui manifestait quelque inquiétude, il répondit : « Il ne se passera rien ici, » avec le calme d'un homme sûr de l'armée. Les débuts de la séance furent trou-

blés par une tentative d'obstruction de la part des partis extrêmes. Le président parvint à maintenir l'ordre. Sur 344 députés, 311 étaient présents. La majorité exigée par la Constitution était de 173 voix. Prim, aidé de Zorrilla, avait réussi à s'assurer le vote d'une partie des unionistes. Dès le premier tour de scrutin, le duc d'Aoste fut élu par 191 suffrages. La République avait réuni 63 voix, Montpensier 27, Espartero 8 ; les carlistes et les alphonsistes, en infime minorité à la Constituante, avaient pour la plupart voté en blanc.

Une commission fut envoyée à Florence pour présenter à Amédée l'acte officiel de son élection. Prim ne chercha pas à se donner le vain honneur de porter lui-même la couronne au souverain. Tandis que Zorrilla partait avec le secret dessein de se créer auprès d'Amédée une influence rivale de celle du marquis de Los Castillejos, celui-ci restait à son poste pour préparer l'Espagne à recevoir son roi. « Quand le roi viendra, dit-il à son ami, M. Balaguer, tout sera fini. Il n'y aura plus ici d'autre cri que : *Vive le roi !* Nous allons mettre en cage tous ces insensés qui rêvent de plans liberticides et qui confondent le nom de progrès avec celui de désordre, et la liberté avec la licence. » Et il ajouta : « Quand le roi sera là, malheur à qui lui manquerait ! »

Prim s'affirmait de plus en plus un homme de gouvernement. Champion autoritaire du libéra-

lisme et du progrès, il entendait maintenir par tous les moyens la Constitution que l'Espagne venait de se donner, ces moyens dussent-ils, par moments, contrarier quelque peu la légalité constitutionnelle elle-même. Tandis que dans la rue, au théâtre, dans les rédactions de journaux, la *partida de la porra* faisait sommairement justice des manques de respect au roi, le président du Conseil pesait de toute son influence sur les Cortes pour les décider à hâter leurs derniers travaux et à se dissoudre. La présence de cette Assemblée, depuis deux ans bientôt habituée à se considérer comme l'unique pouvoir souverain de l'Espagne, pouvait, surtout au début d'un règne, devenir un grave embarras pour le prince. Il fallait que son œuvre s'achevât et que son dernier acte fût de recevoir la prestation de serment du roi. Le 17 décembre, la Chambre, docile aux suggestions de Prim, accepta son programme et, malgré les cris de colère de la gauche républicaine, accorda au gouvernement l'autorisation de donner force de loi aux projets déposés qui n'auraient pas été votés avant la fin du mois.

Le lendemain, Prim fixait au 1er janvier 1871 l'entrée du roi à Madrid. Le 27 décembre, tandis qu'Amédée s'embarquait à la Spezia, les Cortes arrêtaient le montant de sa liste civile. La séance se termina à six heures et demie. Le général semblait satisfait. En sortant de la salle du Congrès, il échangea quelques mots avec un petit groupe de députés de l'opposition : « Faites at-

tention, leur dit-il, moitié plaisantant, moitié sérieux, car j'aurai la main très dure. » C'était un avertissement, en réponse au bruit qui courait que les républicains préparaient un soulèvement pour le jour de l'arrivée du monarque.

Le général monta en voiture avec ses deux aides de camp. Il faisait nuit et il neigeait. Déjà le 25 octobre et le 14 novembre de cette même année 1870, Prim avait échappé à deux attentats contre sa personne. Cependant il n'avait pas d'escorte. Quant à la police, elle semble s'être montrée fort au-dessous de sa tâche. On a raconté que, par inattention, Prim, en quittant le palais du Congrès, s'était trompé dans un geste convenu et avait indiqué aux agents de la sûreté un chemin différent de celui qu'il fit prendre à son équipage. Quoi qu'il en ait été, sa route ne fut pas surveillée. Pour gagner le ministère de la guerre, le coupé s'engagea dans l'étroite rue *del Turco*. Au moment où il allait déboucher dans la large voie d'*Alcalá*, deux voitures lui barrèrent le passage. Un des aides de camp, en cherchant à voir la cause de cet arrêt, aperçut des hommes en blouse qui s'avançaient avec des carabines et des espingoles. Il n'eut que le temps de pousser un cri d'alarme. Une des vitres vola en éclats, brisée par la gueule d'un tromblon. Trois coups de feu furent tirés par la portière de gauche, d'autres par celle de droite, à bout portant. Le cocher, se faisant faire place à coups de fouet, enleva ses chevaux et passa. Au minis-

tère, le général eut l'énergie de monter jusqu'à son appartement. Il perdait beaucoup de sang. On constata qu'il avait reçu huit balles dans l'épaule et le côté gauches; il était, de plus, blessé à la main droite, dont l'index dut être amputé.

On ne sut, on ne voulut jamais savoir d'où était parti le coup. Une interminable procédure, qui dura plusieurs années et fit amonceler des milliers de pages de grimoire, usa sept juges d'instruction et six juges suppléants, comme si l'on eût eu à cœur de les écarter tour à tour. Dans l'attentat du 27 décembre et dans les deux tentatives d'assassinat qui l'avaient précédé, cent cinq personnes furent plus ou moins compromises, la plupart appartenant à la fraction la plus exaltée du parti républicain. Parmi elles, cependant, se seraient trouvés un certain Pastor, chef de la police secrète du régent Serrano, et D. Felipe de Solis y Campuzano, ancien secrétaire particulier du duc de Montpensier. En 1874, onze de ces inculpés étaient encore sous les verrous. Plusieurs y moururent. Six d'entre eux, qui furent relâchés, auraient disparu assez rapidement. Des soupçons graves ont pesé sur le député républicain fédéral socialiste Paul y Angulo, qui s'exila. Quelques jours avant le crime, dans son journal clandestin, *El Combate*, il demandait « un Brutus ou quatre hommes de cœur ». On a dit que Prim avait cru le reconnaître à la tête de ses assassins.

Dès le premier moment, le général se sentit blessé à mort. Les circonstances étaient pressantes. Le roi allait arriver. La nuit même un conseil se tint, presque aux côtés du blessé. Prim supplia l'amiral Topete de prendre sa place. C'était demander beaucoup à ce fidèle partisan du duc de Montpensier. Cependant, comme il avait promis de respecter la décision des Cortes, quelle qu'elle fût, il s'inclina devant la nécessité et, cédant aux instances de Prim, il accepta d'aller recevoir le prince.

Le 30, l'état du général s'aggrava. C'était le jour où le duc d'Aoste devait toucher Carthagène. Prim eut cette dernière satisfaction d'apprendre que l'escadre royale était annoncée en vue du port. Le soir il expira. A minuit, les Cortes, à l'unanimité, déclaraient que Prim avait bien mérité de la patrie et ordonnaient un deuil national.

Le 2 janvier 1871, Amédée fit son entrée à Madrid. Il se rendit tout droit à la basilique d'Atocha, où, par honneur spécial, était exposé le cercueil de Don Juan Prim. A son passage à Albacete, le souverain avait été salué par un homme du peuple du cri de : « Vive le roi Amédée, le fils du général Prim ! » Sous cette forme naïve, cet homme avait proclamé la vérité. C'était Prim, et Prim seul, qui avait fait Amédée roi, et seul aussi, après l'avoir assis sur le trône d'Espagne, il eût été capable de l'y maintenir.

*
* *

La figure de Prim est connue en France par le beau portrait équestre d'Henri Regnault, aujourd'hui au Louvre. « Il vient de gravir une pente, écrivait le jeune maître français en racontant la genèse de son œuvre : arrivé au sommet, il arrête court son cheval, à la mode espagnole, et salue à la fois la liberté et sa patrie, qu'il lui est permis de revoir, non plus en proscrit, mais presque en maître. »

Le général, rapporte M. Émile Ollivier qui l'a bien connu, était « un petit homme maigre, vif, au teint olivâtre, aux yeux ardents, aux manières séduisantes ». Un historien allemand, témoin de la révolution de 1868, nous en a conservé un portrait analogue : « Le front de Prim porte de nombreuses traces des tempêtes qui ont passé sur lui, ainsi que des soucis et des passions qui ont agité son être intime. Sa figure est sillonnée de rides, et sa barbe noire fait ressortir avec plus de vigueur encore le teint jaunâtre de son visage. L'expression de ses traits change avec une rapidité extraordinaire ; il est tout à fait *charmeur,* comme disent les Français, quand il salue en souriant les femmes qu'il connaît dans les tribunes, et son regard, habituellement voilé, devient pénétrant, scrutateur, méfiant, quand il se tourne vers les députés de l'opposition ; c'est un de ces maigres qui ressemblent dangereusement à Jules César. »

Il y a une exagération dans ce dernier trait. De l'Imperator romain Prim n'eut ni le visage, ni le génie. Peut-être en eut-il les ambitions. Mais nul homme public ne s'est moins livré que Prim et n'a moins laissé pénétrer au fond de sa pensée, et dans l'incertitude où laisse jusqu'à présent l'extrême rareté des documents confidentiels sur cette époque et sur cet homme, il serait téméraire à l'histoire de porter dès maintenant sur lui un jugement trop assuré. C'est au point de vue français, semble-t-il, qu'il est le moins hasardeux de se prononcer à son égard. Si l'on peut, en effet, hésiter encore sur les motifs qui le déterminèrent à adopter la candidature Hohenzollern, même en l'innocentant de toute intention hostile à notre égard, on ne peut s'empêcher de laisser peser sur lui au moins la responsabilité d'une inconscience et d'une imprévoyance condamnables ; mais dans l'affaire du Mexique il faut aujourd'hui revenir complètement sur l'injustice des critiques dont sa conduite fut l'objet de la part du gouvernement impérial : il prévit l'avenir avec une surprenante précision et si l'Empereur se fût rendu aux conseils que Prim lui adressa d'Orizaba, il se fût épargné les désastreuses conséquences de l'aventure mexicaine : la suite des événements en eût été changée en Europe.

En Espagne Prim a trouvé des admirateurs et des détracteurs également ardents, et dont la passion, amicale ou hostile, a troublé l'impartialité.

Soldat de fortune, d'une bravoure incontestée, à laquelle sa jactance donnait trop souvent des airs de fanfaronnade, capitaine hardi et aimé de la troupe, doué d'une intelligence vive, d'une faculté de compréhension rapide qui suppléait à son manque de culture générale, plein de tact et d'adresse, habile à pénétrer les hommes et à les séduire, sachant parler avec réserve et se taire à propos, Prim avait senti de bonne heure qu'il avait toutes les aptitudes pour devenir, à l'exemple de tant d'autres généraux espagnols, l' « épée » d'un parti. Fidèle, en dépit de quelques hésitations passagères au début, à la cause du libéralisme et du progrès, pour laquelle il avait versé son sang dans les guerres carlistes, pour laquelle il devait mourir, il s'était trouvé tout désigné pour devenir le chef militaire du parti progressiste, lorsque Espartero se retira, dégoûté des caprices de la popularité. Comme dans l'Espagne, encore mal habituée à l'exercice des droits civiques, l'armée jouait le premier rôle dans les évolutions et révolutions politiques, de chef militaire, Prim passa aisément chef suprême de son parti : il en fut à la fois la tête et le bras. Ce fut par son activité et sa persévérance, par la prudence et la hardiesse dont il sut user selon les circonstances, qu'il assura le succès de la révolution et le triomphe du libéralisme.

Mais la conquête qu'il a su faire, il ne l'organise pas lui-même. C'est en vain qu'on chercherait dans l'œuvre législative des Cortes consti-

tuantes quelle fut sa part personnelle. Il n'a rien du génie administratif d'un Napoléon. Maître indiscuté de l'Espagne, il laisse la Constitution s'élaborer, sans intervenir directement. Pour les hommes qui s'efforcent de réaliser l'idéal de la révolution de septembre, Prim n'est pas un inspirateur. Si l'on eût voulu lui décerner un titre, c'est celui de « Protecteur » qu'il eût fallu choisir. On le voit assister, sans y prendre part, à ces grands débats sur les droits de l'individu, la liberté de la pensée et de la conscience, qui passionnent l'Assemblée. C'est à se demander s'il n'y est pas indifférent, par une sorte de mépris des théories et de leur discussion. Dans ce démocrate, de goûts autoritaires et aristocratiques, auquel déplut le portrait magistral tracé par Regnault, parce qu'il s'y trouvait « dépeigné, indécent, » peut-être aussi parce qu'il y avait autour de lui trop de plèbe débraillée, on devine un dédain pour cette besogne méticuleuse de légistes : on sent qu'il lui suffit au fond que les grands principes du *credo* libéral aient été proclamés et que, sans s'embarrasser de tant de lois et de procédures, il saura les faire respecter. Contre quiconque voudrait détruire les libertés acquises par la révolution ou en abuser, il est prêt à sévir, fût-ce par les moyens extralégaux, que réprouve la doctrine même : peu de chose le ferait pencher vers un nouvel absolutisme « éclairé » exercé dans un esprit moderne de plus de justice et de liberté sociales.

Et pourtant, soit défaut d'audace, soit par l'exacte intuition que jamais ses compatriotes n'auraient accepté longtemps la souveraineté d'un homme sorti de leurs rangs, il n'osa pas tenter la conquête du pouvoir suprême et faire en Espagne l'essai d'un Empire libéral. La révolution faite, il jugea très sainement que l'Espagne n'avait pas encore assez l'expérience de la vie publique pour assurer la stabilité d'un gouvernement républicain. Il voulut donc donner à son pays un roi qui, n'ayant pas l'autorité de la possession immémoriale, ne pourrait se croire assez fort pour effacer les conquêtes de la révolution et qui, aussi, lui devant tout à lui-même, n'oserait gouverner sans lui. Séduisant les uns et inquiétant les autres, énigmatique pour tous, il tendit avec persévérance toutes ses intrigues et ses négociations vers le but qu'il s'était assigné. Il y touchait au moment où la mort l'emporta.

Peut-être est-il regrettable que Prim, n'ayant pu réaliser le rêve de l'Union ibérique, n'ait pas eu la hardiesse de restaurer, en exigeant d'elle les garanties nécessaires, la dynastie qu'il avait renversée et qu'avaient assagie pour l'avenir l'expérience des colères populaires, la déchéance et l'exil. Il eût évité à son pays les crises douloureuses qui précédèrent l'avènement d'Alphonse XII et le rétablissement, sous une forme adaptée au progrès accompli, de la monarchie traditionnelle. Celle-ci n'est pas fatalement un

obstacle au libre développement de la nation, si elle sait le comprendre et s'y associer, comme le prouve l'exemple de l'Angleterre. Prim ne le vit pas et s'obstina à chercher hors d'Espagne un roi constitutionnel. Ce fut sans doute une erreur, mais ce que l'on peut soutenir hardiment c'est que l'œuvre libérale de la révolution, accomplie sous son égide, fut une œuvre bonne et nécessaire et qui, dans ses principes essentiels, lui a survécu. Plus que tout autre, Prim avait travaillé à l'affranchissement politique de son pays. Il avait lutté et souffert pour cette cause : il est tombé au lendemain du triomphe. En reconnaissance des conquêtes du libéral, l'Espagne, dans Prim, oubliera l'ambitieux.

BIBLIOGRAPHIE

Historia del general Prim, par Don Francisco J. Orellana. Barcelone, 1871-72, 2 vol. petit in-fol.

Historia militar y política del Exmo Sr. D. Juan Prim..., par D. Francisco Gimenez y Guited, y continuada desde 1860 hasta su muerte por D. Justo de La Fuente. Barcelone et Madrid, 1871, 3 vol. in-8.

Historia contemporánea. Anales desde 1843 hasta la conclusion de la actual guerra civil, por Don Antonio Pirala. Madrid, 1871-1879, 6 vol. in-8.

Diario de sesiones de las Córtes (1852-53, affaires du Mexique ; — 1869-70, Cortes constituantes).

Histoire contemporaine de l'Espagne, par Gustave Hubbard. Paris, 1869-1883, 6 vol. in-8.

Ch. de Mazade. *Les révolutions de l'Espagne contemporaine*, 1854-1868. Paris, 1869, in-12.

V. Cherbuliez. *L'Espagne politique*, 1868-1873. Paris, 1874, in-12.

Le général Prim, par Louis Blairet. Paris, 1868, in-18.

Histoire du Mexique. Juarez et Maximilien..., par Emmanuel Domenech. Paris, 1868, 3 vol. in-8.

Le général Prim, le Sénat, les Cortès et la presse espagnole dans la question du Mexique. Paris, 1863, in-8.

La question du Mexique devant les Cortès d'Espagne [par Hidalgo]. — *Discours prononcés... par MM. Ber-*

mudez de Castro, Concha, Mon et Rios y Rosas. Paris, 1863, in-8.

Émile Ollivier. *L'Empire libéral*, t. V. Paris, 1900, in-12.

Geschichte Spaniens von dem Stürz Isabella's bis zur Thronbesteigung Alfonso's, von W. Lauser. Leipzig, 1873, 2 vol. in-8.

W. Lauser. *Aus Spaniens Gegenwart, Culturskizzen.* Leipzig, s. d., in-12.

Aus dem Leben König Karls von Rumänien. Stuttgart, 1894, 3 vol. in-8.

A. Fernandez de los Rios. *Mi mision en Portugal.* Paris et Lisbonne, 1877, in-8.

Comte Benedetti. *Ma mission en Prusse.* Paris, 1871, in-8.

General von Versen... aus hinterlassenen Briefen und Aufzeichnungen zusammengestellt, von Frhr. von Werthern. Berlin, 1898, in-8.

Da Carnota. *Memoirs of field-marshal the duke of Saldanha.* Londres, 1880. 2 vol. in-8.

Paúl y Angulo. *Los asesinos del general Prim y la politica en España.* Paris, 1886, in-12.

Les principaux ouvrages seuls figurent dans la présente bibliographie. Sur deux des plus importantes questions, l'auteur renvoie aux articles qu'il a publiés, avec notes et citations : *L'Espagne et la question du Mexique*, 1861-62, dans les Annales des Sciences politiques (janvier 1901), et : *Prim et la candidature Hohenzollern*, dans la Revue historique (1900, t. LXXIV).

TABLE DES MATIÈRES

		Pages.
I.	— Les débuts : 1834-1844.	1
II.	— L'opposition libérale aux Cortes : 1845-1854.	18
III.	— L'avènement de l'Union libérale et la campagne du Maroc : 1854-1860.	30
IV.	— Le Mexique : 1861-1862..	41
V.	— La politique du retraimiento. Les pronunciamientos de Prim : 1863-1868.	94
VI.	— La révolution de 1868.	120
VII.	— La première session des Cortes constituantes. — La candidature du roi Ferdinand de Portugal : 1869.	130
VIII.	— Les débuts de la candidature Hohenzollern. — La candidature du duc de Gênes : 1869.	152
IX.	— La situation politique en 1870..	165
X.	— La candidature Hohenzollern : 1870. . . .	173
XI.	— La solution. — L'assassinat de Prim : 1870..	194

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

Janvier 1901

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, Boulevard Saint-Germain, 108, Paris.

EXTRAIT DU CATALOGUE

SCIENCES — MÉDECINE — HISTOIRE — PHILOSOPHIE

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Volumes in-8 en élégant cartonnage anglais. — Prix : 6 fr.

53 VOLUMES PARUS

1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau,** 6e éd., illustré.
2. W. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations,** 6e édition.
3. J. MAREY. **La machine animale,** locomotion terrestre et aérienne, 6e édition, illustré.
4. A. BAIN. **L'esprit et le corps considérés au point de vue de leurs relations,** 6e édition.
5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux,** 2e éd., ill.
6. HERBERT SPENCER. **Introd. à la science sociale,** 12e édit.
7. OSCAR SCHMIDT. **Descendance et darwinisme,** 6e édition.
8. H. MAUDSLEY. **Le crime et la folie,** 6e édition.
9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal,** 4e édition, illustré.
10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie,** 6e éd., illustré.
11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion,** 10e éd.
12. LÉON DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité,** 4e éd.
13. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations,** 6e édition, illustré.
14. WHITNEY. **La vie du langage,** 4e édition.
15. COOKE et BERKELEY. **Les champignons,** 4e éd., illustré.
16. BERNSTEIN. **Les sens,** 5e édition, illustré.
17. BERTHELOT. **La synthèse chimique,** 8e édition.
18. NIEWENGLOWSKI. **La photographie et la photochimie,** illustré.
19. LUYS. **Le cerveau et ses fonctions,** 7e édition, illustré.
20. W. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange,** 5e édition.
21. FUCHS. **Les volcans et les tremblements de terre,** 5e éd.
22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **La défense des États et les camps retranchés,** 3e édition, avec fig. (épuisé).
23. A. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine,** 13e édition.
24. BLASERNA et HELMHOLTZ. **Le son et la musique,** 5e éd.
25. ROSENTHAL. **Les muscles et les nerfs,** 3e édition (épuisé).
26. BRUCKE et HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts,** 4e édition, illustré.

27. WURTZ. **La théorie atomique**, 8e édition.
28-29. SECCHI (Le Père). **Les étoiles**, 3e édition, illustré.
30. N. JOLY. **L'homme avant les métaux**, 4e édit. (épuisé).
31. A. BAIN. **La science de l'éducation**, 4e édition.
32-33. THURSTON. **Histoire de la machine à vapeur.** 3e éd.
34. R. HARTMANN. **Les peuples de l'Afrique**, 2e édit. (épuisé).
35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste**, 6e édition.
36. TH.-H. HUXLEY. **L'écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie, 2e édition, illustre.
37. DE ROBERTY. **La sociologie**, 3e édition.
38. O.-N. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs et leurs applications à l'art et à l'industrie**, 2e édition, illustré.
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal.** *Les cryptogames*, illustré.
40-41. CHARLTON-BASTIAN. **Le cerveau et la pensée.** 2e éd. 2 vol. illustrés.
42. JAMES SULLY. **Les illusions des sens et de l'esprit**, 3e éd., ill.
43. YOUNG. **Le Soleil**, illustré.
44. A. DE CANDOLLE. **Origine des plantes cultivées**, 4e édit.
45-46. J. LUBBOCK. **Les Fourmis, les Abeilles et les Guêpes.** 2 vol. illustrés (épuisés).
47. ED. PERRIER. **La philos. zoologique avant Darwin**, 3e éd.
48. STALLO. **La matière et la physique moderne**, 3e édition.
49. MANTEGAZZA. **La physionomie et l'expression des sentiments**, 3e édit., illustré avec 8 pl. hors texte.
50. DE MEYER. **Les organes de la parole**, illustré.
51. DE LANESSAN. **Introduction à la botanique.** *Le sapin.* 2e édit., illustré.
52-53. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal.** *Les phanérogames.* 2 volumes illustrés.
54. TROUESSART. **Les microbes, les ferments et les moisissures**, 2e éd., illustré.
55. HARTMANN. **Les singes anthropoïdes**, illustré.
56. SCHMIDT. **Les mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques**, illustré.
57. BINET et FÉRÉ. **Le magnétisme animal**, 4e éd., illustré.
58-59. ROMANES. **L'intelligence des animaux**, 2 vol., 2e éd.
60. F. LAGRANGE. **Physiologie des exercices du corps.** 7e éd.
61. DREYFUS. **L'évolution des mondes et des sociétés.** 3e éd.
62. DAUBRÉE. **Les régions invisibles du globe et des espaces célestes**, illustré, 2e édition.
63-64. SIR JOHN LUBBOCK. **L'homme préhistorique.** 4e édition, 2 volumes illustrés.
65. RICHET (Ch.). **La chaleur animale**, illustré.
66. FALSAN. **La période glaciaire**, illustré (épuisé).
67. BEAUNIS. **Les sensations internes.**
68. CARTAILHAC. **La France préhistorique**, illustré. 2e éd.
69. BERTHELOT. **La révolution chimique, Lavoisier**, illustré.
70. SIR JOHN LUBBOCK. **Les sens et l'instinct chez les animaux**, illustré.
71. STARCKE. **La famille primitive.**

72. ARLOING. **Les virus**, illustré.
73. TOPINARD. **L'homme dans la nature**, illustré.
74. BINET. **Les altérations de la personnalité.**
75. A. DE QUATREFAGES. **Darwin et ses précurseurs français.** 2e éd.
76. LEFEVRE. **Les races et les langues.**
77-78. A. DE QUATREFAGES. **Les émules de Darwin.** 2 vol.
79. BRUNACHE. **Le centre de l'Afrique, autour du Tchad**, illustré.
80. A. ANGOT. **Les aurores polaires**, illustré.
81. JACCARD. **Le pétrole, l'asphalte et le bitume**, illustré.
82. STANISLAS MEUNIER. **La géologie comparée**, illustré.
83. LE DANTEC. **Théorie nouvelle de la vie**, illustré. 2e éd.
84. DE LANESSAN. **Principes de colonisation.**
85. DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. **L'évolution régressive en biologie et en sociologie**, illustré.
86. G. DE MORTILLET. **Formation de la nation française**, 2e éd. illustré.
87. G. ROCHÉ. **La culture des mers en Europe.** (*Piscifacture, pisciculture, ostréiculture*), illustré.
88. J. COSTANTIN. **Les végétaux et les milieux cosmiques.** (*Adaptation, évolution*), illustré.
89. LE DANTEC. **Evolution individuelle et hérédité.**
90. E. GUIGNET et E. GARNIER. **La céramique ancienne et moderne**, illustré.
91. E.-M. GELLÉ. **L'audition et ses organes**, illustré.
92. STANISLAS MEUNIER. **La géologie expérimentale**, illustré.
93. J. COSTANTIN. **La nature tropicale**, illustré.

COLLECTION MÉDICALE

ÉLÉGANTS VOLUMES IN-12, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, A 4 ET A 3 FRANCS

Le Phtisique et son traitement hygiénique, par le Dr E.-P. LÉON-PETIT, médecin de l'hôpital d'Ormesson, avec 20 gravures. 2e éd. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

Hygiène de l'alimentation dans l'état de santé et de maladie, par le Dr J. LAUMONIER, avec gravures. 2e éd. 4 fr.

L'alimentation des nouveau-nés, *Hygiène de l'allaitement artificiel*, par le Dr S. ICARD, avec 60 gravures, 2e édit. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

La mort réelle et la mort apparente, nouveaux procédés de diagnostic et traitement de la mort apparente, par le Dr S. ICARD, avec gravures. 4 fr.

L'hygiène sexuelle et ses conséquences morales, par le Dr S. RIBBING, professeur à l'Université de Lund (Suède). 4 fr.

Hygiène de l'exercice chez les enfants et les jeunes gens, par le Dr F. LAGRANGE, lauréat de l'Institut. 7e édit. 4 fr.

De l'exercice chez les adultes, par le Dr F. LAGRANGE. 4e édition. 4 fr.

Hygiène des gens nerveux, par le Dr Levillain. 4e édition, avec gravures. 4 fr.

L'idiotie. *Psychologie et éducation de l'idiot*, par le Dr J. Voisin, médecin de la Salpêtrière, avec gravures. 4 fr.

La famille névropathique, *Hérédité, prédisposition morbide, dégénérescence*, par le Dr Ch. Féré, médecin de Bicêtre, avec gravures. 2e éd. 4 fr.

L'éducation physique de la jeunesse, par A. Mosso, professeur à l'Université de Turin. Préface de M. le Commandant Legros. 4 fr.

Manuel de percussion et d'auscultation, par le Dr P. Simon, professeur à la Faculté de médecine de Nancy, avec grav. 4 fr.

Éléments d'anatomie et de physiologie génitales et obstétricales, par le Dr A. Pozzi, professeur à l'école de médecine de Reims, avec 219 gravures. 4 fr.

Manuel théorique et pratique d'accouchements, par le Dr A. Pozzi, avec 138 gravures. 2e édition. 4 fr.

Le traitement des aliénés dans les familles, par le Dr Féré, médecin de Bicêtre. 2e édition. 3 fr.

Petit manuel d'antisepsie et d'asepsie chirurgicales, par les Drs Félix Terrier, professeur à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine, et M. Péraire, ancien interne des hôpitaux, assistant de consultation chirurgicale à l'hôpital Bichat, avec gravures. 3 fr.

Petit manuel d'anesthésie chirurgicale, par les mêmes, avec 37 gravures. 3 fr.

L'opération du trépan, par les mêmes, avec 222 grav. 4 fr.

Chirurgie de la face, par les Drs Félix Terrier, Guillemain et Malherbe, avec gravures. 4 fr.

Chirurgie du cou, par les mêmes, avec grav. 4 fr.

Chirurgie du cœur et du péricarde, par les Drs Félix Terrier et E. Raymond. 1 vol. in-12 avec 70 gravures, cartonné à l'anglaise. 3 fr.

Chirurgie de la plèvre et du poumon, par les mêmes, avec 67 figures. 4 fr.

Morphinisme et Morphinomanie, par le Dr Paul Rodet. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

La fatigue et l'entraînement physique, par le Dr Ph. Tissié, avec gravures, préface de M. le prof. Bouchard. 4 fr.

Manuel d'hydrothérapie, par le Dr Macario. 3 fr.

Les maladies de la vessie et de l'urèthre chez la femme, par le Dr Kolischer, trad. de l'allemand par le Dr Beuttner, de Genève, avec gravures. 4 fr.

L'idiotie, par le Dr J. Voisin, avec grav. 4 fr.

L'éducation rationnelle de la volonté, son emploi thérapeutique, par le Dr Paul-Emile Lévy, préface de M. le prof. Bernheim. 2e éd. 4 fr.

L'instinct sexuel. *Évolution, dissolution*, par le Dr Ch. Féré, médecin de Bicêtre. 4 fr.

La profession médicale. *Ses devoirs, ses droits*, par le Dr G. Morache, professeur de médecine légale à l'Université de Bordeaux. 4 fr.

MÉDECINE

Extrait du catalogue, par ordre de spécialités.

A. — Pathologie et thérapeutique médicales.

AXENFELD ET HUCHARD. **Traité des névroses.** 2e édition, par HENRI HUCHARD. 1 fort vol. gr. in-8. 20 fr.

BOUCHARDAT. **De la glycosurie ou diabète sucré**, son traitement hygiénique, 2e édition. 1 vol. grand in-8, suivi de notes et documents sur la nature et le traitement de la goutte, la gravelle urique, sur l'oligurie, le diabète insipide avec excès d'urée, l'hippurie, la pimélorrhée, etc. 15 fr.

BOUCHUT ET DESPRÉS. **Dictionnaire de médecine et de thérapeutique médicales et chirurgicales**, comprenant le résumé de la médecine et de la chirurgie, les indications thérapeutiques de chaque maladie, la médecine opératoire, les accouchements, l'oculistique, l'odontotechnie, les maladies d'oreilles, l'électrisation, la matière médicale, les eaux minérales, et un formulaire spécial pour chaque maladie. 6e édition, très augmentée. 1 vol. in-4, avec 1001 fig. dans le texte et 3 cartes. Br. 25 fr.; relié. 30 fr.

CORNIL ET BABÈS. **Les bactéries et leur rôle dans l'anatomie et l'histologie pathologiques des maladies infectieuses.** 2 vol. in-8, avec 350 fig. dans le texte en noir et en couleurs et 12 pl. hors texte, 3e éd. entièrement refondue, 1890. 40 fr.

DAVID. **Les microbes de la bouche.** 1 vol. in-8 avec gravures en noir et en couleurs dans le texte. 10 fr.

DÉJERINE-KLUMPKE (Mme). **Des polynévrites et des paralysies et atrophies saturnines.** 1 vol. in-8. 1889. 6 fr.

DUCKWORTH (Sir Dyce). **La goutte**, son traitement. Trad. de l'anglais par le Dr RODET. 1 vol. gr. in-8 avec gr. dans le texte. 10 fr.

DURAND-FARDEL. **Traité des eaux minérales** de la France et de l'étranger, et de leur emploi dans les maladies chroniques, 3e édition. 1 vol. in-8. 10 fr.

FÉRÉ (Ch.). **Les épilepsies et les épileptiques.** 1 vol. gr. in-8 avec 12 planches hors texte et 67 grav. dans le texte. 1890. 20 fr.

FÉRÉ (Ch.). **La pathologie des émotions.** 1 vol. in-8. 1893. 12 fr.

FINGER (E.). **La blennorrhagie et ses complications.** 1 vol. gr. in-8 avec 36 grav. et 7 pl. hors texte. Traduit de l'allemand par le docteur HOGGE. 1894. 12 fr.

FINGER (E.). **La syphilis et les maladies vénériennes**, trad. de l'all. avec notes par les Drs SPILLMANN et DOYON. 1 vol. in-8, avec 5 planches hors texte. 2e édit. 1900. 12 fr.

FLEURY (Maurice de). **Introduction à la médecine de l'esprit**, 1 volume in-8. 6e éd. 1900. 7 fr. 50

GLÉNARD. **Les ptoses viscérales** (Estomac, Intestin, Reins, Foie, Rate.) 1 vol. gr. in-8, avec 224 fig. et 30 tableaux synoptiques. 20 fr.

HERARD, CORNIL ET HANOT. **De la phtisie pulmonaire**, 1 vol. in-8, avec fig. dans le texte et pl. coloriées. 2e éd. 20 fr.

ICARD (S.). **La femme pendant la période menstruelle.** Étude de psychologie morbide et de médecine légale. In-8. 6 fr.

JANET (P.) ET RAYMOND (F.). **Névroses et idées fixes.**
Tome I, par P. JANET. 1 vol. in-8 avec 92 gr. 12 fr.
Tome II, par F. RAYMOND et P. JANET. 1 vol. grand in-8 avec 97 gravures. 14 fr.

LAGRANGE (F.). **Les mouvements méthodiques et la « mécanothérapie ».** 1 vol. in-8 avec 55 gravures dans le texte. 10 fr.

MARVAUD (A.). **Les maladies du soldat**, étude étiologique, épidémiologique et prophylactique. 1 vol. grand in-8. 1894. 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.

MURCHISON. **De la fièvre typhoïde.** In-8, avec figures dans le texte et planches hors texte. 3 fr.

ONIMUS ET LEGROS. **Traité d'électricité médicale.** 1 fort vol. in-8, avec 275 figures dans le texte. 2e édition. 17 fr.

RILLIET ET BARTHEZ. **Traité clinique et pratique des maladies des enfants.** 3e édit., refondue et augmentée, par BARTHEZ et A. SANNÉ. Tome I, 1 fort vol. gr. in-8. 16 fr.
Tome II, 1 fort vol. gr. in-8. 14 fr.
Tome III terminant l'ouvrage, 1 fort vol. gr. in-8. 25 fr.

SOLLIER (Paul). **Genèse et nature de l'hystérie**, 2 forts vol. in-8. 1897. 20 fr.

VOISIN (J.). **L'épilepsie**, 1 vol. in-8. 1896. 6 fr.

WIDE (A). **Traité de gymnastique médicale suédoise**, trad. annot. et augm. par le Dr BOURCART, 1 vol. in-8 avec 128 gravures. 1898. 12 fr. 50

B. — Pathologie et thérapeutique chirurgicales.

ANGER (Benjamin). **Traité iconographique des fractures et luxations.** 1 fort volume in-4, avec 100 planches coloriées, et 127 gravures dans le texte. 2e tirage. Relié. 150 fr.

Congrès français de chirurgie. Mémoires et discussions, publiés par MM. POZZI et PICQUÉ, secrétaires généraux :
1re, 2e et 3e sessions : 1885, 1886, 1888, 3 forts vol. gr. in-8, avec fig., chacun, 14 fr. — 4e session : 1889, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig., 16 fr. — 5e session : 1891, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig., 14 fr. — 6e session : 1892, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig. 16 fr. — 7e session : 1893, 1 fort vol. gr. in-8, 18 fr. — 8e, 9e, 10e, 11e 12e et 13e sessions (1894-95-96-97-98-99), chacune. 20 fr.

DELORME. **Traité de chirurgie de guerre.** 2 vol. gr. in-8.
Tome I, avec 95 grav. dans le texte et 1 pl. hors texte. 16 fr.
Tome II, terminant l'ouvrage, avec 400 grav. dans le texte 26 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.

JAMAIN ET TERRIER. **Manuel de pathologie et de clinique chirurgicales.** 3e édition. Tome I, 1 fort vol. in-18. 8 fr. — Tome II, 1 vol. in-18. 8 fr. — Tome III, avec la collaboration de MM. BROCA et HARTMANN, 1 vol. in-18. 8 fr. — Tome IV, avec la collaboration de MM. BROCA et HARTMANN, 1 vol. in-18. 8 fr.

LABADIE-LAGRAVE et LEGUEU. **Traité médico-chirurgical de gynécologie**, 2e éd. 1901. 1 vol. grand in-8 avec nombreuses grav., cart. à l'angl., 25 fr.

LIEBREICH. **Atlas d'ophtalmoscopie**, représentant l'état normal et les modifications pathologiques du fond de l'œil vues à l'ophtalmoscope. 3e édition, atlas in-fo de 12 planches. 40 fr.

MALGAIGNE et LE FORT. **Manuel de médecine opératoire.** 9e édit. 2 vol. gr. in-18, avec nombreuses fig. dans le texte. 16 fr.

NÉLATON. **Éléments de pathologie chirurgicale**, par A. Nélaton, membre de l'Institut, professeur de clinique à la Faculté de médecine, etc. Ouvrage complet en 6 volumes.

Seconde édition, complètement remaniée, revue par les Drs Jamain, Péan, Desprès, Gillette et Horteloup, chirurgiens des hôpitaux. 6 forts vol. gr. in-8, avec 795 figures dans le texte. 32 fr.

NIMIER et DESPAGNET. **Traité élémentaire d'ophtalmologie.** 1 fort vol. gr. in-8, avec 432 gr. Cart. à l'angl. 1894. 20 fr.

NIMIER et LAVAL. **Les projectiles de guerre** et leur action vulnérante. 1 vol. in-12 avec grav. 3 fr.

— **Les explosifs, les poudres, les projectiles d'exercice**, leur action et leurs effets vulnérants. 1 vol. in-12 avec gravures. 3 fr.

— **Les armes blanches**, leur action et leurs effets vulnérants. 1 vol. in-12, avec gravures. 6 fr.

— **De l'infection en chirurgie d'armée**, évolution des blessures de guerre. 1 vol. in-12 avec grav. 6 fr.

RICHARD. **Pratique journalière de la chirurgie.** 1 vol. gr. in-8, avec 215 fig. dans le texte. 2e édit. 5 fr.

SOELBERG-WELLS. **Traité pratique des maladies des yeux.** 1 fort vol. gr. in-8, avec figures. 4 fr. 50

TERRIER. **Éléments de pathologie chirurgicale générale.**

1er fascicule : *Lésions traumatiques et leurs complications.* 1 vol. in-8. 7 fr.

2e fascicule : *Complications des lésions traumatiques. Lésions inflammatoires.* 1 vol. in-8. 6 fr.

C. — Thérapeutique. Pharmacie. Hygiène.

BOSSU. **Petit compendium médical.** 1 vol. in-32, 4e édit., cart. à l'anglaise. 1 fr. 25

BOUCHARDAT. **Nouveau formulaire magistral**, précédé d'une Notice sur les hôpitaux de Paris, de généralités sur l'art de formuler, suivi d'un Précis sur les eaux minérales naturelles et artificielles, d'un Mémorial thérapeutique, de notions sur l'emploi des contrepoisons et sur les secours à donner aux empoisonnés et aux asphyxiés. 1900, 32e édition, revue et corrigée. 1 vol. in-18, broché, 3 fr. 50; cartonné, 4 fr.; relié. 4 fr. 50

BOUCHARDAT et DESOUBRY. **Formulaire vétérinaire**, contenant le mode d'action, l'emploi et les doses des médicaments. 5e édit. 1 vol. in-18, br. 3 fr. 50, cart. 4 fr., relié. 4 fr. 50

BOUCHARDAT. **De la glycosurie ou diabète sucré**, son traitement hygiénique. 2e édition. 1 vol. grand in-8, suivi de notes et documents sur la nature et le traitement de la goutte, la gravelle urique, sur l'oligurie, le diabète insipide avec excès d'urée, l'hippurie, la pimélorrhée, etc. 15 fr.

BOUCHARDAT. **Traité d'hygiène publique et privée**, basée sur l'étiologie. 1 fort vol. gr. in-8. 3e édition, 1887. 18 fr.

LAGRANGE (F.). **La médication par l'exercice.** 1 vol. grand in-8, avec 68 grav. et une carte. 1894. 12 fr.

WEBER. **Climatothérapie**, traduit de l'allemand par les docteurs Doyon et Spillmann. 1 vol. in-8. 1886. 6 fr.

D. — Anatomie. Physiologie. Histologie.

BELZUNG. **Anatomie et physiologie végétales.** 1 fort volume in-8 avec 1700 gravures. 20 fr.

— **Anatomie et physiologie animales.** 1 fort volume in-8 avec 522 gravures dans le texte. 8e éd., revue. 6 fr., cart. 7 fr.

BÉRAUD (B.-J.). **Atlas complet d'anatomie chirurgicale topographique**, pouvant servir de complément à tous les ouvrages d'anatomie chirurgicale, composé de 109 planches représentant plus de 200 figures gravées sur acier, avec texte explicatif. 1 fort vol. in-4.

Prix : fig. noires, relié, 60 fr. — Fig. coloriées, relié, 120 fr.

BURDON-SANDERSON, FOSTER et BRUNTON. **Manuel du laboratoire de physiologie**, traduit de l'anglais par M. Moquin-Tandon. 1 vol. in-8, avec 184 fig. dans le texte. 7 fr.

CORNIL, RANVIER, BRAULT et LETULLE. **Manuel d'histologie pathologique.** 3e éd. refondue. 4 vol. in-8, avec nombreuses fig. dans le texte. T. I, avec 369 grav. en noir et en couleurs. 25 fr.

DEBIERRE. **Traité élémentaire d'anatomie de l'homme.** Anatomie descriptive et dissection, avec notions d'organogénie et d'embryologie générales. Ouvrage complet en 2 volumes.. 40 fr.

Tome I, *Manuel de l'amphithéâtre*, 1 vol. in-8 de 950 pages avec 450 figures en noir et en couleurs dans le texte. 1890. 20 fr.

Tome II et dernier : 1 vol. in-8 avec 515 figures en noir et en couleurs dans le texte. 20 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.

FAU. **Anatomie des formes du corps humain**, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 atlas in-folio de 25 planches. Prix : fig. noires, 15 fr. — Fig. coloriées. 30 fr.

LABORDE. **Les tractions rythmées de la langue**, traitement physiologique de la mort. 1 vol. in-12. 2e éd. 1897. 5 fr.

PREYER. **Eléments de physiologie générale.** Traduit de l'allemand par M. J. Soury. 1 vol. in-8. 5 fr.

PREYER. **Physiologie spéciale de l'embryon.** 1 vol. in-8, avec figures et 9 planches hors texte. 7 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7 et 12 francs. — Cartonnage toile, 50 c. en plus par vol. in-18, 1 fr. en plus par vol. in-8.

EUROPE

Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par *H. de Sybel*. Traduit de l'allemand par Mlle Dosquet. 6 vol. in-8 . . 42 fr.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE, DE 1815 A 1878, par *Debidour*. 2 vol. in-8. . . . . 18 fr.

LA QUESTION D'ORIENT, depuis ses origines jusqu'à nos jours, par *E. Driault*, préface de *G. Monod*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.

FRANCE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *H. Carnot*. 1 vol. in-18. Nouv. édit. 3 50

LE CULTE DE LA RAISON ET LE CULTE DE L'ÊTRE SUPRÊME (1793-1794). Étude historique par *Aulard*, 1 vol. in-18. . . . . 3 50

ÉTUDES ET LEÇONS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *Aulard*. 2 vol. in-18. Chacun. 3 50

VARIÉTÉS RÉVOLUTIONNAIRES, par *M. Pellet*, 3 vol. in-18, chacun 3 50

LES CAMPAGNES DES ARMÉES FRANÇAISES (1792-1815), par *C. Vallaux*. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50

NAPOLÉON ET LA SOCIÉTÉ DE SON TEMPS, par *P. Bondois*. 1 vol. in-8. 7 fr.

HISTOIRE DE LA RESTAURATION, par *de Rochau*. 1 vol. in-18. . . . 3 50

HISTOIRE DE DIX ANS, par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. . . . . 25 fr.

HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 vol. in-8. 42 fr.

HISTOIRE DU PARTI RÉPUBLICAIN (1814-1870), par *G. Weill*. 1 v. in-8. 10 fr.

HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE par *E. Zévort* :

I. *Présidence de M. Thiers*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.
II. *Présidence du Maréchal*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.
III. *Présidence de Jules Grévy*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
IV. *Présidence de Sadi-Carnot*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

HISTOIRE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE EN FRANCE (1595-1870), par *G. Bonet-Maury*, 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

LES CIVILISATIONS TUNISIENNES (Musulmans, Israélites, Européens), par *Paul Lapie*. 1 vol. in-8. . . . . 3 fr 50

HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE, par *Eug. Spuller*, 1 vol. in-18, 2e édit. 3 50

LA FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-8. 5 fr.

HISTOIRE DES RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT EN FRANCE (1789-1870), par *A. Debidour*. 1 vol. in-8°. . . . . 12 fr.

LES COLONIES FRANÇAISES, par *P. Gaffarel*. 1 vol. in-8, 6e éd. . . 5 fr.

LA FRANCE HORS DE FRANCE. *De notre émigration*, par *J.-B. Piolet*, c. j. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

L'INDO-CHINE FRANÇAISE, étude économique, politique et administrative sur *la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam* et *le Tonkin* (médaille Dupleix de la Société de Géographie commerciale), par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8, avec 5 cartes en couleurs. . . . . 15 fr.

LA COLONISATION FRANÇAISE EN INDO-CHINE, par *J.-L. de Lanessan*, 1895, 1 vol. in-12, avec 1 carte hors texte. 3 50

L'ALGÉRIE, par *M. Wahl*, 1 vol. in-8, 3e édition. Ouvrage couronné par l'Institut. . . . . 5 fr.

L'EMPIRE D'ANNAM ET LES ANNAMITES, par *J. Silvestre*. 1 vol. in-18 avec carte. 3 50

ANGLETERRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ANGLETERRE, depuis la mort de la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-18. 2e éd. . 3 50

LORD PALMERSTON ET LORD RUSSEL, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-18. 3 50

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE, par *Albert Métin*. 1 vol. in-18. 3 50

ALLEMAGNE

HISTOIRE DE LA PRUSSE, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-18. 6e éd. revue par *Paul Bondois*. 3 50

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-18, 3e éd. continuée jusqu'en 1892, par *Paul Bondois*. 3 50

L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE AU XIXe SIÈCLE, par *Eug. Simon*. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

Liard.
Les Logiciens anglais contemporains. 3e édition.
Définitions géométriques. 2e édit.

O. Schmidt.
Les sciences naturelles et la philosophie de l'Inconscient.

A. Espinas.
Philosophie expérim. en Italie.

John Lubbock.
Le bonheur de vivre. 2 vol. 5e éd.
L'emploi de la vie. 2e édit.

Maus.
La justice pénale.

A. Lévy.
Morceaux choisis des philos. allem.

Roisel.
De la substance.
L'idée spiritualiste.

Zeller.
Christ. Baur et l'école de Tubingue.

Stricker.
Du langage et de la musique.

Coste.
Les conditions sociales du bonheur et de la force. 3e édition.

Binet.
Psychologie du raisonnement. 2e éd.

G. Ballet.
Langage intérieur et aphasie. 2e éd.

Mosso.
La peur. 2e éd.
La fatigue intellect. et phys. 2e éd.

Tarde.
La criminalité comparée. 4e éd.
Les transformations du droit. 2e éd.
Les lois sociales. 2e édit.

Paulhan.
Les phénomènes affectifs. 2e édit.
J. de Maistre, sa philosophie.
Psychologie de l'invention.

Ch. Richet.
Psychologie générale. 4e éd.

Delbœuf.
Matière brute et matière vivante.

Ch. Féré.
Sensation et mouvement. 2e édit.
Dégénérescence et criminalité. 3e éd.

Vianna de Lima.
L'homme selon le transformisme.

L. Arréat.
La morale dans le drame, l'épopée et le roman. 2e édition.
Mémoire et imagination (peintres, musiciens, poètes et orateurs).
Les croyances de demain.
Dix ans de philosophie (1890-1900).

De Roberty.
L'inconnaissable.
L'agnosticisme. 2e édit.
La recherche de l'Unité.
Auguste Comte et H. Spencer. 2e éd.
Le bien et le mal.
Psychisme social.
Fondements de l'éthique.
Constitution de l'éthique.

Bertrand.
La psychologie de l'effort.

Guyau.
La genèse de l'idée de temps. 2e éd.

Lombroso.
L'anthropologie criminelle. 4e éd.
Nouvelles recherches de psychiatrie et d'anthropologie criminelle.
Les applications de l'anthropologie criminelle.

Thamin.
Éducation et positivisme. 2e éd.

Pioger.
Le monde physique.

Queyrat.
L'imagination chez l'enfant. 2e édit.
L'abstraction, son rôle dans l'éducation intellectuelle.
Les caractères et l'éducation morale.

G. Lyon.
La philosophie de Hobbes.

Wundt.
Hypnotisme et suggestion.

Fonsegrive.
La causalité efficiente.

Carus.
La conscience du moi.

G. de Greef.
Les lois sociologiques. 2e édit.

Th. Ziegler.
La question sociale est une question morale. 2e éd.

G. Danville.
La psychologie de l'amour. 2e éd.

Gust. Le Bon.
Lois psychologiques de l'évolution des peuples 4e éd.
La psychologie des foules. 5e

G. Dumas.
Les états intellectuels dans la mélancolie. 2e édit.

E. Durkheim.
Les règles de la méthode sociologique. 2e édit.

P.-F. Thomas.
La suggestion, son rôle dans l'éducation intellectuelle. 2e édit.
Morale et éducation.

Mario Pilo.
La psychologie du beau et de l'art.

Dunan.
Théorie psychol. de l'espace.

Lechalas.
Étude sur l'espace et le temps.

R. Allier.
Philosophie d'Ernest Renan.

Lange.
Les émotions.

G. Lefèvre.
Obligation morale et idéalisme.

C. Bouglé.
Les sciences sociales en Allemagne.

E. Boutroux.
Conting. des lois de la nature. 3e éd.

J. Lachelier.
Du fondement de l'induction. 3e éd.

J.-L. de Lanessan.
Morale des philosophes chinois.

Max Nordau.
Paradoxes psychologiques. 3e éd.
Paradoxes sociologiques. 3e édit.
Psycho-physiologie du génie et du talent. 2e éd.

Marie Jaëll.
La musique et la psycho-physiologie.

G. Richard.
Le socialisme et la science sociale.

L. Dugas.
Le psittacisme et la pensée symbolique.
La timidité. 2e édit.

Fierens-Gevaert.
Essai sur l'art contemporain.
La tristesse contemporaine. 3e éd.

F. Le Dantec.
Le déterminisme biologique.
L'individualité et l'erreur individualiste.
Lamarckiens et darwiniens.

L. Dauriac.
La psychol. dans l'Opéra français.

A. Cresson.
La morale de Kant.

P. Regnaud.
Précis de logique évolutionniste.
Comment naissent les mythes.

E. Ferri.
Les criminels dans l'art et la littér.

Novicow.
L'avenir de la race blanche.

R. C. Herckenrath.
Probl. d'esthétique et de morale.

G. Milhaud.
Essai sur les conditions et les limites de la certitude logique.
Le Rationnel.

F. Pillon.
La philosophie de Charles Secrétan.

G. Renard.
Le régime socialiste. 2e édit.

H. Lichtenberger.
La philosophie de Nietzsche. 5e éd.
Aphorismes et fragments choisis de Nietzsche.

E. d'Eichthal.
Correspondance inédite de J. Stuart Mill avec G. d'Eichthal.
Les probl. sociaux et le socialisme.

Mme Lamperière.
Le rôle social de la femme.

M. de Fleury.
L'âme du criminel.

Ossip-Lourié.
Pensées de Tolstoï.
Philosophie de Tolstoï.
La philos. soc. dans le théât. d'Ibsen.

Lapie.
La justice par l'État.

T. Wechniakoff.
Savants, penseurs et artistes.

L. Marguery.
L'œuvre d'art et l'évolution.

Hervé Blondel.
Les approximations de la vérité.

Mauxion.
L'éducation par l'instruction et les théories pédagogiques de Herbart.

Duprat.
Les causes sociales de la folie.

Bergson.
Le rire. 2e édit.

Tanon.
L'évolution du droit et la conscience sociale.

Brunschvicg.
Introduction à la vie de l'esprit.

VOLUMES IN-8

Brochés, à 5, 7 50 et 10 fr.; cart. angl., 1 fr. de plus par vol.; reliure, 2 fr.

Agassiz.
De l'espèce et des classifications. 5 fr.

Stuart Mill.
Mes mémoires. 3e éd. 5 fr.
Système de logique déductive et inductive. 4e édit. 2 vol. 20 fr.
Essais sur la Religion. 2e édit. 5 fr.

Herbert Spencer.
Les premiers principes. 8e éd. 10 fr.
Principes de psychologie. 2 vol. 20 fr.
Principes de biologie. 2 vol. 20 fr.
Princip. de sociol. 4 vol. 36 fr. 25
Essais sur le progrès. 5e éd. 7 fr. 50
Essais de politique. 4e éd. 7 fr. 50

L. Lévy-Bruhl.
La philosophie de Jacobi. 5 fr.
Lettres inédites de J. Stuart Mill à Auguste Comte. 10 fr.
La philos. d'Aug. Comte. 7 fr. 50

G. Ferrero.
Les lois psychologiques du symbolisme. 5 fr.

G. Tarde.
La logique sociale. 7 fr. 50
Les lois de l'imitation. 2e éd. 7 fr. 50
L'opposition universelle. 7 fr. 50

G. de Greef.
Le transformisme social. 7 fr. 50

Crépieux-Jamin.
L'écriture et le caractère 4e éd. 7 fr. 50

J. Izoulet.
La cité moderne. 4e éd. 10 fr.

Thouverez.
Réalisme métaphysique. 5 fr.

Lang.
Mythes, cultes et religions. 10 fr.

Récéjac.
La connaissance mystique. 5 fr.

Aug. Comte.
La sociologie. 7 fr. 50

Duproix.
Kant et Fichte et le problème de l'éducation. 5 fr.

Brochard.
De l'erreur. 2e éd. 5 fr.

Em. Boutroux.
Études d'hist. de la philos. 7 fr. 50

C. Piat.
La personne humaine. 7 fr. 50
Destinée de l'homme. 5 fr.

P. Malapert.
Les éléments du caractère. 5 fr.

J.-M. Baldwin.
Le développement mental chez l'enfant et dans la race. 7 fr. 50

G. Fulliquet.
Sur l'obligation morale. 7 fr. 50

Jean Pérès.
L'art et le réel. 3 fr. 75

A. Bertrand.
L'enseigement intégral. 5 fr.
Les études dans la démocratie. 5 fr.

E. Sanz y Escartin.
L'individu et la réforme sociale. 7 fr. 50

H. Lichtenberger.
Richard Wagner, poète et penseur. 2e édit. 10 fr.

E. Goblot.
Sur la classification des sciences. 5 fr.

Max Muller.
Nouv. études de Mythol. 12 fr. 50

A. Coste.
Principes d'une sociol. obj. 3 fr. 75
L'expérience des peuples. 10 fr.

Durand de Gros.
Taxinomie générale. 5 fr.
Esthétique et morale. 5 fr.
Variétés philosophiques 2e éd. 5 fr.

F. Rauh.
De la méthode dans la psychologie des sentiments. 5 fr.

G.-L. Duprat.
L'instabilité mentale. 5 fr.

L. Gérard-Varet.
L'ignorance et l'irréflexion. 5 fr.

P.-Félix Thomas.
L'éducation des sentiments. 5 fr.

G. Le Bon.
Psychologie du socialisme. 7 fr. 50

A. Espinas.
La philosophie sociale au XVIIIe siècle et la Révolution. 7 fr. 50

Hannequin.
Essai sur l'hypothèse des atômes. 7 fr. 50

R. de la Grasserie.
De la psychologie des religions. 5 fr.

Ouvré.
Les formes littéraires de la pensée grecque. 10 fr.

Renard.
La méthode scientifique de l'histoire littéraire. 10 fr.

Bouglé.
Les idées égalitaires. 3 fr. 75

Lechartier.
David Hume, moraliste et sociologue. 3 fr. 75

Sollier.
Le problème de la mémoire. 3 fr. 75

G. Dumas
La tristesse et la joie. 7 fr. 50

H. Hoffding.
Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience. 7 fr. 50

Alengry.
La sociologie chez Aug. Comte. 10 fr.

Renouvier.
Les dilemmes de la métaphysique pure. 5 fr.

Barzellotti.
La philosophie de H. Taine. 7 fr. 50

Stein.
La question sociale au point de vue philosophique. 10 fr.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 1215-1900.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

~~DUE JAN 30 '39~~ Rollins Co

6/3/18

DUE JAN 27 '39

APR 27 '69

CANCELLED

1955-555

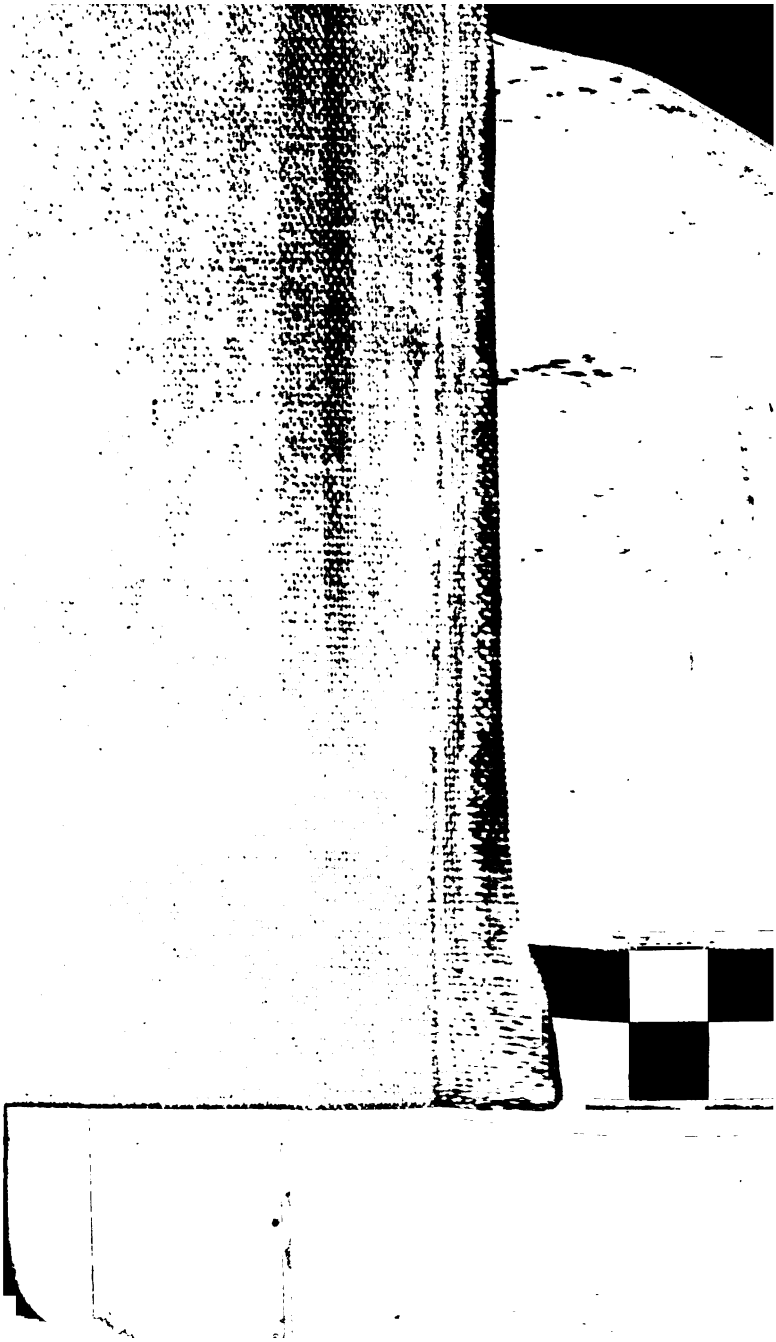
~~DUE FEB 10 '39~~

DUE FEB 24 '39

MAY 24 '69

1998-23

~~DUE MAY 25 '39~~

~~DUE SEP 5 '41~~ 1970 ILL

2932464